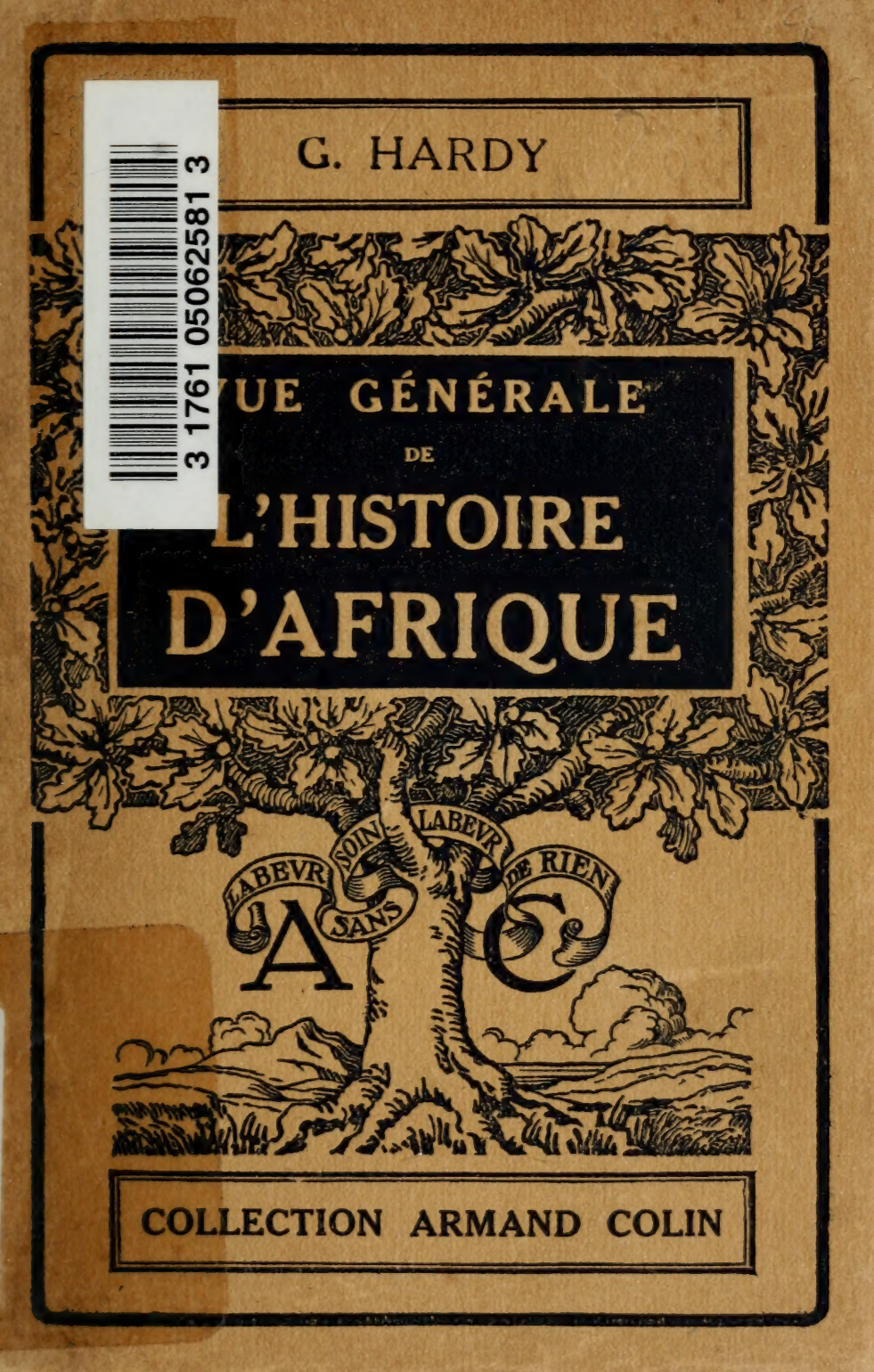
G. HARDY
VUE GÉNÉRALE
DE
L'HISTOIRE
D'AFRIQUE
LABEVR SOIN LABEVR
LABEVR SANS DE RIEN
A C
COLLECTION ARMAND COLIN
3 1761 05062581 3

10

★

Vue générale

de

l'Histoire d'Afrique

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/vuegnraledel00harduoft

N° 25.

COLLECTION ARMAND COLIN
(Section d'Histoire et Sciences économiques)

Vue générale de l'Histoire d'Afrique

par
Georges HARDY
Directeur général de l'Enseignement au Maroc

LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

1922
Tous droits réservés.

LIBRARY
AUG 29 1997
UNIVERSITY OF TORONTO

Tous droits de reproduction de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Copyright 1923, by Max Leclerc et H. Bourrelier.

AVANT-PROPOS

Il y a seulement quelques années, bien des historiens sérieux auraient haussé les épaules, si l'on était venu leur parler d'une histoire générale de l'Afrique.

Il semblait qu'en dehors de l'Egypte, de Carthage et des entreprises européennes de colonisation, on ne pût trouver, dans le passé de l'Afrique, la moindre série de faits qui fût vraiment matière d'histoire. On se refusait à prendre pour une suite d'empires les heurts de peuplades colorées dont quelques échos nous étaient parvenus. On y voyait, tout au plus, besogne de folkloriste.

Mais voici qu'à force de s'accumuler, de se compliquer, de se mêler à l'histoire du monde, les œuvres de colonisation et les partages de terres africaines passent au premier plan des problèmes internationaux : comme il y a une Question d'Orient, il y a aujourd'hui une « Question d'Afrique »[1]*, et il faut, pour la bien comprendre, remonter patiemment le cours des siècles.*

Par ailleurs, comment s'expliquer le long retard e les difficultés de la tâche européenne en Afrique, si l'on persiste à voir dans les populations africaines une poussière d'humanité, sans vigueur propre ni consistance, incapable d'organisation, toute à la brutalité de ses instincts et de ses folies collectives?

Sans doute l'histoire des sociétés africaines est-elle sensiblement différente de celle des peuples d'Europe et réclame-t-elle de l'historien des précautions particulières[2]*;*

1. C'est le titre même d'un ouvrage solide et parfaitement ordonné de M. Raymond Ronze (Paris, Alcan, 1918).

2. Nous avons essayé d'indiquer quelques-unes de ces difficultés dans « Les Eléments de l'Histoire coloniale » (Paris, *Renaissance du Livre* 1921).

sans doute aussi le domaine de la préhistoire est-il beaucoup plus vaste en Afrique qu'en Europe; mais de récents travaux ont démontré que, même pour les parties les plus reculées du « continent barbare », notre ignorance du passé pouvait n'être point définitive et que ce passé méritait mieux que du dédain[1].

Entre l'histoire des entreprises européennes en Afrique et celle des populations africaines, la liaison n'est pas encore établie comme il conviendrait. Elle n'est guère établie non plus entre l'histoire de l'Afrique blanche et celle de l'Afrique noire. Mais cette double liaison, on commence à la sentir possible. Il y a là comme un baptême d'histoire.

Ce n'est point, au demeurant, une histoire générale de l'Afrique qu'on doit s'attendre à trouver ici, même sous la forme modeste de manuel. Nous nous proposons simplement une revue très rapide et une mise en place, au moins provisoire, des grands événements actuellement connus. C'est dire que nous négligerons résolument le détail et que, planant sur un domaine si vieux ou si neuf selon ses régions, nous serons bien forcés d'aller sans cesse du banal à l'hypothétique.

Du moins essaierons-nous de rendre à l'histoire d'Afrique son individualité et de la parcourir dans son ensemble sans lui imposer, comme on fait si souvent, les divisions de notre histoire d'Europe; en un mot, c'est d'Afrique, et non plus d'Europe, que, dans la mesure du possible, nous regarderons couler les événements.

1. Cf. notamment les travaux de M. Maurice Delafosse, dont le plus récent *(Les Noirs de l'Afrique,* Paris, Payot, 1922) constitue une remarquable synthèse des recherches relatives à l'histoire des populations noir d'Afrique.

INTRODUCTION

LE CADRE HISTORIQUE

L'individualité de l'Afrique[1]. — Sur la carte du monde, l'Afrique apparaît avec des traits bien particuliers.

Dès l'aube des temps géologiques, elle est demeurée à l'écart des grands mouvements qui ont dessiné les autres continents, et l'on peut dire, sans forcer les termes, qu'elle a sa géographie propre, comme elle a — nous le verrons, — son histoire séparée.

Aux deux Amériques, dont les territoires en éventail sont réunis, du pôle nord au pôle sud, par une longue épine dorsale, — à l'Asie, dont les hautes chaînes enclosent des massifs ou des bassins elliptiques, fortement plissés, — à l'Europe, qui, dans les limites de sa dentelle côtière, étage une série de bourrelets, elle oppose son type de plate-forme, insensible aux travaux d'approche de la mer comme au travail souterrain des plissements, massive, et sans autre squelette qu'un grand os concave de roches anciennes. L'Arabie, l'Inde, l'Australie sont ses parentes et représentent avec elle les membres dispersés d'un immense continent qui avait pour axe l'équateur;

1. Le nom de l'Afrique a des origines obscures et ne semble pas, en tout cas, bien significatif. Il apparaît avec les Romains, qui l'ont emprunté soit aux Phéniciens (« colonie » ou « pays des fruits »), soit aux Berbères (tribu des Aouraghen). Il s'est appliqué d'abord au territoire anciennement soumis à Carthage, en somme à la Tunisie actuelle, puis à l'Afrique du Nord et au continent tout entier, prenant ainsi la place du nom grec « Libye », dont le sens se restreignait peu à peu aux régions de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque.

mais, seule de toute cette famille, la terre d'Afrique a conservé à la fois l'ensemble des caractères originels, une indépendance et des dimensions de continent.

Seule, elle se présente, au centre géographique du monde, comme une « auge gigantesque », trois fois plus étendue que l'Europe, tout entière tournée vers l'intérieur, pourvue de nappes d'eaux et d'océans de sable qui semblent la dispenser de regarder vers la mer.

Seule, elle est à même d'étaler, de chaque côté de l'équateur, deux gammes de zones climatiques, végétales, animales, humaines, d'une étrange symétrie et si riches qu'on pourrait presque y voir un raccourci de la vie terrestre.

Même sans tenir compte de ses limites, on peut donc regarder l'ensemble de l'Afrique comme une forte unité naturelle.

Mais on voit du même coup que ce bloc n'est pas sans nuances. Sa forme d'auge, son échelle de climats, lui confèrent une diversité intime qui saute aux yeux. Ses lignes de fracture, ses plateaux de bordure et ses plaines, ses déserts, ses savanes, ses forêts denses, imposent à l'homme des conditions d'existence extrêmement variées et provoquent ces groupements ou ces heurts d'activités, ces combinaisons d'économies, ce flux et reflux de puissances politiques qui composent proprement l'histoire.

Du fait de son originalité, de son unité, de son homogénéité, la terre d'Afrique constitue donc une région géographique nettement définie; par ailleurs, sa diversité, l'assemblage de zones et de ressources complémentaires qu'on y trouve font d'elle une grande région historique.

L'isolement de l'Afrique. — Cette individualité est d'autant plus forte que l'Afrique semblait condamnée par la nature à vivre à l'écart du monde.

Ses côtes méritent plus que toutes autres la vieille épithète d'inhospitalières : elles sont tantôt abruptes, tantôt plates trouées de lagunes, encombrées de bancs de sable, de cordons littoraux et de deltas marécageux; les ports naturels en sont à peu près absents; pour comble, une barre singulièrement redoutable double, au large, le rempart ou le fossé derrière quoi s'abrite le continent. Les côtes utiles n'apparaissent ici qu'à titre d'exception.

Ces côtes difficiles sont en même temps des côtes courtes, c'est-à-dire peu découpées, toutes en lignes droites ou en courbes à grand rayon, pauvres en caps, en baies, en îles : tandis qu'un kilomètre de côtes correspond à 300 kilomètres carrés

de terre ferme en Europe, à 400 dans l'Amérique du Nord, à 700 dans l'Amérique du Sud, la proportion passe en Afrique à 1 100, et certains points du continent sont situés à 1 800 kilomètres de la mer la plus rapprochée.

Les fleuves ne corrigent guère cet isolement. La plupart d'entre eux, dans les régions sèches, ne sont dignes du nom de cours d'eau qu'après la saison des pluies. Les autres, tous les autres, imposants par leur longueur et leur débit, fleuves géants qui, par endroits, semblent des mers en marche, ln'arrivent à la côte, quand ils y arrivent, qu'au prix de uttes héroïques, s'attardent en d'immenses dépressions, trébuchent sur des cataractes et des rapides et se faufilent, épuisés, vers l'Océan, par des estuaires étrangement ramifiés et mobiles. Aucun d'eux, en somme, ne s'offre comme une voie commode de pénétration ou d'expansion.

Il suit de là que, dans l'histoire de l'Afrique, la mer exerce une action fort différente de son action habituelle : au lieu de rapprocher, elle sépare; loin de favoriser les relations, elle empêche de sortir, d'entrer, de circuler; elle monte la garde autour de l'Afrique.

Le destin de l'Afrique, durant des siècles et des siècles, sera donc de vivre derrière la barrière de ses côtes. Son histoire sera terrienne; elle ne connaîtra pas les mouvements de civilisation maritime qui, en d'autres régions du globe, ont précipité les groupements humains dans le cycle de la vie; la suite de ses empires se déroulera loin des rivages, dans le mystère des savanes et des forêts, et ses capitales se dresseront au cœur du continent. La mer, les hommes et les choses de la mer, apparaîtront à la plupart des Africains comme des forces hostiles.

C'est seulement par à-coups et par endroits que la mer jouera dans l'histoire de l'Afrique un rôle positif : çà et là, la barrière s'abaisse, et les influences trouvent un passage. Il est certain, par exemple, que le détroit de Gibraltar forme un pont plutôt qu'un fossé entre l'Afrique et l'Europe et réunit des régions si franchement apparentées que le conquérant arabe Tarik, en entraînant les Berbères à la conquête de l'Andalousie, puis, en sens inverse, les Espagnols, en essayant jusqu'à nos jours de prolonger par la conquête du Maroc la libération de leur territoire, ont eu simplement conscience de conformer leur action aux indications de la nature. Il est certain aussi que la côte de Syrie a toujours été considérée comme une dépendance naturelle de l'Egypte et que, par là, bien des influences asiatiques sont passées en

Afrique. Enfin, s'il est des courants atmosphériques qui, comme l'alizé du nord-est dans l'Atlantique, ont détourné de l'Afrique les premiers navigateurs et contribué à son isolement, il en est d'autres qui ouvrent vers elle des voies régulières : notamment, dans la Méditerranée, les vents étésiens, qui poussent vers l'Égypte les flottes grecques, et, dans l'Océan Indien, la mousson, qui permet d'expliquer l'antiquité et la continuité des relations de l'Arabie et de l'Inde méridionale avec la côte orientale d'Afrique.

Mais il y a là comme une fraude historique, qui vaut aux quelques régions intéressées une place à part dans la vie du continent. En général, la mer prend, en Afrique, figure d'obstacle, et cet obstacle, qui partout serait important, l'est ici tout spécialement; car la situation de l'Afrique est essentiellement maritime. Tandis que l'Europe et l'Asie sont largement soudées ensemble, tandis que les deux Amériques sont comme deux vases communicants et constituent à elles deux tout un monde, l'Afrique, elle, est une île : le maigre pédoncule, qui la rattachait à l'Asie et que le souffle de la civilisation européenne n'a guère tardé à briser, tient dans l'histoire une place hors de proportions avec celle qu'il tient dans la géographie.

Dépourvue de toute attache large et solide avec la terre, privée par ses côtes, sa barre et ses fleuves accidentés des facilités que procure ordinairement la mer, redoutée par surcroît pour son climat brutal et l'hostilité de sa flore et de sa faune, l'Afrique est condamnée à vivre repliée sur elle-même. Elle sera la terre isolée, la terre sauvage, cernée d'un horizon brutal. Les apports du monde extérieur tomberont sur elle comme des tornades, non comme cette pluie fine et continue qui fait pousser doucement nos civilisations occidentales. Elle verra dans l'étranger tout autre chose qu'un homme de race différente : un démon dont il faut à tout prix enrayer les maléfices. Terrée, elle ignorera ces dépenses d'action, ces échanges d'humanité, qui donnent à l'histoire du reste du monde sa couleur nuancée et son incessant mouvement : l'assimilation, le rayonnement, l'apostolat. Aux jours de victoire, elle asservira sans soumettre; aux jours de défaite, on la domptera sans la domestiquer. C'est un fauve.

Le règne du climat. — Cette histoire exclusivement terrienne est le domaine d'un maître unique : le climat.

Ailleurs, l'influence du climat sur la vie humaine est contrebalancée par d'autres éléments, la mer, le relief, les fleuves.

Ici, le contrepoids manque, ou n'apparaît que par accident.

L'absence d'indentations littorales, la boursouflure de la plate-forme africaine sur ses bords, l'étranglement des vallées aux approches de l'Océan, font que l'influence de la mer s'arrête aux abords immédiats de la côte, brusquement. Le relief, sauf quelques rares exceptions locales, ne limite rien que le continent lui-même; on ne le voit pas s'épanouir en « massifs centraux », jeter de longues chaînes entre les régions, imposer aux désirs des hommes des directions ou des obstacles, ni même, en général, contrarier par l'altitude les effets de la latitude. Quant aux fleuves, ils sont trop pauvres ou trop riches pour conduire l'histoire : maigres, intermittents, c'est à peine s'ils intéressent leurs riverains; démesurément longs et puissants, ils échappent à la destinée de fleuves-axes, de fleuves-frontières ou de fleuves-liaisons; ils jouent leur rôle par tronçons, ils n'ont acquis une vraie personnalité que le jour où nos géographes l'ont démêlée et ont baptisé chacun d'entre eux d'un nom unique; ils confondent communément leurs sources, leurs réseaux; ils ne tracent pas à travers le continent de grandes lignes simples autour desquelles puissent s'agglutiner des séries d'événements; il leur manque, enfin, cet attrait qui fait d'ordinaire la fortune historique des fleuves, l'accès à la mer, car ils accèdent à la mer malaisément ou n'y accèdent pas du tout et, d'ailleurs, s'offrent à des populations que la mer n'attire pas, et l'on ne rencontre pas ici de ces organismes politiques qui, de puissances fluviales, sont devenus puissances maritimes ou inversement.

Libres de contrainte et de rivalité, les puissances climatiques, chaleur, humidité, vents réguliers, ont donc trouvé dans l'Afrique une matière docile, qu'elles ont travaillée par grandes masses, à coups de lois absolues. Il est vrai que, çà et là, un fleuve prolonge en galerie, en dehors de la zone équatoriale, le domaine de la forêt dense, ou qu'aux environs des grands lacs quelques hautes montagnes présentent sur leurs flancs la série complète des zones de végétation; mais ces exceptions valent à peine d'être signalées. Nulle part ailleurs qu'en Afrique, on ne trouve moins de combinaisons climatiques, de nuances, de régions de transition : le continent est découpé, du nord au sud, en larges bandes à peu près parallèles, qui correspondent chacune à un type de climat. La carte la plus exacte est si nette, elle s'offre avec des lignes si franches, qu'elle a l'air d'un schéma.

Les différences sont à peu près aussi tranchées sur le terrain même; car ce déchaînement des puissances climatiques, en

une partie du globe où ces puissances sont par elles-mêmes particulièrement actives, produit sur le modelé terrestre, sur la végétation, sur la vie animale et humaine, des effets d'une étrange brutalité. Il suffit d'évoquer ces paysages : forêt dense de la zone équatoriale, savanes et forêts claires des zones tropicales, steppes et dunes des zones désertiques, formations méditerranéennes des zones tempérées chaudes, — pour comprendre à quel point le climat commande ici les autres forces physiques et la volonté des hommes. Venus de pays où l'habitude de l'effort est vraiment une seconde nature, les Européens, non sans peine, au reste, ni sans défaites, peuvent songer à se rebeller contre cette autorité, et il est possible qu'à la longue leur exemple soit suivi par les indigènes; mais c'est là un fait tout nouveau : jusqu'à nos jours, l'habitant de l'Afrique est demeuré l'esclave du climat; il a été, suivant la région où il est né, l'homme de la forêt, de la savane ou du désert; il a mené bon gré mal gré la vie nomade ou la vie sédentaire; il n'a guère connu ces genres moyens d'existence, ces accommodements avec le sol et la température qui, en d'autres pays, sauvegardent en proportions variables la liberté et la dignité humaines.

Bien pis, ce règne indiscuté du climat tourne fréquemment à la tyrannie, au caprice de despote. L'homme d'Afrique ne peut nullement compter sur l'immutabilité du cadre, apparemment rigide, que la nature impose à son activité, et les efforts d'adaptation qu'il peut tenter risquent à tout instant d'être vains. Remarquons, en effet, que, de toutes les parties du monde, l'Afrique est celle dont la géographie est à la fois le plus en avance et le plus en retard : avant toutes les autres, elle a surgi des eaux, s'est soustraite aux sédimentations marines, a pris figure de terre; mais tandis que, pour les autres, l'ère des grandes modifications semble passée depuis longtemps, elle demeure la proie de remaniements parfaitement sensibles, comparables à ceux des époques antéhistoriques. Brousses marécageuses, si bien dénommées « éponges », où se confondent les sources, captures de fleuves, mêlées de réseaux en pleine action, rapides et cataractes, etc., ne constituent que les moindres manifestations de cette instabilité; ce qui domine, entraîne tout le reste et trouble profondément la vie des groupements humains, ce sont les désordres directement dus au climat : mers intérieures qui se vident ou changent de place, desséchement d'immenses régions et conquêtes brutales du désert sur les plaines habitées, migrations de dunes poussées par le vent, usure féroce du relief, invasions d'insectes trans-

metteurs de maladies, amenées par des vagues climatiques, etc. Sans doute le fait n'est-il pas spécial à l'Afrique; mais il n'apparaît ailleurs qu'à titre d'exception assez rare et sous des dimensions réduites; ici, il est fréquent et de large effet : l'histoire des événements purement humains se mêle étroitement à l'histoire d'événements physiques; les sociétés évoluent avec brusquerie sur une terre qui se transforme à grands coups, les « catastrophes » se compliquent de cataclysmes.

En somme, tout dans la vie de l'Afrique, — les écarts et les changements brusques, comme le rythme ordinaire et les rapports traditionnels — est fonction du climat. Les autres éléments n'ont qu'un rôle occasionnel et local, si rare et si distinct du rôle du climat que l'histoire générale de l'Afrique leur doit, en quelque sorte, des îlots d'histoire européenne.

Zones historiques. — Le cadre ordinaire de l'histoire d'Afrique, c'est donc le cadre climatique, et les grandes divisions de cette histoire, tant dans l'espace que dans le temps, sont marquées par les limites des zones climatiques et végétales.

En Afrique, ce que nous appelons région naturelle et qui, pour un esprit européen, répond à des réalités bien nettes, est généralement mal dessiné; la région, si l'on peut dire, est dominée par la zone naturelle, qui est essentiellement climatique, et souvent se confond avec elle. Si nous passons de la géographie à l'histoire, une constatation du même ordre s'impose : la région historique, telle que nous la concevons, — hétérogène, pétrie et ramenée à l'unité politique par l'action des hommes, — n'apparaît guère ou s'absorbe dans une unité plus large et plus franche, que nous pourrons dénommer zone historique et qui demeure en étroits rapports avec la zone climatique.

Selon leurs ressources et le genre de vie qu'elles imposent à l'homme, les bandes climatiques qui se succèdent de chaque côté de l'équateur servent de décor à des actions fort diverses. Il est aisé de remarquer, par exemple, qu'elles opposent, au nord et au sud, nomades à sédentaires : jusqu'à nos jours, cette lutte du vagabond contre le casanier a constitué, en quelque sorte, le principe même de l'histoire de l'Afrique, et elle tient ici la place qu'a prise, en d'autres parties du globe, l'expansion des peuples maritimes. A cet égard, et en dehors des rares points de la périphérie (isthme de Suez, côte orientale) par où ce continent fermé s'est montré relativement accessible aux influences extérieures, les lignes d'action dans l'histoire de l'Afrique se confondent, en général, avec les

lignes de contact des zones de cultures et des zones désertiques : tel est le cas des grands empires berbères, à la limite de la zone tempérée chaude et du Sahara, et des grands empires soudanais qui, à la limite du même Sahara et de la zone tropicale, ont aligné leurs capitales : Ghâna, Gao, Tombouctou, Ségou, etc.

Par contre, les points morts de cette histoire coïncident avec les points du sol où l'exaltation de la vie végétale réduit l'intensité et la mobilité de la vie humaine : les faibles, les vaincus, se réfugient dans la forêt; les actifs, les vainqueurs, s'arrêtent devant ce gouffre d'ombre et de chaleur humide, qui emprisonne l'esprit, noie les volontés, condamne le nouvel arrivant à un remaniement complet de ses habitudes [1].

Ainsi se dessine un classement très général des zones historiques de l'Afrique :

Les unes, au contact des déserts et des cultures, parfois aussi aux abords de la forêt, sont des zones de puissance, des zones proprement politiques, où naissent les empires;

D'autres, au cœur même des cultures méditerranéennes ou tropicales, sont simplement des zones d'installation, que recherchent des populations de sédentaires, plus soucieuses de labeur régulier et de sécurité que d'autorité;

D'autres encore, qui correspondent aux steppes désertiques ou semi-désertiques, représentent des zones de relations : c'est là que passent, de siècle en siècle, les routes d'invasion aussi bien que les grandes voies commerciales;

D'autres, enfin, couvertes d'une végétation trop riche ou trop pauvre, constituent des zones de refoulement.

Il suit de là qu'en Afrique la marche de l'histoire s'accomplit suivant des directions quasi-brutales et par étapes bien marquées. Les grands mouvements se produisent d'est en ouest ou d'ouest en est, selon le centre d'émission, mais toujours dans le sens de l'équateur et des zones climatiques qui le bordent : c'est le sens même de cette « poursuite » qu'on retrouve à toutes les époques de l'histoire d'Afrique et qui commande, dans les zones politiques, la succession des empires. D'autre part, la conséquence ordinaire de ces grands mouve-

1. Ce remaniement des habitudes atteint une importance que nous imaginons malaisément : pour ne citer que cet exemple, Ratzel a noté que la mouche tsé-tsé, en supprimant les quadrupèdes porteurs de viande, est un des facteurs de l'anthropophagie, et qu'inversement l'anthropophagie disparaît sans peine quand on peut mettre à la disposition des indigènes une alimentation carnée.

ments de poursuite, c'est le passage des refoulés d'une zone à l'autre pour se dérober à l'ennemi, le décalage des groupements humains par gradins climatiques, en somme, des mouvements du sud au nord ou du nord au sud, dans le sens du méridien.

Il est clair que, dans le détail des faits, les coordonnées de ce double mouvement n'apparaissent pas toujours avec une égale précision. Il arrive, par endroits, que les points de refoulement soient des régions de montagnes ou des plaines maritimes; il convient de noter aussi que cette règle perd quelque peu de sa force au sud de l'équateur, en raison du rétrécissement de la péninsule australe et de la place relativement réduite qui reste au désert. Mais on ne peut guère nier qu'il y ait là, pour l'ensemble de l'Afrique, une sorte de « loi approchée », qui communique à l'histoire de ce continent une forte originalité de rythme et d'allure.

Nœuds d'histoire et cadres d'empires. — A l'intérieur de ces vastes zones historiques, les événements essentiels se localisent autour de centres bien caractérisés, qui marquent une atténuation des rudesses climatiques et présentent des conditions plus favorables à la vie humaine : dans les zones sèches, ce sont les lieux où la présence de sources, de lacs, de fleuves, communique quelque vigueur à la végétation; dans les zones d'extrême humidité, ce sont les trous du manteau forestier, dus à quelque cause locale, différences d'altitude, particularités du relief, etc. Il y a là comme des retours de mesure dans ce déchaînement des forces naturelles, des îlots de vie tempérée, modérée, dans un océan furieux de création ou de dévastation, et l'on comprend que les hommes s'y soient accrochés, comme au fétu de paille les fourmis qui se noient. En ce sens, l'histoire de l'Afrique, en plus d'une histoire par zones, est une histoire d'oasis et de clairières.

Mais, sauf exceptions, l'oasis, comme la clairière, est d'étendue restreinte. Elle peut être le centre, non le champ d'une série d'événements; l'homme s'en sert pour rayonner, non pour y développer son action. Elle n'est, en somme, qu'un nœud d'histoire.

Or, les unités politiques qui se forment autour de ces régions centrales et qui ont tôt fait de sauter par-dessus les bords de l'oasis ou de la clairière, ne trouvent guère, en général, de ces frontières naturelles que nous avons accoutumé de considérer comme des conditions de force et de durée; elles ne rencontrent, pour s'y heurter ou s'en faire un rempart, ni chaînes de

montagnes comme les Pyrénées ou les Alpes, ni fleuves comme le Rhin, ni méditerranées; l'immensité de la zone climatique leur est ouverte et, pour peu qu'elles l'emportent en énergie sur leurs voisines, leur domination s'étend avec l'allure d'une trombe sur des espaces démesurés. Ce sont des empires-champignons.

La contre-partie de cette brusquerie d'extension, c'est la fragilité. Les domaines passent de mains en mains, la plaine est prise et reprise, pillée et saccagée périodiquement, comme ces arbres qui se dressent au bord des grandes routes et qui n'ont jamais le temps de mûrir leurs fruits. L'absence de frontières, favorable à l'expansion, interdit toute sécurité.

Pour comble, ces empires, qui se développent, presque indéfiniment, dans le sens des zones climatiques sont, en général, beaucoup plus homogènes qu'ailleurs; ils ne se composent pas de parties diverses, appelées à se compléter mutuellement; il leur manque cette résistance qui naît de la combinaison de forces multiples; ils marchent devant eux, sans retenue, sans réserves, comme des ouragans, et la moindre pluie les abat.

Il leur manque, en somme, un élément qui endigue et accumule leur énergie, qui les oblige à viser des buts définis, à se recueillir, à se replier sur eux-mêmes de temps en temps et qui, par ailleurs, leur serve de « réduit », d'asile suprême en cas de débâcle; autrement dit, il leur manque (sauf à quelques rares privilégiés) un cadre : ils ne disposent que d'un champ d'expansion ou, plutôt, à la façon des fleuves sahariens, d'une aire d'épandage.

Ainsi s'expliquent en partie l'étrange instabilité des dominations africaines, la confusion de cette histoire, la brutalité de cette poussée de dunes humaines qui s'est prolongée jusqu'à nos jours, et, du même coup, la rapidité avec laquelle s'est opérée l'occupation européenne, dès qu'une brèche a pu être pratiquée dans la muraille d'Afrique et que le charme de l'isolement s'est rompu.

Des races, non des peuples. — Dans ces conditions d'instabilité, dans cette poursuite incessante, les groupements humains ne trouvent ni le temps ni l'occasion de s'interpénétrer; ils gardent leurs caractères d'origine, c'est-à-dire leur individualité ethnique; campés plutôt qu'installés, vivant dans une atmosphère d'insécurité et de défiance, ils regardent comme un ennemi tout ce qui n'est pas de leur sang; ils s'attachent farouchement à tout ce qui les distingue des autres.

Par ailleurs, cette existence inquiète et sauvage ne se prête guère au perfectionnement de l'individu; chacun s'absorbe dans la collectivité, ne lutte que pour la défendre, atteint à peine à la notion de personnalité et demeure incapable de contribuer à une évolution intime du groupement. La race prime tout et demeure intacte à travers les siècles et les déplacements.

Aux lendemains de conquête, l'union des vainqueurs avec les femmes des vaincus a pu produire passagèrement des mélanges de sang; mais il n'est sorti de ces brusques métissages, purement physiques, que des changements insensibles. En tout cas, nous ne trouvons là rien de comparable à la lente formation des peuples européens.

Des ensembles politiques comme la France, l'Espagne, l'Angleterre, ne représentent nullement le développement d'une race homogène, ni même le mélange de deux ou trois races déterminées, et il est bien malaisé de distinguer avec précision les éléments ethniques qui les composent; aussi la notion de race est-elle devenue insupportable pour beaucoup d'excellents esprits. Mais si ces ensembles politiques sont ce qu'ils sont, c'est qu'un creuset naturel s'est trouvé pour attirer des éléments divers, pour les retenir et les fondre. En Afrique, nous l'avons vu, cette sorte de creuset fait défaut; les races glissent sur le sol comme les gouttes de pluie sur un toit, se pourchassent, se remplacent, sans se mêler. Les dominations les plus fortes se succèdent sans parvenir à fusionner les tribus qu'elles ont momentanément groupées, et, si l'on veut trouver la véritable histoire, ce n'est pas dans la suite des dynasties, c'est dans la survivance et l'action propre des races qu'il faut la chercher.

Il n'est donc guère apparu jusqu'ici de peuples africains. On a vu se dresser, sur la scène de l'Afrique, bien peu de ces acteurs, dont le rôle, ébauché dès l'aube de l'histoire, s'étend et se précise d'âge en âge et qui, à travers les variations de leur importance, demeurent solidement fixés au lieu de leur naissance. L'être historique, ici, est essentiellement mobile : entraîné dans le tourbillon des rivalités ethniques, incapable de localisation prolongée, ce n'est pas une plante qui s'adapte au sol, c'est un animal coureur qui compte sur sa rapidité pour gagner sa pâture ou fuir le danger.

Cet être historique est en même temps immuable, ou à peu près, tant que les circonstances ne l'obligent pas à l'immobilité. Il vit, jusqu'à l'épuisement, de sa propre substance; il ne renouvelle pas son être en puisant à des sources voisines; il est bien rare qu'il soit pris dans un de ces grands courants d'in-

fluences qui, en d'autres contrées, unifient si fréquemment l'histoire des peuples. Simple dans ses origines, il échappe à cette « panmixie », à cette interférence des aptitudes et des cultures intellectuelles et morales, qui favorise sans conteste le développement des facultés inventives et produit des ensembles sociaux de plus en plus affinés et complexes.

C'est ainsi que la civilisation, au sens où nous l'entendons d'ordinaire, lui est à peu près interdite. Le progrès des mœurs, des institutions, des manifestations de science et d'art n'est le propre ni des races homogènes ni des coureurs de grands chemins : il exige la cohésion de forces diverses; il est le fruit des peuples, non des races. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si l'Afrique nous apparaît comme le continent barbare par excellence, le monde de la crédulité enfantine et des brutalités, l'*Africa portentosa* : son histoire est en grande partie une histoire sans inventions, sans renouvellement des formes politiques et sociales, sans évolution religieuse, presque sans littérature et sans art.

Il est vrai que ce jugement d'ensemble comporte quelques restrictions : l'Égypte, certaines régions de l'Afrique du Nord et même de l'Afrique intérieure ont été des centres de civilisation; mais elles présentaient ce cadre d'empire, ce creuset, qui manque aux autres parties du continent et, du mélange des races qui s'y sont croisées, elles ont formé des ensembles sociaux et politiques qui se rapprochent de notre type de peuples. Ce ne sont là, au total, que des exceptions, qui confirment parfaitement la règle.

Retards d'influences et transformations brusques. — Ces différents caractères, nés du milieu physique, ont renforcé l'isolement originel de l'Afrique. Difficilement accessible aux étrangers et, par ailleurs, entêtée dans sa solitude, elle semble être devenue, de siècle en siècle, plus réfractaire aux influences extérieures; le peu qui lui soit venu du dehors n'a fait, en fin de compte, qu'exalter ses instincts primitifs et la replonger plus profondément dans la xénophobie.

Les peuples voisins, en Asie ou en Europe, intimidés par cette hostilité de la nature et des hommes, ont porté sur d'autres points du globe leurs meilleurs efforts d'expansion. Si bien que l'histoire d'Afrique a pu conserver jusqu'à nos jours ses tendances propres : elle a échappé aux fortes poussées qui en d'autres points du globe élevaient le niveau de l'humanité, elle est restée en retard sur le reste du monde.

Pourtant, la tentation était bien forte pour les peuples,

avides de prendre ou de se donner, qui, par l'Atlantique, la Méditerranée, l'isthme de Suez, l'Océan Indien, pouvaient aborder l'Afrique. En dépit d'insuccès répétés, tous ceux qui, à de certains moments, connurent quelque hégémonie s'efforcèrent de percer le mystère de l'Afrique et de se tailler des empires dans ce continent vierge. Ils ne parvinrent, dans l'ensemble, qu'à de maigres résultats : ils ouvrirent, à de longs intervalles, quelques fissures fort inégales et, par là, provoquèrent parfois de brusques transformations; mais, à peine ouverte, l'Afrique se refermait sur la nouveauté, l'absorbait comme la mer engloutit l'épave.

Il semblait donc que, pour forcer l'Afrique à entrer dans le courant de la vie universelle, la civilisation n'eût pas trop de toutes ses forces et qu'elle dût réserver cette conquête pour le couronnement de son œuvre. Au XIXe siècle, en effet, au moment où semble s'ouvrir pour le monde une ère de stabilité relative, l'Europe s'abat sur l'Afrique.

Elle jette, à peu près en même temps, dans la mêlée, toutes les puissances, les jeunes et les vieilles, les maritimes et les autres, celles du Nord et celles du Sud. Elle dispose de grands moyens, de moyens tout modernes, qui mettent les hommes et même la nature d'Afrique en état manifeste d'infériorité. Elle sort d'une longue et laborieuse histoire, qui l'a pourvue d'une solide expérience; par ailleurs, il est clair que l'Afrique s'est anémiée dans l'isolement et n'est plus capable que d'une résistance amoindrie. Surtout, l'écart entre conquérants et vaincus, entre tuteurs et pupilles, était beaucoup plus grand qu'en aucun autre cas, et l'influence des uns sur les autres allait prendre une allure plus rapide et des formes inaccoutumées.

En quelques années, la terre d'Afrique est explorée, inventoriée; les habitants sont réduits à l'obéissance, répartis entre les peuples conquérants, groupés selon des règles qui n'ont que de lointains rapports avec leur passé ethnique. Organisation politique et sociale, habitudes économiques, institutions religieuses, coutumes et préférences morales, tout est touché, parfois bouleversé par ce puissant mouvement.

Bien mieux, le démon de l'Europe s'attaque au cadre même de la vie africaine : par de grands travaux (ports, voies de communications, aménagement des fleuves, assainissement, etc.), il recrée le milieu physique; par ses inclinations maritimes, il provoque un véritable renversement des valeurs géographiques; il transplante dans le désert, la savane et la

forêt ses conceptions politiques, y acclimate la notion de frontières, y prépare la transmutation des races en peuples.

Nous nous trouvons donc en présence d'une histoire où les transformations brusques l'emportent manifestement et de beaucoup sur les lentes évolutions, et ce n'est pas là le trait le moins intéressant de l'histoire d'Afrique. A cet égard, l'Afrique peut apparaître à nos esprits d'Europe comme un très curieux laboratoire d'expériences humaines, en pleine activité, en pleine fièvre de découverte, et placé dans des conditions si spéciales, appliqué à des questions si nouvelles que la pire faute serait d'y conserver cette misérable tendance de nos vieilles philosophies politiques : le raisonnement par analogie.

VUE GÉNÉRALE
DE
L'HISTOIRE D'AFRIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'AFRIQUE AVANT L'ISLAM

1° *LES ORIGINES AFRICAINES*

Les premiers occupants. — Peut-être n'est-il pas nécessaire de recourir à l'Asie, mère traditionnelle des peuples et des civilisations, pour expliquer le premier peuplement de l'Afrique.

L'Afrique, jusqu'à preuve formelle du contraire, peut être considérée, elle aussi, comme un berceau d'humanité. Sans aller jusqu'à prétendre que toutes les races humaines de l'ancien monde soient descendues d'une souche commune abyssine, on garde le droit de penser que les premiers occupants de l'Afrique étaient autochtones.

Il semble bien que, dès les origines, l'Afrique ait été partagée entre deux grandes races profondément différentes et qu'il y ait eu déjà, à l'aube du monde, une Afrique blanche et une Afrique noire.

L'Afrique blanche, c'était, comme aujourd'hui,

l'Afrique septentrionale. On peut admettre qu'une race blanche, au crâne allongé, à la face ovale, soit partie des plateaux abyssins pour se répandre sur tout le pourtour de la Méditerranée. Il y aurait donc là une race méditerranéenne, qui, progressivement, aurait peuplé le nord de l'Afrique et le sud de l'Europe.

Quant à l'Afrique noire, elle devait être peuplée non pas de nègres proprement dits, mais d'une race de couleur foncée et de taille relativement petite, les Négrilles, dont on retrouve des groupes-témoins dans l'Afrique équatoriale et méridionale. C'étaient surtout des chasseurs et des pêcheurs, généralement arboricoles.

Entre les domaines respectifs de ces deux races, les limites n'étaient pas les mêmes que les limites actuelles.

Il semble acquis que la part des déserts était moins grande et que le Sahara, notamment, était habitable. Aussi n'y avait-il pas, entre l'Afrique blanche et l'autre, l'épaisse barrière d'aujourd'hui; en particulier, les Négrilles occupaient au moins le Sahara méridional.

D'autre part, certaines régions, notamment la vallée du Nil, n'avaient pas encore atteint leur forme actuelle et ne jouaient pas le rôle, qu'elles joueront plus tard, de centres d'attraction et de zones de peuplement. Il y a eu, par exemple, comme un renversement des valeurs historiques entre la vallée du Nil et les deux déserts qui l'enserrent.

Les grandes invasions préhistoriques. — Il est peu probable qu'avant l'époque historique, la moindre invasion se soit produite par le nord; en tout cas, on n'en a jusqu'ici retrouvé nulle trace.

En revanche, de puissants courants d'immigration se sont assez tôt établis d'ouest en est, venus des régions voisines et du fond même de l'océan Indien.

On a parfois tenté d'en expliquer l'activité par la

présence d'un continent aujourd'hui disparu, la Lémurie. Une telle hypothèse est, pour une bonne part des faits qui nous occupent, superflue; car nous savons certainement qu'une grande partie du peuplement de Madagascar est directement originaire de l'Insulinde, partant, que les grands exodes par mer, à l'époque préhistorique, étaient possibles.

Ces courants d'immigration n'ont ni le même point de départ, ni le même caractère; ils se groupent sous deux grandes directions et intéressent l'un l'Afrique blanche, l'autre l'Afrique noire.

Il semble bien que les principales vagues d'invasion blanche, jusqu'à l'époque historique, soient venues d'Asie en passant la mer Rouge, se soient massées en Abyssinie, aient redescendu le Nil en comprimant plus ou moins brutalement les populations autochtones.

La première de ces invasions dont il reste quelque trace historique est l'invasion dite Horienne, vers cinq mille ans avant l'ère chrétienne. Par ailleurs, une imprégnation asiatique, plutôt qu'une invasion, se produisait par l'isthme de Suez et les côtes de la mer Rouge; c'est seulement par à-coups, et sans doute assez tard, que de véritables invasions prirent cette même voie : le première connue est celle des Hyksos ou Rois pasteurs, bédouins de Syrie, vers 1680 avant l'ère chrétienne.

D'une façon générale, il semble que le courant blanc n'ait pas eu la même force que le courant noir qui devait intéresser le reste de l'Afrique : ses vagues n'ont guère dépassé la vallée du Nil, ou, du moins, ne se sont fait sentir au delà qu'avec une force très atténuée; même dans la vallée du Nil, ces invasions n'ont rien modifié d'essentiel, d'abord parce qu'elles amenaient des races parentes de la race autochtone, propres à se fondre rapidement en elle, ensuite, parce que la vallée

du Nil, même avant l'invasion horienne, jouissait d'une civilisation relativement avancée (maisons de claies et de boue avec ouvertures, poteries décorées, métallurgie et culture).

Dans l'Afrique noire, au contraire, ce sont de véritables invasions qui refoulent les premiers occupants et apportent des habitudes de vie toutes nouvelles.

Une première vague, sans se mélanger avec les Négrilles ni avec les blancs du Nord, s'étale au sud de l'équateur, formant ce que nous appelons aujourd'hui le groupe Bantou, occupant la forêt dense et, de préférence, les plateaux du sud et rejetant les Négrilles dans les régions marécageuses (Tchad) ou désertiques (Kalahari).

Une seconde vague s'épand au nord de l'équateur, dans les régions méridionales du Soudan et les régions côtières du golfe de Guinée; elle se mélange plus ou moins avec les Négrilles et les Bantous et forme le groupe des Nègres de Guinée.

Enfin, une branche détachée de ce courant peuple le Soudan proprement dit, se mêle avec les Négrilles et les Blancs du nord et forme le groupe des Nègres Soudanais [1].

Dès le cinquième siècle avant l'ère chrétienne, cette révolution était accomplie.

2° *L'AFRIQUE A L'AVANT-GARDE DE L'HISTOIRE : L'ÉGYPTE*

C'est l'Afrique qui, dans l'histoire du monde, produit la première civilisation digne de ce nom, et c'est une civilisation proprement africaine.

1. Cette répartition, que nous empruntons à M. Maurice Delafosse, comporte, bien entendu, maintes séries intermédiaires.

Elle est le fruit d'un milieu naturel très africain. mieux encore, caractéristique de l'Afrique : l'oasis. Elle a peut-être été stimulée par un apport d'humanité venu d'Asie; mais la population primitive, bien avant cette influence problématique, avait fourni la preuve de ses dons.

Au moins cinq mille ans avant l'ère chrétienne, c'est-à-dire en un temps où le reste du monde, et l'Europe en particulier, est encore informe, l'Égypte commence de montrer ce que pourra devenir l'humanité et crée des œuvres puissantes, dont certaines n'ont pas été surpassées, ni même égalées.

Une civilisation de laboureurs. — Parmi les multiples oasis de l'Afrique, l'Égypte constitue une exception; ses dimensions font d'elle mieux qu'un nœud d'histoire : une véritable région. A la fois vaste et fortement concentrée, nettement délimitée, mais voisine de deux mers et soudée au continent asiatique, riche de ressources variées, abondamment peuplée, elle est de taille à résister aux attaques des nomades et même à la poussée des invasions; elle se prête à la formation d'un peuple; elle apparaît dès ses débuts comme un être historique, proche parent de ceux qui nous sont familiers. Mais, cette réserve faite, il ne faut pas oublier qu'elle est essentiellement une oasis et qu'elle doit à cette condition les caractères principaux de son histoire et de sa civilisation.

Ses habitants sont, avant tout, agriculteurs. Sans doute le jeu de certaines causes, notamment la prospérité générale du pays, la limitation des terres cultivables par les sables des déserts et l'abondance des bras disponibles qui en résulte, les relations avec les peuplades voisines, — provoquera-t-il de nouveaux modes de travail : l'industrie, qui fut en effet très

florissante en Égypte, et même le commerce. Mais tout cela reste terrien; le fleuve et les caravanes suffisent aux transports commerciaux; la navigation maritime n'occupe qu'une place insignifiante dans la vie du pays et si le delta, à de certains moments, prend une importance politique, c'est simplement parce qu'il est plus fertile que le reste de la vallée. Le peuple égyptien est foncièrement sédentaire.

Tout en lui reflète cet attachement au sol. Son organisation sociale ne rappelle en rien celle des hordes asiatiques, par exemple : elle n'est pas fondée sur le régime patriarcal, elle donne à la femme un rôle fort étendu, elle n'admet pas la polygamie. Ses institutions politiques, même au temps où la royauté est le mieux établie, offrent un mélange très curieux de monarchie théocratique et de féodalité, fort éloigné des tendances propres aux groupements maritimes ou nomades, et ses rois, comme ses barons ou nomarques, sont généralement tout autre chose que des despotes paresseux et cruels ou de féroces chefs de bandes : ils prennent au sérieux leurs fonctions de tutelle, paient de leur personne, s'efforcent d'être les « dieux bons » que célèbrent les inscriptions.

De même, la religion, tout en tendant au monothéisme, conserve les vieux cultes locaux et juxtapose, sans les fondre, des conceptions contradictoires; elle reste profondément animiste; elle laisse le pas aux phénomènes naturels sur les phénomènes proprement humains; elle est, en somme, une religion d'agriculteurs et de sédentaires, adaptée aux localités, plus exacte que vraiment élevée, solide parce qu'elle intéresse des soucis immédiats et de vie pratique, inaccessible au scepticisme.

Nulle histoire n'est moins révolutionnaire que cette histoire de paysans. Pour une quarantaine de siècles

c'est tout juste si quelques déplacements des centres politiques nous permettent de distinguer des périodes : époque thinite, ancien, moyen et nouvel empires; encore ces changements sont-ils dus surtout à des événements extérieurs. Homme de la terre, l'Égyptien ne prête guère attention qu'à la régularité de ses récoltes, et son horizon ne dépasse pas les limites de son champ : toute nouveauté l'inquiète, et son traditionalisme est légendaire; la liberté pour elle-même ne l'attire pas, et la discipline lui paraît une condition nécessaire de sécurité et de richesse : aussi voit-il surtout dans l'autorité qu'il délègue à ses princes le moyen de se fortifier contre cet adversaire constant, le climat; l'aménagement des eaux, la construction de digues et de canaux le poussent tout naturellement à conjuguer les efforts, à concevoir cet ensemble de concessions et d'obligations mutuelles qui fondent les grands organismes politiques : de là sa marche continue vers l'unité et le passage progressif des nomes primitifs à l'autocratie des Pharaons.

De là d'autres conséquences encore, non moins intéressantes pour l'ensemble de l'histoire d'Égypte : le développement exceptionnel des grands travaux d'utilité publique; la possibilité de dépenses somptuaires, due à la richesse générale et au prestige de l'autorité, le progrès des arts et le caractère même de ces arts, l'importance et la précision des rouages administratifs, la puissance du fonctionnaire; le respect de la science, lié au double respect de l'administration et de la religion et, d'ailleurs, beaucoup plus facile aux peuples agriculteurs qu'aux peuples commerçants ou guerriers.

La rupture de l'isolement, — Nulle histoire non plus ne fut moins belliqueuse que celle de ce peuple sédentaire. Pendant plus de dix siècles, les princes

égyptiens se passèrent d'armée : quelques troupes d'auxiliaires ou de serviteurs leur suffisaient pour maintenir l'ordre à l'intérieur et sur les frontières. La nécessité de protéger contre les Éthiopiens les régions du haut Nil, château d'eau de l'Égypte, les entraîna à considérer le Soudan comme une marche de leur domaine et à engager une action continue dans ces pays lointains et difficiles; d'autre part, l'audace croissante des peuplades libyennes et des nomades asiatiques les contraignit par la suite à de plus sérieux efforts militaires, et quelque appétit de gloire parut même s'emparer d'eux : « J'ai renversé le lion et pris le crocodile, chantent des inscriptions de la période thébaine; j'ai réduit les Ouaouaitou; j'ai emmené les Mazaiou en esclavage; j'ai forcé les Asiatiques à marcher près de moi comme des lévriers »; en réalité, ces guerres demeurèrent longtemps de simples opérations de police, des colonnes lancées à la poursuite des pillards.

Pourtant, des dangers plus graves devaient amener l'Égypte à sortir de sa réserve : vers l'an 1680 avant l'ère chrétienne, des tribus de pasteurs sémites, les Shous ou Hyksos, rejetés d'Asie, s'abattirent sur le delta et, pendant plus de six siècles, furent les maîtres du pays; après une rude guerre d'indépendance qui dura près d'un siècle, ils durent céder la place; mais cette crise avait éveillé dans le peuple égyptien l'esprit militaire et, non contents de lutter avec plus d'ardeur contre les ennemis héréditaires, nomades de Libye ou tribus éthiopiennes du sud, les rois se prirent à rêver de conquêtes asiatiques : on les vit lancer des troupes considérables en Syrie, en Phénicie, en Arabie, rechercher avidement le butin et les captifs, renoncer résolument à l'isolement traditionnel. Les institutions et les mœurs s'en trouvèrent profondément modifiées, l'empire commença de perdre sa stabilité, les révoltes

devinrent fréquentes et terribles, des princes éthiopiens parvinrent un moment à subjuguer l'Égypte tout entière : l'oasis sortait de son rôle et risquait sa fortune en des aventures.

Du moins cette conversion militaire n'est-elle que l'ultime manifestation de la force égyptienne. Par ailleurs, ces expéditions n'aboutirent jamais à la constitution d'un vaste empire; ce furent des razzias plutôt que des conquêtes; les pays vaincus gardèrent leurs coutumes, leur religion, leurs dynasties, et furent simplement placés sous la suzeraineté des Pharaons. Ici apparaît au plein jour un autre trait de l'histoire d'Égypte : l'incapacité de domination et d'expansion. En dépit des événements, l'Égypte ne peut concevoir d'autre ambition que l'amélioration de son trésor héréditaire, de son sol, de son fleuve, de ses monuments; la terre des autres ne l'intéresse pas; elle ne désire que leur or et leurs esclaves, pour en faire profiter son patrimoine.

Pour la même raison elle ne se soucie nullement de rayonner; au contraire de tant d'autres civilisations, même moins brillantes, elle n'est animée d'aucun esprit de prosélytisme; elle garde pour elle sa littérature, son art, ses conceptions politiques; elle s'est trouvée en relations occasionnelles avec les civilisations minoenne, mycénienne, chaldéenne, mais semble bien ne leur avoir rien emprunté ni prêté; sa religion ne fera d'adeptes dans le reste du monde que le jour où les Grecs s'en mêleront; les influences qu'elle exercera seront toujours involontaires. Loin de rechercher l'apostolat ou la domination, elle se fermera jalousement, tant que ce lui sera possible, à ceux qui veulent la connaître, s'inspirer d'elle, se soumettre à ses lois. Elle n'est et ne veut être qu'un temple de la famille, au milieu du champ des ancêtres.

L'infiltration grecque. — Même au temps de sa plus grande activité guerrière, l'Égypte ne songea nullement à la conquête du bassin méditerranéen.

Après des siècles et des siècles de vie secrète, elle s'ouvrait aux peuples asiatiques qu'elle connaissait depuis longtemps, Phéniciens, Juifs, Assyriens; elle entretenait avec l'Inde des rapports commerciaux, jalonnait de points d'eau la route de caravanes qui conduisait à la mer Rouge, et l'un de ses rois les plus audacieux, Séti, dont le projet sera repris par un des derniers Pharaons, Néchao, s'était même efforcé de résoudre le problème des communications maritimes entre l'Afrique du Nord et l'Asie par la construction d'un canal du Nil à la mer Rouge; mais elle demeurait fermée aux Grecs et continuait à les mépriser comme des démons impurs.

Les Grecs, par contre, désiraient passionnément aborder cette terre mystérieuse, riche et belle, et répondaient à sa méfiance par une tendre curiosité. Au VIIe siècle, les Milésiens parviennent, on ne sait trop comment, à fonder sur le bras du Canope un comptoir, si étroitement endigué et surveillé qu'on a pu l'appeler une sorte de lazaret commercial; mais c'est là une exception, et il faut atteindre la fin du VIe siècle pour trouver dans le delta de véritables colonies grecques.

A ce moment-là, les Grecs sont devenus les maîtres incontestés du commerce dans le bassin oriental de la Méditerranée, tandis que l'Égypte, en proie aux troubles intérieurs, menacée d'invasions asiatiques, perd peu à peu sa force de résistance.

Sous le règne de Psammétik Ier, qui cherche à consolider son autorité par des moyens nouveaux, des colonies grecques s'installent et prospèrent sur la bouche Bolbitine du Nil et sur la bouche Pélusiaque, avec des privilèges fonciers exceptionnels. Psammétik Ier confie même à ces nouveaux venus de jeunes Égyptiens pour

qu'ils leur apprennent leur langue et que les relations avec la Grèce puissent s'étendre.

La porte de l'Égypte était donc ouverte aux Grecs, et bien fort eût été celui qui l'eût refermée sur ce peuple insinuant. Sous Psammétik Ier, les Éléens envoient en Égypte des députés chargés d'étudier les institutions. Sous Amasis, les vieilles défiances se réveillent, mais elles ne tiennent pas et la colonie grecque continue de s'agrandir; Amasis lui-même contribue pour mille talents à l'édification du temple de Delphes, donne des statues d'un grand prix à divers temples de la Grèce, entretient des relations amicales avec Polycrate, tyran de Samos, et Solon.

Vers le même temps, des vaisseaux grecs exploraient la côte africaine à l'ouest de l'Égypte, et une colonie se fondait à Cyrène.

Ainsi, les Grecs avaient pris pied sur deux points importants de la côte d'Afrique et de là se préparaient à tendre les rêts de leurs intrigues et de leurs marchandages sur toute la vie économique et politique de l'antique Égypte.

La ruée assyrienne. — Il est vrai que des dangers, en apparence plus graves, se levaient du côté de l'est et menaçaient de ruiner à la fois la puissance égyptienne et l'influence grecque : de grands empires, avides de conquêtes, naissaient en Asie et bientôt se jetaient sur l'Afrique.

Mais l'Égypte, même du côté de l'est, n'est pas aussi vulnérable qu'on serait tenté de le croire : la péninsule qui relie l'Asie à l'Afrique est en grande partie occupée par des déserts et des marais et ne permet guère le passage d'une armée nombreuse; il devait être assez difficile à des Asiatiques, même puissants et bien organisés, de conquérir l'Égypte; il leur était plus difficile

encore d'assurer leur conquête et d'en tirer tout le profit attendu.

De plus, les empires asiatiques, une fois sortis de leur cadre originel et maîtres des petits groupements locaux, ne se heurtaient pas seulement à l'Égypte : des États vigoureux, comme l'Ourartou et le vieil empire d'Elam, se dressaient devant eux et se protégeaient mutuellement en divisant l'attention et les forces de l'adversaire commun.

Ainsi s'explique que la puissance assyrienne ait longuement hésité avant de s'attaquer à l'Égypte et qu'elle ne soit nullement parvenue à l'absorber : c'est seulement vers 670 que le roi d'Assyrie Asarhaddon commence à occuper la vallée du Nil, et c'est moins de trente ans après que le pays est délivré de la tutelle étrangère.

Les Assyriens ne laissent guère en Égypte d'autres traces de leur passage que des ruines; leur œuvre de destruction et d'épuisement, en même temps qu'elle les usait sans profit et précipitait leur chute, fraya simplement la voie à d'autres envahisseurs : les Perses.

La conquête perse. — Comme les Assyriens, les Perses hésitent sur le seuil de l'Égypte.

L'obstacle des déserts et des marais subsistait, et le pays, avec Psammétik Ier et ses successeurs, avait retrouvé une sorte de jeunesse; une renaissance, économique et politique autant qu'artistique, favorisée par la fréquentation des Grecs, s'annonçait : elle intimida Cyrus.

Cambyse s'empare de l'Égypte en 525 et règne sur elle en furieux; ses successeurs, plus prudents, laissent aux vaincus leurs institutions, respectent leurs coutumes et leur religion, se présentent comme les remplaçants légitimes des Pharaons.

Mais ces concessions sont impuissantes à calmer la rancune des Égyptiens ; les Perses ont à réprimer révoltes sur révoltes et quittent la vallée du Nil en 405; ils n'y rentrent qu'en 342, après des luttes acharnées et sous un tel poids de haine que le moindre appoint venu du dehors devait les écraser brusquement.

Or, au cours de ces événements, les relations de l'Égypte et de la Grèce s'étaient renforcées et régularisées. Contre l'ennemi commun, les deux peuples avaient à plusieurs reprises noué des alliances, combiné des opérations militaires; ce sont les Guerres Médiques qui portent le premier coup à la puissance perse, et c'est Alexandre qui met décidément fin à ses retours offensifs.

L'hellénisation de l'Égypte. — Alexandre avait déjà conquis l'Asie Mineure, la Syrie, la Cilicie et la Phénicie quand il pénètre en Égypte. Il y est reçu comme un libérateur.

Cyrène, de son côté, se soumet avec la même facilité.

Au contraire du brutal Cambyse, le héros grec s'efforce de légitimer sa conquête et fonde sa domination sur la confiance et la reconnaissance des peuples vaincus. Ce n'est pas lui qui, à l'exemple de Cambyse, songerait à tuer les animaux sacrés : il sacrifie aux dieux locaux, se garde de toucher aux moindres institutions. En même temps, il apporte la paix, l'ordre et la richesse. Il se révèle comme un bienfaiteur, et sa force souriante complète l'œuvre d'hellénisation commencée par les colonies et les alliances grecques.

Les trois Ptolémées qui lui succèdent sur le trône de l'Égypte conservent pieusement cette tradition. Ils restent foncièrement Grecs et choisissent par exemple, pour capitale, une ville qui, par ses origines, son commerce et sa culture, est une ville grecque : Alexandrie.

Mais ils prennent, pour rassurer leurs sujets, tous les dehors de l'Égyptien : ils adoptent les attributs et les titres des Pharaons, restaurent les temples, comblent d'honneurs la caste des prêtres, cherchent en toute occasion à s'attacher ce peuple profondément traditionaliste et religieux.

Comme Alexandre, ils doublent cette diplomatie d'une vive activité économique : grâce à leurs travaux Alexandrie devient le grand port de la Méditerranée, le trait d'union entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe, et toute la vallée du Nil profite de sa prospérité.

En vrais Grecs, ils ne séparent pas de ces œuvres pratiques le développement des ressources intellectuelles. Ils fondent le Musée, la Bibliothèque, attirent les savants, les philosophes, les voyageurs, les poètes et donnent un lustre nouveau au peuple le plus anciennement cultivé du monde méditerranéen.

Comme leur administration, par surcroît, fut sage, sans tyrannie ni prodigalités inutiles, on comprend que leur pouvoir se soit solidement assis et qu'en dépit des faiblesses de leurs descendants et des attaques de leurs voisins, ils aient assuré à leur dynastie, les Lagides, trois siècles de durée.

La civilisation gréco-égyptienne. — Les révolutions de palais, les guerres civiles, les malheurs et les folies de toutes sortes qui donnent à la cour d'Alexandrie une allure tout orientale, n'empêchent pas, en effet, les successeurs des Ptolémées de suivre à l'égard de leurs sujets la politique inaugurée par Alexandre : les pires tyrans continuent d'honorer la religion locale, se montrent soucieux de gloire intellectuelle et artistique, embellissent et enrichissent les villes. En comparant l'occupation grecque aux invasions asiatiques, l'Égypte, pour qui les dieux étaient toute la patrie et que l'obéis-

sance n'effrayait pas, devait penser que sa piété lui valait des maîtres choisis.

Ainsi naquit, de cette longue et intime collaboration de deux civilisations supérieures, un puissant mouvement d'idées et d'affaires, qui porte surtout la marque de la plus jeune des forces combinées, l'hellénisme, mais qui profita presque également aux deux civilisations associées :

L'Égypte, que sa volonté d'isolement risquait d'épuiser et de figer en des formules rituelles, se redresse, prête à des efforts nouveaux;

La pensée grecque entre en contact avec un esprit très différent d'elle, formé à l'écart des influences méditerranéennes, énigmatique et raffiné, observateur et critique plutôt que créateur, plus porté au mysticisme qu'aux constructions logiques; et l'École d'Alexandrie prend une place à part dans l'histoire des idées;

L'Afrique grecque, par ses relations avec l'arrière-pays, révèle à l'Europe une source abondante de produits exotiques et surtout éveille sa curiosité sur l'Afrique tout entière, lance des voyageurs dans l'intérieur et sur les côtes, élargit l'horizon de la géographie.

3° *CARTHAGE*

Berbères et Phéniciens. — Vers le temps où l'Égypte perdait ses traditions pacifiques, l'Afrique du Nord proprement dite, la Libye, ou mieux la Berbérie, naissait à la vie historique.

Il y avait là des populations de races assez mêlées, mais de langue à peu près commune, qui se distinguaient surtout entre elles par leur genre de vie : nomades pasteurs et pillards dans les steppes semi-désertiques, cultivateurs dans les plaines arrosées, montagnards séden-

taires ou tout au plus transhumants. Il n'est pas impossible que certaines acquisitions de la civilisation égyptienne soient parvenues jusqu'à elles; en tout cas, et malgré leur réputation de sauvagerie, elles n'étaient plus toutes primitives; elles connaissaient l'usage de la charrue, la culture de l'orge et du blé, l'élevage du bœuf, du mouton et du cheval; elles pratiquaient, avec une certaine adresse et quelque souci d'art, des industries comme la céramique, le tissage et la teinture des étoffes, le travail des métaux; elles suivaient une religion assez nettement dessinée et dont les principales manifestations étaient des rites agraires et le culte des génies. Ce qui les arrêtait dans leur développement, c'était leur morcellement en tribus et leurs luttes incessantes.

Une douzaine de siècles avant l'ère chrétienne, les Phéniciens, en venant s'installer sur les rivages de l'Afrique du Nord, font entrer les Berbères dans l'histoire. Ils fondent, depuis les Syrtes jusqu'au delà des Colonnes d'Hercule, de nombreux comptoirs dont quelques-uns deviennent de grandes villes; mais les bénéfices commerciaux les intéressent exclusivement : ils évitent avec soin la guerre, traitent avec les indigènes sans les heurter ni songer à les subjuguer, en marchands prudents, et même semblent surtout chercher, dans leurs comptoirs de Berbérie, des escales sur la route de l'Espagne.

De ces comptoirs, l'un des plus jeunes, fondé vers le milieu du IXe siècle, acquiert une importance exceptionnelle et ne tarde guère à exercer sur tous les autres une véritable hégémonie : c'est Carthage, pourvue d'un bon port, au débouché d'une contrée fertile, au croisement de grandes routes commerciales. Longtemps elle s'impose, comme ses semblables, un devoir de passivité politique; elle paie tribut pour le territoire qu'elle occupe, elle s'interdit toute entreprise qui ne serve pas

directement ses intérêts mercantiles. Mais sa prospérité même l'oblige à concevoir un rôle plus étendu.

Le commerce des Phéniciens était menacé, dans le bassin occidental de la Méditerranée, par la concurrence grecque. Il fallait barrer la route à ces redoutables adversaires. La riche Carthage, gardienne toute désignée des routes méditerranéennes, prend la tête du mouvement.

Et la voilà, bon gré mal gré, engagée dans des guerres, tenue de se créer une puissante armée; elle recrute des mercenaires parmi les populations indigènes qui l'entourent, elle engage avec les chefs de tribus une politique d'alliances, elle s'accoutume à commander et s'affranchit des redevances qu'elle avait payées jusque-là. En même temps, pour répondre aux besoins de plus en plus grands de son ravitaillement, elle associe à son économie purement financière et commerciale une économie agricole : elle acquiert de grands domaines, que ses citoyens font exploiter par les indigènes, en vertu d'une sorte de servage, et, pour protéger ces domaines contre les nomades, elle établit des lignes de postes fortifiés, qui bientôt entourent une véritable colonie. Enfin, elle ne se contente pas de resserrer les liens de famille qui l'unissent aux autres villes phéniciennes de la côte d'Afrique : à ces villes, dont le nombre dépasse 300, elle impose ou fait accepter sa domination; elle les oblige à démolir leurs murailles, exige d'elles des contributions régulières en hommes et en argent, et peu à peu son autorité s'étend aux côtes méridionales de l'Espagne, aux Baléares, à la Sardaigne, à la Sicile; elle dispose de toute la Méditerranée occidentale comme d'une chasse gardée; elle essaime sur la côte atlantique, et l'une de ses flottes, commandée par Hannon, parvint peut-être jusqu'aux régions équatoriales. Elle constitue un des plus puissants empires maritimes que l'histoire ait vus naître.

Une civilisation de marchands. — Les institutions et les mœurs de ce peuple de marchands sont, bien entendu, fort différentes de celles de l'Égypte. En temps de crise, en temps de guerre, il arrive que tous les pouvoirs se concentrent dans les mains d'un seul homme, mais ce n'est là qu'une mesure d'exception, qui rappelle simplement, non sans quelque atténuation d'ailleurs, la dictature romaine. Dans son ensemble, la constitution de Carthage évolue de la monarchie à l'oligarchie, : oligarchie de capitalistes, terriblement égoïste, privée du contre-poids d'une classe moyenne et ne connaissant d'autres limites à ses ambitions que des rivalités intimes ou la volonté capricieuse d'une populace de plus en plus corrompue.

Ce qui touche directement au commerce, ce qui est simple affaire d'argent prend à Carthage un développement et une perfection rares. Organisation industrielle, système bancaire, exploitation agricole, compagnies de navigation, tout cela revêt à nos yeux une allure moderne qui surprend. Mais le mercantilisme arrête l'essor de tous les autres éléments de puissance ou de civilisation : l'opulence et l'avidité avilissent les mœurs; la confiance dans l'omnipotence de l'argent nuit à l'ampleur des conceptions politiques, excite la brutalité des rapports sociaux, entretient les gouvernants dans l'illusion qu'on peut, à la seule condition de demeurer riche et sans don de soi-même, former des armées vigoureuses et sûres, régner sur des villes ou des tribus sujettes, contenir toutes les forces hostiles qui s'agitent dans le voisinage et dans le sein même des grands empires. L'intelligence demeure, en dépit de l'influence grecque, comme asservie au capital, et la seule originalité de ses manifestations consiste dans l'importance des monuments et le développement des sciences positives. La religion manque de lumière et d'unité : on ne la sent

pas vivre librement dans le cœur des hommes pour y accomplir son œuvre de purification et d'élévation.

Il semble bien que la force d'expansion ait singulièrement fait défaut à cette civilisation. Bien que le contact des Phéniciens et des Berbères ait duré quelque dix siècles et davantage, bien que Carthage ait disposé à la fois de relations maritimes et d'occupations territoriales pour exercer son influence, peu de traces ont subsisté de cette longue et rude action. Les Berbères ne lui doivent guère, en fait de progrès matériels, que la pratique de l'arboriculture (olivier, figuier, vigne, grenadier); l'influence morale est un peu plus forte : par l'exemple de sa religion, qui avait atteint à la notion d'un maître divin, et par la diffusion de sa langue, qui était de souche sémitique, Carthage a frayé la route à la prédication chrétienne et surtout à l'islam et à la langue arabe. Mais tout cela s'est accompli sans dessein, sans intention de propagande : l'éducation et la conquête morale des peuplades alliées ou sujettes, tout autant que l'établissement d'une domination solide, semblaient dépasser les moyens de Carthage.

4° *L'UNIFICATION DE L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE : LA DOMINATION ROMAINE ET BYZANTINE.*

Mare nostrum. — Vers 270 avant l'ère chrétienne, Rome était maîtresse de l'Italie continentale.

Elle avait soumis successivement les rudes peuples latins qui s'opposaient à sa croissance, elle venait de rejeter le roi Pyrrhus en Épire et de s'emparer des villes grecques de l'Italie méridionale; chemin faisant, elle avait solidement organisé ses conquêtes, divisé ses sujets par des concessions inégales, semé ses domaines

de colonies militaires, relié ses postes par des routes. Ses armes, sa politique, la constance de son effort concouraient à faire d'elle l'État le plus fort de toute l'Europe.

Il restait, cependant, des ennemis ou des rivaux à ses portes. La riche Sicile était aux mains de principautés grecques et de colonies carthaginoises; Carthage elle-même, reine des mers, pouvait un jour ou l'autre lui barrer la route. Puis, à mesure qu'elle étendait son autorité sur les côtes septentrionales du bassin méditerranéen, l'occupation des côtes méridionales lui paraissait plus nécessaire : des citadelles siciliennes et carthaginoises, elle tendait à prolonger sa ligne de défense jusqu'à la vallée du Nil vers l'est, jusqu'aux Colonnes d'Hercule vers l'ouest.

Ce sont donc, au début, des raisons toutes politiques et stratégiques qui poussent Rome à se donner un empire africain. Mais bientôt des raisons économiques et sociales apparaissent par surcroît.

Dès la fin du IIIe siècle, la vie romaine se trouve profondément modifiée par les conséquences des conquêtes : l'agriculture italienne est épuisée, les latifundia deviennent la proie de cultures simplement extensives, appauvrissantes pour l'ensemble du pays. Par ailleurs, la ruine de la petite propriété a fait évanouir la classe moyenne et grossir la plèbe urbaine, affamée, paresseuse et violente. Pour parer à ce déséquilibre, l'État romain est contraint de chercher hors de l'Italie des terres à blé, des ports, des colonies.

Ainsi, à mesure que son histoire se développe, Rome est de plus en plus attirée par l'Afrique. Elle y cherche un complément et des garanties indispensables à tous les éléments de sa vie; elle veut que les côtes de l'Afrique deviennent romaines comme le sont les côtes de l'Espagne, de la Gaule méridionale, de la Grèce, de l'Asie

mineure, et que toute la Méditerranée, jusqu'en ses moindres baies, soit un lac romain.

La succession de Carthage. — Les pays riverains de la Méditerranée orientale, notamment l'Égypte, la Cyrénaïque, étaient incapables de résister aux attaques romaines. On peut dire qu'à plusieurs reprises elles se sont offertes à Rome et que Rome, occupée de conquêtes plus pressantes, a choisi son heure pour s'en emparer.

Avant tout, c'est Carthage qu'elle veut détruire; avant tout, par la Sicile et Carthage, elle veut jeter un pont entre l'Europe et l'Afrique et couper en deux la Méditerranée.

Longtemps l'hostilité reste sourde et même laisse place à des alliances passagères; mais l'une achevant d'absorber l'Italie, l'autre poussant vers le nord ses colonies, les deux rivales finissent par se heurter en Sicile.

La première guerre punique, commencée en Sicile, se poursuit en Afrique, mais les débuts des légions romaines sur la terre d'Afrique ne sont pas heureux : Regulus se laisse battre non loin de Carthage, et la paix de 242 ne comporte aucune clause proprement africaine.

Intimidé par le souvenir de cet échec, le Sénat voudrait qu'on s'abstînt d'attaquer Carthage chez elle. Scipion, avec l'appui du peuple, vient à bout de ces craintes et obtient de continuer en Afrique la seconde guerre punique. Un moment menacé, il reprend le dessus à Zama : à la paix de 201, Carthage garde encore ses territoires d'Afrique, mais elle renonce à posséder des éléphants, à lever des mercenaires, à entreprendre aucune guerre sans l'autorisation de Rome. Pour la première fois, un triomphateur romain porte le nom d'Africain.

La troisième guerre punique se passe tout entière en Afrique. Ce n'est qu'un long siège, qui aboutit à la destruction de Carthage (146).

Au lendemain de cette victoire, Rome se garde de prendre à son compte l'empire chancelant des Carthaginois; elle annexe seulement les parties utiles du littoral et cède le reste au roi de Numidie, Micipsa, fils de son ancien allié, Massinissa. Il est vrai qu'une troupe avide d'hommes d'affaires s'abat sur le pays, qui semble n'avoir été conquis que pour elle; d'autre part, des entreprises de colonisation, notamment avec Caius Gracchus, sont tentées sur l'emplacement de Carthage et, de là, gagnent toute la Numidie; mais la politique officielle de Rome demeure étrangère à cette main-mise et n'avoue qu'une sorte de protectorat : elle redoute de se heurter directement à la population indigène, à ces Berbères dont les guerres puniques ont prouvé la valeur militaire, prompts à l'attaque comme à la fuite, sobres, durs, tenaces; elle préfère exercer une tutelle discrète sur les dynasties locales.

Tant que règne Micipsa, prince tranquille et cultivé, occupé de philosophie grecque et d'art, ce régime produit les plus heureux effets. Mais à sa mort (119), son pouvoir se partage entre ses deux fils, Hiempsal et Adherbal, et son neveu, l'indomptable Jugurtha, qui réunissait en son étrange personne l'instinct du barbare et l'esprit de méthode du civilisé. Durant plus de quatorze ans, vainqueur arrogant ou vaincu insaisissable, Jugurtha tient en échec l'autorité romaine, l'oblige à de rudes campagnes d'Afrique, compromet gravement son prestige.

Jugurtha finit par être vaincu, et des rois vassaux, connus pour leur docilité, le remplacent; mais ces événements suffisaient à montrer combien était lourde la succession de Carthage.

L'Afrique champ de bataille des ambitieux. — Il semblait, du moins, que la politique romaine en Afrique dût sortir rajeunie de cette épreuve. Les Romains n'étaient pas des conquérants vulgaires; ils savaient l'art de s'adapter aux conditions locales, d'assurer par la politique la solidité de leurs acquisitions.

Mais les événements intérieurs ne permettent pas à Rome d'étudier à loisir ce problème nouveau : la guerre de Jugurtha était à peine terminée que commençait la longue série des guerres civiles et que l'Afrique devenait, pour les ambitieux, un champ de bataille préféré.

Éloignée de Rome, l'Afrique servait de refuge aux concurrents momentanément vaincus, qui venaient y réparer leurs forces; on pouvait de là lancer des flottes et des armées fraîches; enfin, dans la situation de vassalité où se trouvaient les princes berbères, il leur était difficile de ne point prendre une part plus ou moins directe aux troubles qui agitaient Rome, et les ambitieux provoquaient chez eux des alliances intéressées ou craintives.

C'est d'abord Marius qui, vaincu par Sylla, se retire en Afrique et reprend un moment l'avantage sur son rival, grâce à l'appui de Yarbas, roi de la Numidie occidentale.

Après la mort de Marius, ses partisans se réfugient de nouveau en Afrique, y organisent la résistance, mais sont vaincus et massacrés : Yarbas est mis à mort et son rival, Hiempsal, roi de la Numidie orientale et partisan de Sylla, hérite de ses états.

Vers le même temps, Sertorius, chassé d'Espagne par un lieutenant de Sylla, essaie de débarquer en Mauritanie; il est repoussé par les indigènes et va s'abriter aux Canaries; mais, à la faveur d'une révolte, il revient assiéger Tanger, bat les Romains et passe en Espagne avec des recrues berbères.

Puis, l'Afrique devient le domaine personnel de Pompée. Il est chargé par le Sénat de chasser les pirates qui infestaient la Méditerranée et qui avaient leurs ports d'attache sur le littoral des Syrtes et de la Cyrénaïque. Lors du premier triumvirat, il reçoit dans son lot l'Afrique, la fait administrer par des lieutenants et profite des rancunes de Juba, roi de Numidie, contre César : quand la rupture se produit entre César et Pompée, les Césariens sont écrasés en Afrique par Juba.

Après Pharsale, les débris du parti républicain passent en Afrique, et Juba les rejoint. Mais César a pour lui l'alliance d'un autre roi berbère, Bocchus, le soulèvement des Gétules et la mésentente des Pompéiens. Bocchus se jette sur les états de Juba, les Pompéiens sont battus à Thapsus, et l'Afrique est complètement remaniée par César.

L'Afrique du Nord passe successivement aux mains d'Octave, de Cornificius, lieutenant d'Antoine, de Sergius et d'Arabion, partisans d'Octave, d'Antoine, de Lépide, et revient à Octave à la fin des guerres civiles.

Entre temps, la Cyrénaïque et l'Égypte avaient subi des vicissitudes analogues : la première, après avoir connu des alternatives de domination lagide et d'indépendance, s'était donnée à Rome en 90 avant J.-C.; la seconde, depuis longtemps soumise en fait au protectorat romain, est intimement mêlée aux troubles civils de la République et succombe avec Cléopâtre en 30 avant J.-C.

On comprend que ces événements n'aient guère contribué à consolider une domination qui, du moins en Berbérie, était acceptée à contre-cœur. Durant toute cette période, l'Afrique n'est romaine que de nom; elle passe de mains en mains, ses maîtres d'un jour ne voient en elle qu'un enjeu politique et ne peuvent entreprendre de la transformer.

Après la guerre de Jugurtha, la Berbérie demeurait frémissante; après la bataille d'Actium, elle a perdu toute habitude de discipline et considère comme son état normal la révolte contre l'autorité romaine.

Les provinces africaines et la politique impériale. — L'avènement d'Auguste annonce un changement profond.

Auguste est maître de l'Afrique septentrionale, de la mer Rouge à l'Atlantique, et son pouvoir s'exerce jusqu'aux confins du désert. Avec lui ou ses successeurs, les royaumes vassaux se transforment en provinces romaines, qui dans leurs grandes lignes correspondent aux divisions actuelles de l'Afrique septentrionale : Égypte, Cyrénaïque, Afrique proprement dite, sur l'emplacement des territoires de Carthage, Numidie à l'ouest de l'Afrique, Mauritanie Césarienne, allant de Sétif à la Moulouya, Mauritanie Tingitane, de la Moulouya à l'océan Atlantique. Dans ce moule administratif, le culte impérial s'établit.

Selon le vieux principe romain, les différentes régions sont diversement traitées : les villes se répartissent en colonies romaines, municipes, colonies latines, villes alliées, villes libres, etc.

En dehors des domaines propres des princes indigènes, qui sont incorporés au domaine du peuple romain, et des lots concédés aux vétérans et aux immigrants, la terre est généralement laissée aux habitants, mais à titre de simple possession et moyennant redevance.

L'administration impériale prend en mains le développement des ressources naturelles et fait profiter l'Afrique des multiples ressources de son génie constructeur : elle édifie sans répit, lance dans tous les sens des routes à la fois bien gardées et bien entretenues, qui font naître à la vie économique des régions jusque-là

perdues ; elle capte en des citernes et des aqueducs ce trésor si jalousement dispensé à l'Afrique : l'eau, et l'exportation des fruits, de l'huile, du vin, du bétail, des produits de luxe et surtout du blé, fait couler l'or sur toute la côte africaine.

C'est là tout autre chose qu'une occupation militaire : une véritable installation, qui dépasse largement la côte et s'aventure jusqu'aux confins du désert, une colonisation méthodique, une mise en valeur persévérante et féconde. Tous les grands problèmes africains, celui de l'eau, celui de la circulation, celui de la sécurité, sont abordés et brillamment résolus; il suffit, pour s'en convaincre, d'évoquer ces cités magnifiques ou charmantes que nos archéologues ressuscitent et qui, sous le dur soleil, dans des cadres d'une ampleur étrange, éveillent en nous des émotions d'une force et d'une qualité rares : Dougga la tunisienne, couchée sur sa colline à l'ombre des oliviers, Timgad l'algérienne, qui se dresse comme un flambeau de civilisation au seuil des sombres régions de l'Aurès, Volubilis la marocaine, qui domine une plaine immense au pied des montagnes du Zerhoun et que les indigènes, étonnés de sa grandeur et de sa beauté, ont dénommée le « Château des Pharaons », et tant d'autres, villes de la côte ou du bled, habilement situées, bâties pour l'éternité, tracées avec rigueur, toujours promptes à élargir leur ceinture de remparts, peuplées de temples, de théâtres, d'arcs triomphaux, de basiliques, de thermes, de fraîches demeures et de statues, également occupées d'imposer aux barbares le respect de l'autorité romaine et d'acclimater sur cette terre rude les grâces vigoureuses de la latinité.

Pourtant, l'âme indigène n'est pas conquise. Si l'Égypte, vieux peuple habitué de longue date à la soumission, apprécie à leur valeur les bienfaits

matériels de la domination romaine, si quelques groupements berbères, dans les plaines littorales, se sont, du moins en apparence, quelque peu romanisés, les tribus refoulées ou demeurées dans les régions de plateaux et de montagnes gardent farouchement leur indépendance, leur personnalité, leur goût des razzias et de la guerre.

Des gouverneurs ambitieux profitent de cette hostilité sourde ou déclarée pour se rebeller contre le pouvoir central et même pour se faire proclamer empereurs : leur procédé habituel consiste à soulever les troupes, plus indisciplinées là que partout ailleurs, et surtout à arrêter les convois de blé à destination de Rome. Aussi les empereurs se méfient-ils systématiquement de leurs proconsuls d'Afrique : ils restreignent leurs pouvoirs, ne leur confient que des forces très limitées, les font espionner et même assassiner.

Tant de causes de troubles s'aggravent encore le jour où le christianisme s'acclimate en Afrique. Dès la fin du IIe siècle, l'Église d'Afrique était constituée; l'Empire la persécuta d'abord, et cette persécution ne fit que hâter ses progrès. Ainsi, tandis qu'au sud se massaient des populations de tout temps rebelles à la domination romaine, cette même domination se créait des ennemis dans les villes du nord, et les rares éléments indigènes qui s'étaient relativement romanisés étaient rejetés dans l'opposition religieuse.

Ces débuts pénibles, joints au tempérament de la race, imprimèrent à l'Église d'Afrique des tendances à l'indiscipline, à l'hérésie, au schisme, même au temps où la religion chrétienne eut dans l'Empire cause gagnée. L'arianisme, le manichéisme trouvent en Afrique une terre d'élection; le donatisme y prend naissance et provoque la sanglante jacquerie des Circoncellions.

En somme, tout concourt à faire de l'Afrique la plus

turbulente des provinces romaines. L'histoire de l'Afrique sous la domination romaine pourrait s'intituler : « Quatre siècles de révoltes ». A peu près chaque règne d'empereur est marqué par un soulèvement; le mal s'accentue et s'étend vers l'est à mesure que l'Empire s'affaiblit.

La débâcle : les hordes vandales. — Un tel régime ouvrait toute grande la porte aux invasions.

Déjà les Goths, avec Alaric, avaient préparé une expédition contre l'Afrique; mais une tempête avait détruit leurs vaisseaux.

Les Vandales furent plus heureux : vers 429, ils se trouvaient en Espagne, quand le comte Boniface, gouverneur de l'Afrique, se révolta contre l'autorité impériale et les appela à son aide; les Vandales, conduits par Genséric, s'emparèrent rapidement de la Mauritanie et, lorsque Boniface, rappelé au devoir par saint Augustin, voulut repousser ses alliés de la veille, il fut complètement battu.

Genséric et son peuple paraissaient fatigués des longues randonnées et décidés à s'installer paisiblement en ce pays qui leur plaisait : même vainqueurs, ils consentirent à payer un tribut annuel à l'Empire et s'engagèrent à ne pas sortir des régions qui leur étaient officiellement concédées. Puis, brusquement, en 439, ils jetèrent le masque, marchèrent sur Carthage et bientôt toute l'Afrique romaine fut leur proie.

Il est difficile, à propos des Vandales, de parler d'organisation. Ils sont simplement campés, tout occupés d'augmenter leur puissance militaire et de continuer la lutte contre les Romains.

Ils sont ariens, et tout de suite entrent en conflit avec les éléments de la société romaine restés fidèles à l'orthodoxie; ils dépouillent de leurs richesses les

Romains demeurés en Afrique; ils exercent une piraterie continuelle et féroce sur les côtes romaines; en 455, Genséric entre dans Rome et pille la ville pendant deux semaines.

Les Berbères, associés à cette lutte et aux profits qu'elle comportait, s'accommodaient de la domination vandale : on pouvait penser que la Berbérie allait s'unifier à nouveau et trouver sous un joug barbare une stabilité que la civilisation romaine n'avait pu lui donner.

Mais les successeurs de Genséric abandonnèrent sa politique. Affaiblis par leur victoire même, les Vandales se jettent sans mesure dans la vie facile et les plaisirs; la guerre cesse de leur être familière; ils se perdent dans les luttes religieuses et les révolutions de palais, les Berbères se détachent d'eux, et leur domination, qui n'était pas, comme celle de Rome, l'émanation d'un lointain et solide empire, est à la merci du premier choc.

La restauration byzantine. — Au moment où se dénoncent la faiblesse et la stérilité de l'occupation vandale, un grand empereur monte sur le trône de Constantinople et entreprend de restaurer la puissance romaine : conquérant heureux, Justinien aborde sans tarder la question d'Afrique, dont dépend pour une bonne part la sécurité de son empire, et confie à Bélisaire le commandement d'une expédition contre les Vandales.

Les Vandales sont tout de suite vaincus, et l'Afrique retrouve, sauf changements de détails, l'administration provinciale que lui avaient imposée les Romains. Mais cette réorganisation n'était guère qu'officielle : l'occupation effective se réduisait à peu près aux villes du littoral. Des garnisons sont envoyées dans l'intérieur, avec mission « d'étendre les provinces jusqu'au point où la République romaine, avant les invasions

des Maures et des Vandales, avait fixé ses frontières ». Tâche difficile, et que compliquent encore la manie d'uniformité, la corruption et l'étroite routine administratives de l'époque byzantine, les persécutions religieuses, l'esprit d'indépendance berbère exaspéré par cette longue suite de tourmentes.

En Berbérie proprement dite, les soulèvements se multiplient : révolte de Stozas, révolte des Lévathes, etc.; les généraux byzantins subissent de graves défaites et même leurs victoires sont inutiles : selon la tradition du pays, les indigènes se dérobent, gardent leur forces intactes.

En Égypte, l'autorité byzantine avait succédé sans à-coups à l'autorité romaine, et la vieille terre des Pharaons avait échappé à la souillure vandale. Pourtant l'Égypte n'était guère plus tranquille que la Berbérie : elle était ravagée par des fonctionnaires-brigands, tyrannisée par des clercs-soldats, anémiée par de cruelles guerres religieuses, qui aboutirent au schisme copte ou jacobite, et sans cesse attaquée par les nomades d'alentour. La domination byzantine y était purement nominale.

Or, la conquête arabe marchait à grands pas vers l'ouest. La Syrie, puis la Mésopotamie et la Palestine étaient tombées aux mains du peuple-prophète. L'Égypte, marche de l'Afrique, et les autres régions de l'Afrique septentrionale, livrées au pire désordre, ne pouvaient éviter de subir le même sort.

Sept siècles de présence européenne : l'empreinte. — Il est bien clair que l'occupation de l'Afrique septentrionale, tout inquiète qu'elle ait été, a valu à Rome et Byzance des avantages importants : elle a procuré aux régions d'Europe un abondant ravitaillement; surtout, elle a empêché la formation d'un

empire rival comme celui de Carthage et maintenu la Méditerranée dans son rôle de lac européen.

Il n'est pas moins clair, par ailleurs, que l'Afrique romaine et byzantine a pesé d'un poids bien lourd sur les destinées européennes et hâté la chute des empires. Il semble même que, par moments, l'âme de l'Afrique, incitée à l'expansion par la fréquentation des Grecs et des Romains, ait envahi l'âme européenne : l'ardeur et l'âpreté de son christianisme se communiquent aux églises d'Europe; ses hérésies et ses schismes, ses retours de paganisme, son mysticisme passent la Méditerranée; sa philosophie néo-platonicienne imprègne tout notre Moyen âge et se retrouve, aujourd'hui encore, en certains de nos courants de pensée.

En revanche, quelle empreinte appréciable Rome et Byzance ont-elles laissée en Afrique? Que doit l'Afrique à ces sept siècles de commandement ou de voisinage européen?

Sauf en ce qui regarde l'Égypte, ouverte par l'hellénisme à toutes les influences, d'aucuns répondent : tout; d'autres : rien, ou à peu près.

La question, fort à la mode, n'est pas simple, puisque douze siècles d'Islam sont venus recouvrir, en Berbérie, l'œuvre romaine et byzantine :

L'empreinte matérielle ne paraît guère contestable. Il est possible que certains caractères communs à l'Afrique septentrionale et à l'Europe ancienne soient dus tout bonnement à un fonds originel d'aptitudes et de civilisation méditerranéennes; mais ces caractères se sont amplement développés en Afrique sous l'influence de l'Europe. Certaines régions, la plupart des villes ont pris, tant de ruines le prouvent! une allure tout à fait romaine ou grecque; les habitudes de vie, l'organisation urbaine, le commerce, les industries, l'exploitation du sol, — tout cela est modelé sur les

apports de l'Europe. Il n'est pas dans le tempérament berbère de rester indifférent à ce genre de progrès, surtout quand l'exemple subsiste durant des siècles.

L'empreinte morale a dû être moins étendue, mais non moins nette. Avant de se tourner en hérésies et de réagir sur la religion de l'Europe, le christianisme a été surtout une importation européenne, et l'on sait que ses conquêtes dans l'Afrique septentrionale furent relativement importantes. Nombreux aussi furent les indigènes des villes qu'attira la culture romaine ou grecque et qui la représentèrent avec distinction : tels le jurisconsulte Salvius Julianus, l'orateur Cornelius Fronta, l'empereur Septime Sévère, etc., sans parler des écrivains religieux comme saint Augustin et Tertullien, demeurés, sous l'enveloppe de latinisation, si franchement africains.

Qui pourrait dire dans quelle mesure l'expansion de l'islamisme dans l'Afrique septentrionale a été préparée par cet ameublissement de l'esprit berbère? Qui pourrait aussi, dans les résistances opposées à l'arabisation et le maintien en Berbérie de certaines organisasions étrangères à l'Islam, faire la part du tempérament berbère et de l'influence européenne?

Il faudrait sans doute, pour apporter quelques nuances à la solution de ce problème difficile, tenir compte de deux faits qui demeurent actuels et nous interdisent de porter sur les événements de Berbérie des jugements trop généraux :

La différence entre les régions de pacification rapide et les régions traditionnellement dissidentes, — celles-ci rebelles aux influences, celles-là promptes à l'imitation; — et la tendance bien connue des Berbères à s'assimiler rapidement la nouveauté, pour la refondre ensuite au creuset de leur tempérament et lui faire perdre peu à peu ses caractères essentiels.

5° *L'ÉVEIL DE L'AFRIQUE NOIRE.*

Le bastion abyssin. — Carthage était encore debout qu'un nouvel être historique, au sud-est de l'Égypte, émergeait du chaos de l'Afrique primitive.

Le pays que nous appelons l'Abyssinie constitue vraiment un cadre d'empire, et ce n'est point par hasard qu'il a fourni, depuis ces temps lointains jusqu'à nos jours, la scène d'une histoire originale. C'est un énorme massif montagneux, nettement délimité en forme de triangle et consistant surtout en une superposition de plateaux déchirés; les cours d'eau, très nombreux, se précipitent avec violence dans des vallées étroites, et les villages, qui, pour éviter d'être emportés par les crues, recherchent l'arête des falaises fluviales, sont parfois si haut perchés qu'il faut y grimper à la corde; c'est dire quel château fort représente un pareil pays. Le climat, très varié en raison des différences d'altitude, achève de lui faciliter l'indépendance : tous les types de formations animales et végétales s'y échelonnent depuis les hautes plaines tropicales jusqu'aux sommets couverts de neige.

Voisin de la mer, du continent asiatique, de la vallée du Nil et des régions soudanaises, le massif abyssin a toujours été un carrefour très fréquenté; mais, étant donnés les caractères du cadre naturel, les hommes y sont passés par infiltration plutôt que par vagues; ils ont été absorbés par le milieu, ils ont formé de bonne heure un peuple. Il y a, dans les veines du peuple abyssin, du sang berbère, du sang nègre, peul, arabe, etc.; le type varie avec les régions, et certaines tribus, comme les Félacha, qui sont d'origine israélite, gardent même une individualité assez marquée, mais, dans l'ensemble, la fusion des races, — rare exception en Afrique, — est

incontestable. Ce nom d'Abyssins vient, d'ailleurs, du mot arabe Habech, déformé par les Portugais, et qui signifie « ramassis », mélange de familles d'origines diverses, sans généalogie bien nette.

Les courants de civilisation, qui descendaient par des pentes naturelles aux abords de l'Abyssinie, ont pu féconder ce terrain sans le recouvrir. Bien avant le mouvement islamique, les influences égyptienne, grecque, israélite, etc., y ont laissé des traces assez profondes; certaines légendes veulent que l'Abyssinie ait été le pays de la reine de Saba et que la race régnante descende de cette reine et d'un fils qu'elle aurait eu de Salomon; les Juifs, pour échapper aux persécutions de Nabuchodonosor, seraient venus s'y réfugier en masse; plus tard, le pays aurait été conquis par Ptolémée Évergète, et il est vrai que des ruines et des inscriptions grecques se retrouvent auprès d'Adoua; des missionnaires bouddhistes y font une propagande active et, par l'enseignement de leurs doctrines à la fois spiritualistes et égalitaires, préparent les voies au christianisme, qui s'y répand au IVe siècle avec une étrange rapidité. Mais le pays ne manque jamais de se reprendre, et l'ensemble demeure abyssin : la civilisation matérielle garde la rudesse du milieu naturel, la religion tourne au schisme monophysite au temps de Justinien; peu à peu, le peuple abyssin rompt avec l'Europe et se tourne vers le monde arabe avec des intentions d'expansion commerciale et de conquête.

Dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, l'Abyssinie, demeurée maîtresse d'elle-même tout en profitant des apports de ses voisins, était devenue une puissante unité politique : on l'appelait, du nom de sa capitale, le royaume d'Aksoum; elle rayonnait sur toutes les peuplades environnantes, Galla, Danakil, Somali, qui d'ailleurs résistaient vivement à son emprise; au delà

de la mer Rouge, elle tenait en suzeraineté une grande partie du Yémen; elle pratiquait par caravanes un important commerce de transit; elle était riche, inexpugnable et redoutée.

L'apparition des empires soudanais. — Une histoire toute différente de celles que nous venons d'esquisser se déroulait au sud du Sahara, à la lisière du désert et des régions soudanaises.

Là, le milieu naturel n'offre aux groupements humains nul compartiment comparable à l'Égypte ou à l'Abyssinie. Les hommes campent dans l'étendue de la plaine, — désert ou savane, — et le vent les chasse. Tandis qu'un peuple se forme et s'accroche au sol dans la vallée du Nil, dans le massif abyssin, ou même s'ébauche par fragments derrière certains plis de l'Atlas, les races semblent tourbillonner dans le Sahara et le Soudan et chercher leur place.

Pas de grandes guerres, pas d'invasions en masse, autant qu'il nous soit possible d'oser en pareille matière la moindre affirmation; mais une suite ininterrompue de petites poussées, d'accommodations mutuelles, des luttes de tribus à tribus, des rivalités entre nomades, des contrats léonins de nomades à sédentaires. S'il y eut dominations réelles, elles furent tout éphémères et sans portée vraiment historique.

Peu à peu, cependant, la vie sociale sort de l'enfance, peut-être sous l'influence d'immigrants de race sémitique, venus du nord-est : l'art de creuser et de maçonner des puits fait son apparition, on cultive le blé, le mil et le coton; des maisons et des forteresses en pierre remplacent les abris provisoires, les troupeaux s'enrichissent de bœufs à bosse, de moutons à laine et de chevaux; des artisans fabriquent des étoffes, des outils, des armes.

En même temps, les éléments de puissance, propres à

ces régions, se dessinent et tendent bientôt à se grouper dans les mains des plus forts : les points commerciaux au contact des cultures et du désert, les points d'eau, les routes du sel, les routes de l'or. De vrais empires, rassemblant des races diverses sous une même domination, pointent de la côte atlantique à la ligne des fractures orientales, sur les rives du Sénégal, du Niger et du Tchad.

De vrais empires, avec une armature politique et les instruments ordinaires de la puissance : trésor régulièrement alimenté, hiérarchie administrative, tribunaux, armée, flottilles fluviales. Des populations agricoles ou pastorales, éparses dans la savane, mais aussi de grandes villes solidement assises au bord des fleuves ou autour des points d'eau, tassées dans leurs « carrés » familiaux, coupées de rues étroites, ombragées de hauts arbres dont le vert cru éclate sur les sables, entourées de la haute futaie des champs de mil, mouvementées comme des fourmilières, certainement animées de cette merveilleuse gaieté qui n'appartient qu'aux races nègres et constitue le meilleur gage de leur vitalité.

Le premier-né de ces empires soudanais, — le premier du moins que nous connaissions — semble bien avoir pris forme dès le IVe siècle de l'ère chrétienne : il avait pour noyau le pays compris dans l'angle formé par le haut Sénégal et le haut Niger et pour centre politique une grande ville dont il reste encore des ruines en pierres taillées et même sculptées, Koumbi, au nord de Ségou et à peu près à la hauteur de Tombouctou; on l'appelle couramment, chez les historiens arabes, l'empire de Ghâna. Il était composé de régions mieux peuplées et cultivées qu'aujourd'hui, étant plus épargné par les influences sahariennes; il occupait une position commerciale de première importance, touchait à deux grandes voies navigables et ne tardait pas à disposer, dans le haut Sénégal, des mines d'or du Bambouk.

L'empire de Ghâna n'a jamais eu de limites bien précises : selon sa force et le degré de résistance de ses voisins, il s'est répandu plus ou moins largement dans la vaste plaine qui s'étend de Tombouctou à l'Atlantique. Autour des domaines qui appartiennent réellement à la race régnante, se groupent des États secondaires, tributaires, vassaux ou simplement alliés, qui, aux moments de crise, deviennent eux-mêmes des centres d'empires ou vont s'agglomérer à des organismes voisins : tels sont, en ce qui regarde l'empire de Ghâna, le royaume berbère des Lemtouna dans le Tagant, le Tekrour dans le Fouta-Toro, au sud du moyen Sénégal, le royaume Songoï ou royaume de Gao, fondé probablement par des Berbères sur les bords du Niger saharien vers le VIIe siècle, le royaume Manding sur la rive gauche du haut Niger, etc.

Dès cette haute époque, un groupe important de populations échappait cependant à l'attraction de l'empire de Ghâna et des autres empires soudanais qui s'ébauchaient : c'étaient les populations du Mossi, dans la boucle du Niger, région naturelle un peu mieux dessinée que les précédentes et qui favorisait la formation d'États indépendants.

A l'est du Niger, le mouvement d'agglomération se poursuivait : vers le Xe siècle, on commençait à connaître l'existence d'unités politiques, comme les petits royaumes Haoussa aux environs du Tchad, le Kanem-Bornou, le Ouadaï, le Darfour, etc. Ainsi apparaissait une zone d'empires indigènes, dont l'existence historique allait se précisant.

C'étaient, non pas des hordes momentanément arrêtées au bord de la route d'invasion, mais de véritables États, dont l'organisation n'était nullement informe. Dans l'empire de Ghâna, par exemple, la distinction était parfaitement nette entre les royaumes vassaux

et celui que nous pourrions appeler le domaine de la couronne ; ce domaine était divisé en provinces, et les gouverneurs de ces provinces étaient en même temps de grands dignitaires de l'empire (intendant, maître de l'infanterie, maître de la cavalerie, gardien des sépultures royales, etc.); ils contribuaient, avec des ministres également spécialisés, à former le conseil impérial. Gouverneurs et ministres étaient choisis héréditairement dans de vieilles familles aristocratiques, qui, comme la famille impériale, avaient leur cour et leurs vassaux.

Il semble bien que l'organisation politique et administrative de l'Empire de Ghâna puisse être regardée comme le type de toutes celles qui se développèrent par la suite dans la zone soudanaise. Elle est, on le voit, essentiellement féodale et se prête surtout aux œuvres de paix. Elle permet assurément les entreprises guerrières, mais à court terme, et à la condition que les diverses parties de l'empire y trouvent un intérêt vraiment commun : le jour où certains de ces États feront de la guerre leur principale occupation, il faudra que l'autorité du pouvoir central se fortifie et devienne proprement impériale.

Jusque vers le Xe siècle, l'expansion de l'empire de Ghâna et de ses congénères de la zone soudanaise garde dans l'ensemble une allure relativement pacifique. Des razzias, des expéditions de police, pas de longues guerres. L'agriculture et le commerce priment tout. La religion, toute païenne et tout juste pénétrée par endroits de quelques rites chrétiens transmis par les Berbères, est plutôt égoïste qu'avide de conversions et ne sert pas de prétexte à des conquêtes. Durant cinq siècles au moins, l'empire de Ghâna vécut sans troubles appréciables.

Le domaine de l'inconnu. — De ce qui se passait, vers la même époque, dans le reste de l'Afrique, nous ne savons pas grand'chose.

Non point que les événements proprement historiques en aient été nécessairement absents; mais les sources (géographes grecs, chroniqueurs arabes, traditions sémitiques, etc.), sont, en raison de la distance, beaucoup moins abondantes pour l'Afrique australe que pour l'Afrique septentrionale.

Le centre de l'Afrique, domaine de la forêt dense, n'était certainement pas fort différent de ce qu'il est aujourd'hui, au point de vue social : on y trouvait peut-être, comme aujourd'hui, quelques fédérations de tribus, d'ailleurs assez lâches, mais rien qui dépassât franchement les limites d'un village et ressemblât à un État. Là plus que partout ailleurs, l'homme est un loup pour l'homme.

En revanche, l'influence arabe, bien avant l'Islam, avait touché la côte orientale. Sur cette côte, riche en produits de luxe, se trouvait peut-être l'« Ophir » biblique, où les serviteurs de Salomon et ceux de Hiram, roi de Tyr, allaient chercher l'or, les bois et les métaux précieux; c'est, en tout cas, de l'époque préislamique que datent sans doute les constructions imposantes dont les ruines subsistent à Zimbabyé dans le Machonaland, à Tati, Impakoué, etc., — forteresses et palais en pierres taillées, à proximité de mines d'or très anciennement exploitées.

La régularité des relations commerciales préparait dans ces régions la formation d'unités politiques, que nous retrouverons sous la forme de « sultanats ». Il semble même que certains de ces groupements soient sensiblement contemporains de l'empire de Ghâna : tels le fameux royaume de Monomotapa entre la baie de Lourenço-Marquez et la baie de Sofala, et la vaste

confédération des Betchouana, qui occupait à peu près l'emplacement actuel de l'Union sud-africaine et réunissait, au moins en apparence, des races fort diverses.

Sur la côte occidentale, dans les clairières et les échancrures de la forêt, l'histoire commence aussi à jeter quelques lueurs, mais si faibles qu'elles semblent s'évanouir dès qu'on en parle.

Il faudra de grands événements extérieurs pour mêler à la vie du monde et révéler aux autres hommes les palpitations de l'Afrique australe et centrale. Or, les grands événements extérieurs, avant l'Islam, n'ont pas même affecté — ou si peu — la zone des empires soudanais, et le champ de l'histoire ne s'éloigne guère des rivages de la Méditerranée.

Chapitre II

L'ISLAM EN AFRIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DES EMPIRES INDIGÈNES

1° *L'ENTRÉE DE L'ISLAM EN AFRIQUE : GRANDEUR ET DÉCADENCE DE LA DOMINATION ARABE.*

Parti de l'Arabie, l'Islam envahit l'Afrique par deux voies divergentes : les plaines de la zone méditerranéenne, la côte orientale.

La voie maritime : l'invasion arabe de l'Est. — Sur la côte orientale, les Arabes se bornaient à reprendre, avec une activité nouvelle, d'antiques tendances de leur race. De tout temps, les tribus maritimes de la mer Rouge et du golfe Persique, renforcées de Persans et d'Hindous, avaient fait là métier de marchands et de pirates : au lendemain de la mort de Mahomet, elles y reviennent, plus nombreuses et plus avides, investies d'une mission religieuse et nourries d'ambitions politiques.

Leurs adversaires, en général, ne sont guère redoutables : ce sont des peuplades qui ne manquent pas d'esprit guerrier, mais vivent dans l'isolement des

préjugés ethniques et sont bien incapables de coalition. Au reste, ces Arabes marins, fort différents des Arabes pasteurs, cherchent des profits immédiats plutôt que la gloire de vaincre et de régner et s'accommodent d'un genre de domination assez léger.

Combinant les pactes commerciaux et les courtes luttes à main armée, ils ont tôt fait de s'installer tout le long de l'Afrique orientale. Ils y fondent des « sultanats » de caractère nettement maritime, qui demeurent en relations avec des métropoles comme le port arabe de Mascate ou les ports persans de Chiraz et de Bouchir : ce sont des comptoirs, tout au plus des protectorats, non des empires; le sultan n'exerce d'autorité directe que sur les musulmans, venus d'Asie, qui se sont groupés dans les villes de la côte, et sur les indigènes qui vivent dans son voisinage; dans le reste du pays, il se contente de pousser des pointes, de lancer des expéditions commerciales, d'agir par entente avec les chefs indigènes.

La principale occupation de ces sultans arabes et de leur entourage, c'est la récolte et le transit des esclaves. Les roitelets de l'intérieur deviennent leurs agents commerciaux : ils se ruent en guerres incessantes pour se procurer des captifs ou, tout bonnement, vendent leurs sujets. Industrie fructueuse entre toutes, qui rend légendaire dans le monde entier l'opulence des sultanats.

Cet enrichissement crée des puissances éphémères et nombreuses. On voit s'élever et tomber par sauts brusques les sultanats du Harrar, de Sofala, d'Angotche, de Mozambique, de Zanzibar, de Pemba, de Mombassa, de Mélinde, de Kismayou, de Magadoxo, de Quiloa, etc. Il arrive que l'un d'entre eux transforme ses voisins en vassaux : vers le début du XIe siècle, par exemple, le sultanat de Quiloa avait imposé sa suzeraineté à toute la côte; plus tard, c'est Zanzibar qui l'emporte, ou Sofala.

Mais il s'agit là simplement d'hégémonies telles qu'on en trouve dans l'histoire de la Grèce.

De tels organismes n'ont guère servi au progrès de la civilisation. Seules les résidences des sultans profitent de l'accumulation des richesses; partout ailleurs, la chasse à l'homme aggrave la barbarie et la misère, démoralise les populations indigènes. Même le souci religieux passe au dernier plan : l'Islam, aux mains de ces marchands, dédaigne de s'implanter dans des régions où il ne veut voir que « le pays des esclaves », Zendj-bar, Zanguebar, Zanzibar.

Les limites de la zone des Sultanats. — Au sud, l'influence arabe semble s'atténuer assez brusquement vers la hauteur du Tropique : elle se heurte là à des races vigoureuses, d'origine bantou, que des invasions de mouches tsé-tsé avaient sans doute rejetées vers les savanes et les steppes et qui devaient à de longues migrations une forte organisation militaire.

Au nord, l'incursion arabe, comme toutes celles qui l'ont précédée, se brise contre le bastion abyssin. Sans doute les rois d'Aksoum sont-ils forcés de renoncer à leurs prétentions sur le Yémen; mais, une fois retranchés dans leurs montagnes, ils défient tous les assauts. Un moment, des troubles intérieurs compromettent la sécurité du royaume : en 925, les Juifs, nombreux dans le pays, portent au pouvoir une femme de leur race, Sague, qui prend le nom d'Esther et dont les descendants régnèrent jusqu'en 1255; à cette date, l'ancienne famille royale, de religion chrétienne, est restaurée, et les Juifs, mécontents, pactisent avec les Musulmans. Pourtant, le sentiment national qui anime le peuple abyssin vient à bout de toutes ces forces hostiles, et le royaume d'Aksoum sauve son indépendance.

A l'ouest, les petits États informes qui s'échelonnaient

sur a ligne des Grands Lacs et dans son prolongement se développent à la faveur des guerres que provoque la politique mercantile des sultanats et de l'or qu'elle met en circulation : l'Ouganda, l'Ounyoro, le Rouanda, l'Ouroundi, l'Ounyamouézi, le Manyéma, l'Ouroua, le Barotsé, le Lounda, etc., qui n'étaient rien, prennent consistance et finissent par limiter l'action du grand courant qui les a, par contre-coup, lancés dans la vie politique.

La voie de terre : l'invasion arabe du Nord. — A travers les plaines qui s'étendent de l'Égypte au rivage marocain de l'Atlantique, l'invasion arabe fut une chevauchée, rapide, brillante et brutale.

Au lendemain de la mort du Prophète, l'Arabie s'apprête à retomber dans l'anarchie : les tribus, insuffisamment converties, se soulèvent, et le successeur de Mahomet, Abou-Bekr, après les avoir soumises au prix de rudes efforts, juge prudent de détourner leur ardeur sur les domaines chancelants et riches de la Perse et de l'Empire byzantin. Ici encore, la religion n'est qu'un prétexte à conquêtes, et le fanatisme musulman n'entre guère en jeu : course de pirates et de négriers sur la côte orientale, razzia de nomades dans les plaines septentrionales, — l'Islam ne fait que communiquer à ces deux formes traditionnelles de l'activité arabe une ampleur inaccoutumée.

Les envahisseurs sont en petit nombre; mais leur valeur guerrière, la terreur qu'ils répandent et surtout la faiblesse des organismes politiques qui devraient leur barrer la route expliquent la précipitation de leurs premiers succès. En 646, l'Égypte est décidément tombée entre leurs mains et devient leur point d'appui pour les expéditions qu'ils vont lancer contre Byzance et l'Afrique du Nord. En 667, ils sont maîtres de la Tripolitaine.

La Berbérie est plus longue à conquérir : ils demeurent un moment comme intimidés au seuil de ce « lointain perfide », où les plus éclatantes victoires sont sans lendemain; pourtant, dès 705, ils tiennent les principaux points du pays, et l'empire arabe semble avoir trouvé, dans cette large bande méditerranéenne préparée à l'unité par les dominations romaine et byzantine, sa meilleure base d'opérations.

La résistance berbère et la ruine de la domination arabe. — Au vrai, cette conquête restait bien superficielle, et les Arabes comptaient sans leur hôte. Or, l'hôte réel, ce n'était pas l'autorité byzantine, si vacillante; c'étaient les tribus berbères, qui jusque-là s'étaient à peu près abstenues de prendre parti entre l'empire byzantin et l'empire arabe.

Dès que les conquérants font mine de s'installer et de mettre le pays en coupe réglée, le vieil esprit d'indépendance berbère frémit. Ce ne sont pas seulement des révoltes locales, c'est tout un soulèvement national ou, si l'on préfère, ethnique, qui, sous la conduite d'un chef de tribu, Koceila, puis d'une femme, la Kahena, dresse la Berbérie entière contre la domination arabe.

Grâce à de puissants renforts venus d'Orient, les Arabes reprennent le dessus; puis, pour canaliser l'ardeur berbère, ils entraînent ces sujets indociles à la conquête de l'Espagne et de la Gaule. Mais le remède se tourne contre eux : la défaite de Poitiers diminue leur prestige, le partage du butin et des provinces conquises en Espagne provoque des mécontentements, tandis que les Berbères demeurés en Afrique continuent à s'irriter du despotisme des gouverneurs arabes. Pour comble, la haine, née des froissements de l'orgueil ethnique et des conflits d'intérêts, revêt une forme religieuse : l'islamisme, que les Arabes ont apporté, devient une arme entre les

mains de leurs ennemis; l'esprit d'indépendance, comme il arrive si souvent, se réfugie dans l'hérésie; l'extrême ouest, pour ne citer que cet exemple, sert de citadelle au kharédjisme. De toutes les façons, la domination arabe en Berbérie est minée et saute par larges pans : dès la fin du VIIIe siècle, elle est tout à fait ruinée.

L'Afrique du Nord s'enfonce alors dans le pire désordre; les tribus, débarrassées de l'étranger, se jettent les unes sur les autres. Mais si les Berbères se sont délivrés de l'autorité des Arabes, ils ont gardé l'Islam, et l'Islam contribue à leur donner, avec une audace et des ambitions nouvelles, quelque notion de l'unité.

Peu à peu, de vrais organismes politiques surgissent du chaos : des royaumes berbères se forment autour de Tlemcen, de Sidjilmassa, dans le Rif, etc.; puis, des groupements plus vastes apparaissent, l'empire des Idrissides, qui eut pour fondateur un descendant d'Ali, gendre du Prophète, et pour centre Fès, l'empire des Arlébides, dans l'Ifrikya, avec Kairouan pour capitale. Enfin, au Xe siècle, les missionnaires d'une nouvelle doctrine musulmane, le chiisme, sorte de mysticisme politique, passent de l'Orient dans l'Afrique du Nord, annoncent la venue du Mahdi et fondent l'empire fatimite, qui tend à absorber toute la Berbérie, déborde sur la Sicile et, repoussant les Arabes en Asie, s'annexe l'Égypte, la Palestine, la Syrie.

Un retour imprévu des Arabes : l'invasion hilalienne. — Les dimensions de l'empire fatimite étaient, si l'on peut dire, hors de proportions avec la capacité de discipline des Berbères.

Déjà le Maroc échappait à l'autorité des kalifes fatimites du Caire, et la dynastie des Idrissides avait pris pour point d'appui les kalifes ommiades de Cordoue.

Vers le milieu du XIe siècle, un gouverneur de Kairouan, El Moezz Ibn Badis, donne — toujours sous un prétexte religieux, — le signal de la débâcle : il renie avec éclat l'autorité du kalife fatimite du Caire et fait dire la prière au nom du kalife de Bagdad.

Faute de mieux, le kalife fatimite inventa cette vengeance : de la haute Egypte, où jadis on les avait déportées, il fit venir des tribus arabes renommées pour leur génie de destruction et les lança sur l'Afrique du Nord.

Cette invasion, dite hilalienne, était bien différente de la chevauchée du VIIe siècle. L'historien berbère Ibn Khaldoun l'a justement comparée à une nuée de sauterelles : les Hilaliens étaient nombreux — plus d'un million peut-être — et sans cesse renforcés par de nouveaux apports; uniquement occupés de pillage et de jouissances cruelles, ils incendiaient les villes après les avoir saccagées, coupaient les arbres dans les campagnes, « apportaient le désert avec eux ». Jamais, l'Afrique du Nord n'éprouva pire cataclysme.

Leur rôle de démoralisation fut tout aussi grave et brutal que leur rôle de dévastation. Ils donnèrent aux Berbères, qui n'en avaient pas besoin, un exemple singulièrement contagieux d'anarchie, affaiblirent en eux l'idée déjà si vague de gouvernement régulier, réveillèrent des passions de nomades chez des hommes que l'habitude portait vers la culture et l'élevage sédentaire. Même après que leur rage se fut apaisée et qu'ils se furent incorporés à la population indigène, ils continuèrent à représenter au sein de cette population un élément d'indiscipline et de brutalité.

Le Maroc, refuge de l'indépendance berbère. — Quand elle parvint aux abords du Maroc, l'invasion hilalienne, comme les nuées de sauterelles qui viennent d'accomplir un long parcours, avait perdu beaucoup

de sa violence. De plus, elle rencontrait là une muraille de montagnes qui rompait son avance, et, derrière cette muraille, une unité politique relativement forte et cohérente, délivrée de toute rivalité extérieure, avait profité du péril général pour s'installer. Au lieu de s'abattre sur le Maroc, l'invasion hilalienne parvint tout juste à s'y infiltrer et n'y porta que de menus ravages, vite arrêtés et réparés.

Le Maroc apparaît donc, vers le XIe siècle, comme le refuge de l'indépendance et de l'âme berbères. Seul des pays de l'Afrique du Nord, il échappe à la ruine totale et à la démoralisation ; seul il parvient à conserver un gouvernement digne de ce nom, capable d'ordre et d'expansion. En effet, tandis que tout s'écroule dans le reste de la Berbérie et que l'empire idrisside lui-même, à force d'être ballotté entre les fatimites du Caire et les ommiades d'Espagne, perd peu à peu ses domaines, des tribus berbères, que le jeu des événements avait jadis refoulées dans les régions sahariennes et dont la vie du désert avait rajeuni la vigueur, prennent en mains la cause de l'Islam et bientôt font du Maroc leur centre d'action.

C'est par elles et par le Maroc que la race berbère va sauver son individualité et que l'islamisation de l'Afrique va se poursuivre. C'est le Maroc, avec ses dynasties berbères, qui va pour un temps servir de pivot à l'histoire générale de l'Afrique.

2° *LE MOUVEMENT D'ISLAMISATION DU XIe SIÈCLE.*

Berbères et Soudanais. — Par l'intermédiaire des Berbères nomades, pour qui le Sahara était une sorte d'océan familier, l'Islam, dès le début du XIe siècle et

peut-être avant, s'était transmis du Maroc aux régions mauritaniennes et jusqu'aux rives du Sénégal. Islam et religions locales vécurent longtemps côte à côte sans trop s'inquiéter.

Mais on sentait dans les peuplades islamisées une impatience, qui d'ailleurs ne provenait pas uniquement de raisons religieuses : les islamisés étaient en majorité de race blanche et — c'est là un fait qu'on retrouve constamment dans l'histoire d'Afrique, — se résignaient malaisément à subir la tutelle des noirs; ils étaient, au moins d'origine, nomades et devaient à ce genre de vie des goûts de liberté et des habitudes d'audace qui leur assuraient une forte supériorité sur les races soudanaises; ils restaient en relations plus ou moins directes et continues avec les grands mouvements qui agitaient leurs congénères de l'Afrique du Nord et se laissaient gagner par des désirs d'expansion; enfin, l'Islam même, si impur qu'il fût encore dans ces régions éloignées du centre d'émission, communiquait à ces divers mobiles sa couleur propre, les groupait en faisceau, y ajoutait cet esprit de conquête qui se révèle, dans son histoire plutôt que dans ses dogmes, comme un de ses caractères essentiels.

La propagande almoravide. — Dans la première moitié du XIe siècle, l'élan de propagande se dessine nettement au sein d'une sorte de confédération berbère, dont la zone d'influence s'étendait à peu près sur le Tagant, l'Adrar et la région des dunes mauritaniennes.

En 1033, le chef de ces « Berbères voilés », Yayia ben Ibrahim, fait le pèlerinage de La Mecque, constate, au contact des autres musulmans, que, malgré la ferveur de sa foi, il ignore à peu près tout de la religion, et rêve de relever en lui-même et dans l'âme de ses sujets le niveau de l'islamisme : il ramène dans l'Adrar maurita-

nien un savant d'origine berbère, Abdallah-ben-Yacine, et entreprend avec lui une ardente campagne de prédication et de réformation morale. Un moment découragés par les résistances du milieu, tous deux se retirent dans une île du bas Sénégal avec quelques fidèles et font vœu de vivre dans cet ermitage (ou « ribat ») jusqu'à leur mort. Mais ce geste produit un effet inattendu : les adeptes accourent en foule vers l'ermitage et forment bientôt une véritable secte, — les ermites ou hommes du ribat, *al morabethin*, Almoravides, — à la fois missionnaires et guerriers, solidement organisés et pourvus de ressources relativement régulières.

Dès lors, c'est une guerre sainte qui s'engage. Parmi les Almoravides, les uns remontent vers le Nord, se jettent sur le Maroc, fondent un puissant empire, qui, à la fin du XIIe siècle, s'étendra à l'est jusqu'à Alger, au nord jusqu'à l'Ébre, et vaudra aux princes almoravides le titre de « Commandeur des croyants ».

Les autres, demeurés dans la zone soudanaise, s'attaquent à tous les groupements des rives du Sénégal et du Niger qui n'ont pas encore adopté l'islamisme, et notamment à l'empire de Ghâna.

La contagion islamique dans la zone soudanaise. — L'islamisation de la zone soudanaise s'accomplit avec une surprenante rapidité.

Sans doute ne fut-elle pas tout entière l'œuvre directe des Almoravides : dès qu'ils se furent solidement installés au Maroc et en Espagne, les Almoravides n'accordèrent plus qu'une faible attention au berceau de leur puissance et ne laissèrent dans les régions sénégalaises et nigériennes que de maigres garnisons; mais le mouvement était lancé, le signal donné. Les Almoravides disparus, l'Islam demeurait et continuait à se propager.

Sans doute aussi cette islamisation n'offre-t-elle pas les caractères d'une conversion en masse, largement populaire et profonde : ce sont surtout les princes et les familles nobles qui acceptent ou recherchent la religion nouvelle, par crainte ou plus souvent par ambition, par souci de prestige et désir d'expansion ou d'émancipation. C'est, dans l'ensemble, un mouvement politique plutôt que proprement religieux.

A ce mouvement de conversions surtout politiques, dont les résultats furent par endroits éphémères, s'ajoute d'ailleurs une œuvre de propagande plus discrète et plus puissante. Il se trouve, en effet, que l'Islam, dès son apparition, pénètre profondément chez certaines populations soudanaises, d'esprit particulièrement éveillé et plus promptes que les autres à l'expansion : telles les Toucouleur, les Songoï, les Sarakollé, et surtout une race de commerçants issue des Sarakollé, les Dioula, merveilleux colporteurs d'idées. C'est en elles que se conservera la vraie semence d'Islam.

Attaques des Almoravides et de leurs alliés contre l'Empire de Ghâna, luttes entre royaumes noirs, rivalités dynastiques au sein des États, propagande populaire, — ainsi s'explique que, dès la fin du XIe siècle, l'Islam ait réalisé dans la zone soudanaise des conquêtes considérables. Coup sur coup, c'est l'empire de Ghâna, avec ses dépendances, qui s'effondre sous ses assauts; puis, plus pacifiquement, ce sont les rois du Manding, maîtres des régions du Haut-Sénégal et du Haut-Niger, ce sont les populations noires de la vallée du Sénégal, les états riverains du moyen Niger, Massina, Sahel, Empire de Gao, bientôt même, aux abords du Tchad, le Kanem-Bornou, qui se rangent sous sa loi. Bien mieux, de cette large zone d'épanchement, il s'infiltre, par l'intermédiaire des Dioula, jusqu'aux rivages du golfe de Guinée, à la limite de la forêt dense.

En moins de cinquante ans, il a recouvert l'espace immense qu'on a coutume d'appeler aujourd'hui l'Afrique occidentale.

Les îlots de résistance. — Il est vrai que ces conquêtes sont inégalement robustes : en maint endroit, les religions animistes reprennent le dessus, dès que la puissance à laquelle l'Islam doit son installation tend à s'affaiblir; un peu partout, il importe aussi de distinguer entre musulmans, pleinement acquis à la foi nouvelle, et islamisés, simplement parés des habitudes extérieures de l'Islam.

Surtout, des races entières demeurent réfractaires à toute conversion et, pour garder leur indépendance religieuse, se résignent à de longues et pénibles migrations : tels les Sérères et les Peul, qui abandonnent les régions mauritaniennes pour les régions sénégalaises du Fouta-Toro ou du Sine-Saloum.

Enfin, de vastes contrées se dressent en îlots de résistance : tel, dans la boucle du Niger, le Mossi, qui, battu de tous côtés par les flots de l'Islam, maintient farouchement ses cultes traditionnels; de même, au delà du Tchad, le Baguirmi, l'Ouadaï, le Darfour, le Kordofan, le Haoussa, etc..., qui ne semblent pas encore touchés par le courant.

Mais ce ne sont là que des réactions isolées ou temporaires : la crue de l'Islam, poussée par les Almoravides sur la zone soudanaise, s'étend largement et ne cesse de monter. Il semble que l'Afrique ait trouvé sa religion et qu'elle soit à la veille de se soumettre tout entière à la loi coranique.

3° *L'ISLAM ET LA FOLIE DE CONQUÊTE.*

Un déchaînement de forces brutales. — Avant les invasions arabes et leurs suites plus ou moins directes, les sociétés africaines ne paraissent pas, comme on le croit trop volontiers, incapables d'organisation et de développement. Même en dehors de cas éclatants, comme l'Égypte, on voyait s'ébaucher des unités politiques et des centres de civilisation, comme la Berbérie, l'Abyssinie et l'Empire de Ghâna, qui, pour être sensiblement différents des œuvres de l'Europe et de l'Asie, n'en étaient pas moins intéressants et généralement favorables à l'amélioration de l'existence humaine. Il semblait, surtout, que ce développement dût être relativement pacifique, que l'âme de l'Afrique fût exempte de cette fureur d'expansion qui meut l'histoire d'autres parties du monde et que la guerre n'eût à prendre ici d'autres formes que celle de rezzou et de querelles de tribus à tribus.

Par ailleurs, l'action des Européens en Afrique s'annonçait sous les espèces d'un rôle d'organisation et de civilisation. L'hellénisation de l'Égypte, la romanisation d'une partie de l'Afrique du Nord attestent que l'Europe, qui pourtant débutait dans sa tâche colonisatrice, pouvait sans excès de brutalité combattre les éléments géographiques d'isolement et amener progressivement l'Afrique à portée des grands courants historiques.

Brusquement, l'exemple des Arabes et l'Islam bouleversent les conditions de l'histoire d'Afrique. Ils écartent les Européens ou du moins les provoquent à transformer leur action, à la modeler sur la brutalité générale des événements nouveaux, à la priver momentanément de ses principales vertus. En Afrique même,

ils communiquent aux rivalités locales une ampleur et une violence inattendues, ils précipitent les races dans une incessante et terrible mêlée, étendent démesurément le rôle de cet élément essentiellement destructeur et désorganisateur, le nomade.

Avant l'Islam, l'Afrique n'était que rude; avec l'Islam, elle va, pour des siècles, devenir enragée.

La suite des empires dans l'Afrique méditerranéenne. — Parmi les régions historiques de l'Afrique méditerranéenne, c'est encore le Maroc qui, au cours de cette période, conduit l'ensemble des événements.

L'Égypte, il est vrai, demeure indépendante de l'empire arabe comme du Maroc et garde grande allure; mais toutes sortes de maux tourmentent sa vie intérieure: révolutions de palais, mutineries de mercenaires, schismes religieux, épidémies de peste, etc.; après la dislocation de l'empire fatimite, Saladin fonde en 1471 la dynastie des Aïyoubides, qui dure environ quatre-vingts ans et que remplacent des tyrans militaires, les sultans Mamelouks. Toute la vigueur qu'elle ne perd pas en ces déchirements intimes, l'Égypte l'emploie à barrer l'accès de son territoire et la route même de l'Afrique aux invasions asiatiques : elle guerroie en Palestine, en Syrie, en Mésopotamie; elle s'oppose aux incursions des Kurdes, des Mongols, et tient les Turcs en haleine. Elle est, à cet égard, une marche de l'Afrique méditerranéenne.

Au XIIIe siècle, des dynasties berbères, Hafsides et Zianides, profitant d'une époque troublée, prendront respectivement pour centre d'action Tunis et Tlemcen et tiendront dans l'Afrique du Nord une place fort importante. Mais on ne peut voir là qu'un accident historique : c'est du Maroc, en fin de compte, que part et repart l'élan de la conquête; c'est au Maroc que s'entretient et se ravive par à-coups le foyer de la guerre sainte.

C'est bien de guerre sainte, en effet, qu'il s'agit toujours. La succession des dynasties, les entreprises d'expansion continuent d'avoir pour prétextes, sinon pour causes réelles, des questions religieuses. C'était pour purifier la foi des islamisés et convertir les infidèles que les Almoravides avaient fondé leur empire : c'est pour réformer les mœurs, ranimer les croyances, restaurer la doctrine de l'unité divine, que les Unitaires ou Almohades renversent les Almoravides; c'est l'abandon de ce rôle religieux qui détache des derniers Almohades leurs partisans et permet aux Mérinides de prendre à leur compte l'empire du Maroc; c'est une renaissance de l'Islam qui chasse les Mérinides, dépourvus d'autorité religieuse, et remet le Maroc aux mains des Chérifs saadiens, puis des Chérifs alaouites, descendants de Mahomet; c'est encore le prestige religieux de ces Chérifs qui leur permettra de résister victorieusement à un autre peuple musulman, les Turcs, et de préserver ainsi le Maroc d'une domination qui pèsera lourdement sur tout le reste de l'Afrique septentrionale.

En cette autorité religieuse réside à peu près exclusivement le principe d'unité politique. Les dynasties s'écroulent avec autant de rapidité qu'elles s'élèvent, elles sont à la merci des réactions diverses de l'Islam dans l'âme berbère. Certes, d'autres mobiles que les soucis de doctrine entrent dans cette âme et déterminen-ses volontés; mais c'est, en somme, l'attachement relit gieux, qui, chez les Berbères de l'Afrique du Nord, tient lieu de loyalisme et crée ou détruit la cohésion des forces.

Nulle institution vraiment solide et durable n'assure la stabilité et la continuité du pouvoir. A de certains moments, l'empire marocain donne l'impression d'un puissant État; on pourrait croire que l'édifice est bâti de mains d'ouvrier et n'aura plus qu'à se développer :

en réalité, l'amélioration est toute passagère, les progrès ne s'accumulent pas, ne se fondent pas, ne contribuent pas à la constitution d'un organisme capable de survivre aux révolutions dynastiques. Ce n'est pas tout à fait une armée en marche, qui se dissout en fin de campagne; mais c'est tout au plus, comme on l'a dit, une féodalité à liens très lâches, une féodalité qui n'évolue pas, qui n'aboutit pas, et dont la discipline générale dépend seulement de la personne du chef.

C'est pourquoi cette histoire est une étrange suite de surrections et d'effondrements, d'extensions et de resserrements brusques. Les limites de l'empire marocain flottent à la façon d'un vêtement trop large, que la moindre pluie colle au corps : elles entourent, par moments, l'Espagne, toute l'Afrique du Nord, la Mauritanie, les pays du Sénégal et du Niger; elles font refluer vers Fès ou Marrakech les monceaux d'or, les troupeaux d'esclaves, et tout d'un coup se reploient, décèlent le corps dans sa maigreur. Mais il y a un corps, et voilà la vraie source de force et l'originalité des empires marocains.

Ce corps, ce n'est pas seulement le squelette du pays, bien charpenté, qui garde à travers toutes les révolutions son utilité naturelle; c'est aussi de la chair vivante : une race qui survit à toutes les dynasties et demeure obscurément l'acteur principal du drame, — la race berbère, avec sa passion de l'indépendance, son goût des profits assurés, son courage et sa ténacité, sa volonté de durer.

Et c'est cette race qui, conduite par les chefs religieux de son choix, porte la guerre de Tolède à Tombouctou, de Marrakech à Tunis, lance des pirates à travers les mers, repousse les assauts de l'Europe, puis, s'arrête soudain dans sa marche en avant, se tourne contre ses maîtres, se divise et remplace les guerres

d'expansion par de longues luttes intestines. Sa vie, composée de grands mouvements et de tourbillons, de passades d'unité sur un fond d'individualisme persistant, est celle d'une race qui ne s'est pas tout à fait transformée en un peuple.

Les hégémonies soudanaises[1]. — Dans la zone soudanaise, un élan de conquête analogue a marché de pair avec l'expansion de l'islamisme.

L'Empire de Ghàna, fortement ébranlé par les Almoravides, se désagrège rapidement, et ses principaux vassaux vont profiter de leur liberté reconquise pour se livrer, pendant les sept siècles qui suivent, à toutes les fureurs de la guerre. Sans doute les questions proprement religieuses tiennent-elles ici moins de place que dans la zone méditerranéenne : les fondateurs de dynasties ne s'apparentent pas à Mahomet; ce ne sont pas des schismes qui, en général, délimitent les grandes périodes; il arrive même que les chefs d'États, grisés de puissance, comme le Sonni Ali, empereur du Songoï, persécutent les musulmans, qui blâment leurs excès. Les mobiles d'ordre pratique, conquêtes matérielles, occupation des régions de l'or ou du sel, approvisionnement en esclaves, etc., l'emportent de beaucoup, dans le détail des événements, sur le souci de prosélytisme; mais c'est tout de même l'Islam ou, si l'on préfère, l'exemple des Arabes et des Berbères leurs émules qui, en fin d'analyse, suscite cette frénésie et la propage des rives du Sénégal au Soudan égyptien.

C'est, en quelque sorte, sur les pas de l'Islam que les différents groupes ethniques qui cherchent leur place dans la zone soudanaise naissent à la vie historique. C'est l'Islam qui semble les révéler à eux-mêmes, qui

1. Nous empruntons cette expression à M. Maurice Delafosse.

leur communique le sens de l'aventure et l'avidité de puissance.

Par contre, on peut constater que les groupements réfractaires à l'Islam, si vigoureux soient-ils, demeurent étrangers à ce mouvement d'expansion brutale : tels, dans la boucle du Niger, les empires Mossi, qui résistent, au besoin par la force, aux entreprises de l'Islam et ne sont pas incapables d'activité guerrière, mais s'abstiennent généralement de toute ambition extérieure.

C'est donc à l'Islam, fauteur de guerres, qu'il faut rapporter en somme la fondation et la succession des principaux empires soudanais. Mais tandis que, dans la zone méditerranéenne, une race unique — la race berbère — était intéressée par l'œuvre de conquête et que les conditions de l'histoire tenaient surtout à des luttes dynastiques et des querelles religieuses, la zone soudanaise est partagée entre des races sensiblement différentes, qui rêvent chacune pour elles-mêmes une domination sans limites. Tout au plus est-il permis de comprendre en un même groupe ethnique — le groupe mandé — les diverses populations qui, depuis le VIIIe siècle, ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire de la zone soudanaise; mais cette parenté demeure assez imprécise et regarde l'ethnographie plutôt que l'histoire.

L'histoire de la zone soudanaise, à partir du XIe siècle, apparaît ainsi, non point comme le développement simultané d'États plus ou moins vastes et robustes, mais comme une succession d'hégémonies ethniques, de groupements et de regroupements dans la main des diverses races prépondérantes. C'est donc de rayonnement et d'influence qu'il s'agit ici, plutôt que de pouvoir certain et d'autorité bien assise : le centre de l'empire se déplace, mais les différents groupes conservent à l'ordinaire leur particularisme ethnique et

leurs institutions, qui sont fort variées; les plus éloignés du centre, peuplades des plaines atlantiques, des rares massifs intérieurs ou des abords de la Forêt, parviennent même à s'assurer de longues périodes d'indépendance complète.

Malgré tout, ces dominations flottantes, à forme surtout militaire, ont atteint un haut degré de puissance; à de certains moments, elles ont rassemblé sous leur joug la plus grande partie des territoires qui forment l'Afrique occidentale et n'ont connu d'autres limites que le désert et la forêt; elles ont traité d'égal à égal avec les rois du Portugal, les princes musulmans de l'Afrique du Nord, de l'Égypte, de la Syrie, de l'Arabie, etc. Elles ont vraiment fait figure d'empires et méritent une place dans l'histoire du monde.

La suite des empires dans la zone soudanaise. — Une fois les Almoravides disparus, les États qui composaient le vieil empire de Ghâna profitent des troubles pour recouvrer leur indépendance; mais ce sont, en général, des Soninké, c'est-à-dire des descendants de la famille royale de Ghâna, qui constituent les dynasties locales. On peut donc admettre que, de la fin du XIe à la seconde moitié du XIIIe siècle, l'Afrique occidentale retombe sous l'hégémonie soninké.

Mais cette hégémonie sans unité est battue en brèche par une race vigoureuse qui s'était établie dans les hautes vallées du Sénégal et du Niger, les Malinké ou Mandingues proprement dits. Ce sont les Malinké qui, en 1240, ruinent de fond en comble l'antique capitale de l'empire de Ghâna, Koumbi, et marquent par là leur volonté bien arrêtée de se substituer aux anciens maîtres de l'Afrique soudanaise. Ils prennent pour capitale, près de la rive gauche du Niger, entre Koulikoro et Niamina, la ville de Niani, à laquelle ils donnent

le nom de Mali; bientôt leur autorité est incontestée de l'Adrar et de l'Aïr à la forêt dense, de l'Atlantique au Moyen-Niger, et même dans la région de Kano.

Vers la fin du XIVe siècle, l'hégémonie passe aux Songoï, qui s'étaient installés dans le Moyen-Niger, à Gao, et dont la puissance s'était révélée à la suite de campagnes heureuses contre les Touareg. En plus d'une forte armée, ils organisent une importante flottille de guerre et ne tardent pas à constituer un empire, moins étendu vers l'ouest que celui des Malinké, mais poussé vers le sud jusqu'aux environs d'Abomey.

En 1590, l'empereur de Gao entre en conflit, au sujet des mines de sel de Teghazza, avec le sultan saadien de Marrakech, et celui-ci envoie au Soudan une expédition, composée surtout de renégats espagnols et portugais et armée de mousquets : l'empereur de Gao est tout de suite vaincu, ses États sont férocement pillés, et la domination marocaine s'établit sur le Moyen-Niger.

Mais elle se borne à une occupation brutale, à une exploitation déréglée du pays; elle ne parvient guère à s'étendre, ne provoque que désordre et mécontentement et, vers 1660, s'effondre. L'empire malinké, dont quelques débris subsistaient, semble renaître à la faveur de ces événements; mais ces mêmes événements avaient permis à une peuplade non islamisée, les Bambara, massée sur les rives du Niger de Bamako à Dienné, de se rendre indépendante; les tentatives des Malinké pour soumettre les Bambara provoquent ces derniers à partir en guerre contre leurs voisins et à prendre dans la zone soudanaise une importance inattendue.

L'hégémonie bambara se prolongea jusque vers le milieu du XIXe siècle; mais elle ne fut jamais comparable, ni en vigueur, ni en étendue, à celles qui l'avaient précédée. Elle se partagea entre les Bambara de Ségou et ceux du Kaarta; elle ne put empêcher les Peul, devenus

musulmans, de former dans le Massina un royaume indépendant et de s'annexer la région de Tombouctou : il lui manquait, pour rappeler vraiment l'hégémonie malinké ou songoï, le prestige et la force d'expansion de l'Islam. C'est par l'Islam, d'ailleurs, qu'elle fut peu à peu ébranlée, puis définitivement ruinée : vers 1850, un prophète musulman, El Hadj Omar, s'établit dans le Fouta-Diallon, qui, depuis une soixantaine d'années, était devenu un ardent foyer d'islamisme, se constitue une armée et, remontant vers le nord, impose rapidement aux principaux États de la zone soudanaise une hégémonie toucouleur, que la puissance française sera seule capable d'abattre.

Tels sont les grands empires qui, depuis les débuts de l'islamisation jusqu'à nos jours, ont servi de centres à l'histoire de la zone soudanaise. Mais il est clair qu'ils ne contiennent pas toute cette histoire. Sous leur influence plus ou moins lointaine ou même en marge de leur autorité ont vécu des groupements de moindre envergure, qui, directement ou par contre-coup, ont participé au mouvement de conquête et y ont trouvé l'occasion de s'élever à la dignité d'États : par exemple les royaumes ouolofs et sérères des plaines sénégalaises (Oualo, Diolof, Cayor, Baol, Sine), les royaumes théocratiques des Peul du Fouta-Toro et du Fouta-Diallon, le royaume des Abron dans la région de Bondoukou et celui des Achanti sur la Côte de l'Or, les royaumes du Dahomey et du Bénin, les États sénoufo, etc., sans parler des deux grands états mossi qui, à travers cette longue tourmente, ont trouvé le moyen de conserver leur religion, leur indépendance et leur antique organisation féodale.

A l'est du Niger, la propagation de l'islamisme a mis successivement en branle des populations, qui en général ont échappé aux hégémonies mandé et qui ont formé

pour leur compte de vastes empires assez mal délimités : notamment, à partir du XVIe siècle, le Baguirmi, le Darfour, l'Ouadaï; au XVIIe siècle, le Kordofan. Au début du XIXe siècle, le Haoussa, qui, situé entre le Niger et le Tchad et, partant, entouré de musulmans, était demeuré réfractaire à l'Islam, commence à se convertir sous la pression d'un marabout toucouleur, prophète et guerrier, et tout de suite adopte une politique belliqueuse, qui aboutit à la fondation du vaste empire de Sokoto.

De l'ouest à l'est, l'Islam poursuit sa marche victorieuse et dévastatrice.

4°. *LES CONTRECOUPS DE L'ISLAMISATION : L'AGGRAVATION DE L'ISOLEMENT AFRICAIN.*

A cette mêlée furieuse des populations de l'Afrique méditerranéenne et soudanaise, l'Islam n'a pas borné son action : il a recreusé le fossé, déjà si large et si profond, qui séparait l'Afrique des foyers de civilisation.

Notons tout de suite que ce grand fait n'a pas la cause simple qu'on invoque si volontiers, à savoir, l'intolérance de l'Islam, le « fanatisme musulman »; du moins cette cause-là n'apparaît-elle pas la première dans l'ordre chronologique. L'Islam n'est pas foncièrement intolérant; il admet sans peine que d'autres religions vivent à ses côtés, il évite de s'engager en des persécutions purement religieuses, et son libéralisme s'accentue encore, quand il passe de l'âme arabe dans l'âme berbère ou soudanaise.

Mais l'Islam n'est pas qu'une religion : c'est, tout autant, une source d'organisations politiques, et ce qu'on appelle son intolérance ou son fanatisme n'est le plus souvent que désir d'indépendance ou de puis-

sance. En fait, l'entrée de l'Islam en Afrique a provoqué, nous venons de le voir, la formation ou le développement de grands empires, l'application aux populations africaines de formules d'unité fort différentes des formules européennes, et par là même l'Europe s'est trouvée brusquement rejetée hors de l'Afrique. Voilà l'événement primordial, sur lequel des tendances plus nettement religieuses viendront se greffer par la suite.

L'Europe, il est vrai, se résigne malaisément à cette éviction et tente, durant tout le Moyen Age, des retours offensifs dans cette Afrique du Nord qu'elle considère volontiers comme une dépendance naturelle de ses puissances maritimes. Par ailleurs, le catholicisme, plus ardent que l'Islam à conquérir des âmes, rêve de reprendre un domaine usurpé par une religion concurrente. C'est ainsi que l'isolement de l'Afrique va se renforcer encore et se donner pour longtemps ce double retranchement : la xénophobie de populations menacées dans leur liberté, la haine de croyants irrités par des tentatives de conversion.

Les Normands. — Dès le milieu du XIe siècle, une race singulièrement entreprenante, les Normands, essaime des rives de la Manche dans l'Italie méridionale et en Sicile, soumet les musulmans qui s'y étaient installés, y fonde un royaume et, pourvue d'une solide flotte, jette son dévolu sur l'Afrique du Nord.

Aidés par les rivalités locales qui caractérisent cette période anarchique de l'histoire d'Afrique, conduits par des princes comme Roger II, les Normands se rendent maîtres des principaux points du littoral tunisien, imposent aux villes conquises des institutions administratives et judiciaires et même une étrange religion où semblent se combiner le dogme catholique, la loi coranique et l'astrologie. On pouvait croire que

l'Afrique du Nord allait redevenir une colonie européenne.

Mais les successeurs de Roger II sont loin de le valoir, et surtout la Berbérie retrouve sa vigueur et son unité avec l'avènement de la dynastie des Almohades. En 1160 les Normands sont vaincus sur terre et sur mer, et leur proie africaine leur échappe.

Ils essaient bien, dans les années qui suivent, de la ressaisir, mais en vain. Ils se détournent alors sur le Levant, où le royaume de Jérusalem les attire. Puis, leurs démêlés avec la papauté paralysant leur action dans la Méditerranée, ils renoncent à toute entreprise de conquête africaine et se contentent de nouer des relations commerciales avec les princes de Tunis.

Les Croisades de Saint Louis. — Vers le même temps les Croisades provoquaient une nouvelle série de chocs entre l'Europe et l'Afrique méditerranéennes.

Ce sont d'abord les côtes égyptiennes que les croisés essaient d'occuper en passant : la possession du port de Damiette et le libre accès du Nil leur paraissaient indispensables pour la délivrance de la Terre sainte; d'autre part, les sultans d'Égypte ne se faisaient pas faute d'attaquer les royaumes chrétiens de Palestine, et c'est, par exemple, Saladin, sultan d'Égypte, qui, en 1187, réoccupe Jérusalem, conquise par la Seconde Croisade. Expéditions fort coûteuses et, d'ailleurs, vaines, qui aboutissent au désastre de Mansourah et à la captivité de Saint Louis.

Ce fut ensuite au tour de la Tunisie de servir d'escale aux croisés. On invoquait les secours prêtés par le roi de Tunis au sultan d'Égypte, les pirateries de ses sujets, la nécessité d'assurer la retraite, les facilités de conquête dues à la famine qui désolait le pays, etc; surtout, Saint Louis était convaincu que le roi de Tunis ne

demandait qu'à se convertir, et son frère Charles d'Anjou, roi des Deux-Siciles, voulait, de son côté, reconstituer en entier le domaine des princes normands dont il était l'héritier. L'aventure eut l'issue lamentable que l'on sait : Carthage fut prise, mais un retard de Charles d'Anjou rendit ce succès inutile; l'épidémie de peste ruina l'armée et emporta Saint Louis.

Après la mort de Saint Louis, quelques-uns des chefs songeaient à continuer une expédition qui, malgré tout, pouvait être fructueuse. Mais le nouveau roi de France, Philippe, était pressé de rentrer pour prendre possession de son trône, et Charles d'Anjou n'était pas moins impatient de rejoindre ses États. On signa une trêve de quinze ans : les croisés devaient partir sans retard, les prisonniers seraient rendus de part et d'autre, le roi de Tunis consentait à payer une forte indemnité de guerre et permettait aux prêtres chrétiens de s'établir dans le pays.

Le retour fut aussi désastreux que la campagne : la flotte fut assaillie par la tempête et plusieurs navires coulèrent, — notamment, dit-on, celui qui portait l'or de l'indemnité.

Le rêve des croisés rejoignait celui des princes normands.

Les Croisades espagnoles et portugaises. — Il est vrai qu'avec l'intervention des Espagnols et des Portugais allait s'ouvrir une nouvelle ère de croisades spécialement africaines.

Les sultans mérinides du Maroc, avec l'aide d'Européens renégats, avaient créé une flotte puissante et répandaient la terreur dans tout le bassin méditerranéen, et jusque sur les côtes atlantiques; mais cette fructueuse industrie de la « course » avait en fin de compte exaspéré les peuples chrétiens qui en payaient les frais, et par-

ticulièrement les Espagnols et les Portugais. D'autre part, les Mérinides, aventuriers sans prestige religieux, ne tardèrent pas à s'affaiblir : les Espagnols se vouèrent ardemment à la « reconquista », libérèrent l'Andalousie de la domination marocaine et portèrent la guerre chez leurs anciens maîtres.

C'est une croisade tout autant qu'une lutte nationale : « Il ne faudra, écrit la reine Isabelle dans son testament, ni interrompre la conquête de l'Afrique ni cesser de combattre pour la foi contre les infidèles », et c'est, d'ailleurs, un cardinal, Ximénès, qui est l'un des chefs les plus apparents de cette politique.

Les Espagnols, sur le littoral méditerranéen, prennent Mélilla, Mers-el-Kébir, Oran, Bougie, Alger, Tripoli, etc. ; les Portugais, de leur côté, occupent les principaux points de la côte atlantique du Maroc. Dès les premières années du XVIe siècle, et fort peu de temps après la chute du royaume musulman de Grenade, la Berbérie était donc menacée dans son indépendance, et la Méditerranée semblait tout près de redevenir un lac européen.

Le renforcement de l'Islam : l'invasion turque. — Mais au moment où les Espagnols et les Portugais touchaient au succès, l'Islam dressait devant eux, à l'est comme à l'ouest du bassin méditerranéen, des barrières nouvelles.

A l'est, ce sont les Turcs qui, après avoir pris Constantinople, poursuivent leurs conquêtes dans le nord de l'Afrique. Ils s'emparent de l'Égypte en 1517, et les audaces de leurs corsaires les amènent bientôt en Berbérie : en quelques années, les Barberousse chassent les Espagnols des côtes de la Tunisie et de l'Algérie, aménagent le port d'Alger pour y installer leur quartier général et font hommage de leurs conquêtes au sultan de Constantinople.

Tout cela se passait sous le règne de Charles-Quint; mais Charles-Quint n'était pas seulement roi d'Espagne : ses États de l'Europe centrale étaient également menacés par les Turcs, et il lui fallait par ailleurs tenir tête à la France, limiter les effets politiques de la Réforme, organiser des expéditions dans le Nouveau-Monde.

De 1535 à 1540, avec des ressources appelées d'Italie, d'Allemagne, des Flandres, du Portugal, il parvient à réoccuper les principaux points du littoral algérien et tunisien et même à imposer sa suzeraineté aux rois de Tunis et de Tlemcen. Mais cette domination demeure précaire et timide : les points occupés sont, en général, isolés au milieu de populations hostiles; les garnisons sont abandonnées à elles-mêmes, sans solde régulière, sans renforts, sans prestige, obligées de vivre sur le pays. Les Turcs d'Alger lancent contre elles d'incessantes attaques et bientôt trouvent dans le roi de France un allié. Cinq ans après la reprise de Tunis, la situation de l'Espagne dans l'Afrique du Nord est à nouveau compromise : d'importantes expéditions échouent devant Alger, devant Tripoli; les défaites de détail s'accumulent et la grande croisade de 1569, qui aboutit à la victoire de Lépante et à la réoccupation momentanée de Tunis, ne change pas sensiblement le cours des événements.

Dès avant la fin du XVIe siècle, les Espagnols ne possèdent plus sur les côtes de la Tunisie et de l'Algérie qu'Oran et Mers-el-Kébir, et ce résidu de puissance est continuellement menacé. Les Turcs ont pris la place qui semblait, un moment, leur être réservée : ils règnent par la violence et la cruauté, nourrissent leur religion d'un fanatisme et d'une intransigeance qui, jusqu'alors, avaient été fort étrangers aux Berbères, propagent dans toute l'Afrique du Nord le mépris et la haine du chrétien et mènent, sous forme de piraterie, une guerre

sainte qui habituera l'Europe à regarder l'Afrique comme une ennemie héréditaire.

La renaissance islamique au Maroc. — L'ouest de la Berbérie avait été protégé de l'invasion turque par sa situation naturelle et par le caractère religieux de ses institutions; mais la domination européenne y rencontra des difficultés d'un autre ordre et, là encore, le fossé qui séparait l'Afrique de l'Europe s'approfondit.

Installés sur les côtes du Maroc, les Espagnols et les Portugais n'avaient pas tenté grand effort pour se faire accepter des populations et transformer leur conquête en colonie. Ils appliquaient au Maroc le même traitement qu'à leurs possessions d'Amérique et se contentaient d'exploiter les indigènes sans rien leur donner en retour, sans assurer, par exemple, l'ordre dans le pays. Aussi vivaient-ils entourés d'ennemis : ils n'osaient guère sortir de leurs places fortes et devaient parfois soutenir de vrais sièges contre les tribus berbères. La présence des Espagnols et des Portugais sur la frange du Maroc n'a donc fait qu'irriter les Marocains contre les chrétiens et fortifier leur particularisme.

Comme à l'ordinaire, le mécontentement des populations marocaines prit une forme surtout religieuse. Ce fut, par tout le pays, un réveil des idées de guerre sainte : une renaissance de l'Islam se produit soudainement; de pieux personnages, des saints ou marabouts, parcourent les villes et les tribus, haranguent la foule qui les écoute avidement, prêchent à la fois le retour à la pure doctrine musulmane et le soulèvement contre l'étranger.

Pour conduire cette guerre sainte, il fallait une dynastie dont le prestige religieux fût incontesté : les marabouts ruinent l'autorité des sultans mérinides et poussent au pouvoir des Chérifs ou descendants du Prophète

par les femmes, que les luttes religieuses et politiques avaient jadis refoulés dans le désert et d'où sortirent la dynastie des Saadiens, puis celle des Alaouites, qui dure encore.

Saadiens et Alaouites ne faillirent pas au rôle que la faveur populaire leur avait confié : ils furent vraiment les héros de la guerre sainte. Vers la fin du XVIe siècle, la plupart des places fortes du littoral étaient libérées de l'occupation étrangère, et les rapports du Maroc avec l'Europe changeaient du tout au tout : la haine des chrétiens s'implantait dans le Moghreb comme elle s'était implantée avec les Turcs sur les côtes algéro-tunisiennes et constituait le fond permanent de la politique.

La Méditerranée devenait un abîme.

5° *LE DÉPLACEMENT DES VOIES MARITIMES ET LE DÉVELOPPEMENT DES EMPIRES INDIGÈNES DANS L'AFRIQUE AUSTRALE ET ORIENTALE.*

La décadence du commerce méditerranéen. — Jusque-là, l'islamisation de l'Afrique, si elle avait ruiné les rêves européens de domination politique, avait sans doute contrarié le commerce méditerranéen, mais par à-coups et sans le paralyser tout à fait.

Du début du XIe siècle à la fin du XIIIe, ce commerce, aux mains des principautés italiennes et de villes ou d'États méditerranéens comme Marseille, Montpellier, Majorque, l'Aragon, la Catalogne, etc., s'était même largement développé et surtout régularisé : il fondait ses entreprises sur des traités en forme et disposait, dans les centres ouverts à son action, de « fondouks » ou territoires réservés, directement administrés par les consuls.

L'affaiblissement des dynasties berbères, les troubles des cités italiennes, la guerre de Cent ans avaient compromis ces rapports pacifiques, et les Flamands avaient tenté de déplacer à leur profit l'axe commercial de l'Europe : la route du Rhin et de la Meuse se substituait à celle du Rhône et de la Seine. Puis, un grand homme d'affaires, Jacques Cœur, et, à sa suite, Charles VII et Louis XI, avaient un moment rendu à la France la suprématie dans la Méditerranée.

Mais, au XVIe siècle, tout s'écroule à nouveau. Les quelques avantages obtenus par François Ier, grâce au renversement de sa politique africaine, n'empêchent pas que, dans l'ensemble, le commerce européen soit évincé de l'Afrique septentrionale, et les navigateurs vont résolument chercher des compensations dans les autres régions du continent africain.

De la Méditerranée vers l'Océan. — La lutte contre l'Islam et les rapports commerciaux avaient fait pénétrer en Europe certaines acquisitions de la civilisation arabe, — notamment des idées géographiques toutes nouvelles et fort étendues; les Arabes avaient aussi poussé très loin la science nautique et, sur ce point encore, ils furent les maîtres de l'Europe. Ainsi, à mesure qu'elle prenait contact avec la civilisation arabe, l'Europe se trouvait mieux armée pour la découverte de l'Afrique et, de plus en plus déçue dans l'Afrique du Nord, elle passait, dès la fin du XIIIe siècle, mais surtout à partir du XIVe, de la Méditerranée dans l'Océan.

Les mêmes peuples qui étaient en rapports avec l'Islam méditerranéen composèrent ce mouvement d'expansion océanique : Italiens, Français, Espagnols, Portugais. En revanche, certains peuples, qui joueront plus tard un rôle de premier plan dans l'histoire de l'Afrique, ne prennent pour le moment nulle part à ces événements :

c'est qu'ils ne sont pas nés encore à la grande vie maritime ou n'ont pas pris forme de nations; l'Angleterre, en particulier, ne commencera vraiment à se donner une organisation commerciale qu'au XVIe siècle, et elle ne s'occupera sérieusement de l'Afrique que le jour où elle possédera l'Inde.

Il semble bien que ce soient les Gênois qui aient montré la route : ils s'intéressaient, d'ailleurs, beaucoup moins à l'Afrique elle-même qu'à l'Asie et cherchaient avant tout la route des Indes par le périple de l'Afrique. D'autres Italiens, au service du roi de Portugal, ne tardent pas à les imiter et, dès le milieu du XIVe siècle, les Açores et les Canaries étaient reconnues. Mais — sans doute par la faute de l'alizé du nord-est, — les découvertes demeuraient tout insulaires : le mystère de l'Afrique proprement dite n'était pas encore effleuré.

Comme les Gênois, les Français, qui les suivent de près, s'attardent longtemps autour des archipels océaniques. Puis, tout au début du XVe siècle, ils parviennent à forcer le vent et fondent des comptoirs sur la côte occidentale, depuis le Cap-Vert jusqu'au fond du golfe de Guinée. La guerre de Cent Ans compromet cette belle aventure, mais la route était désormais connue et ne devait plus être abandonnée : les Dieppois gardent précieusement la tradition, et quand, au XVIe siècle, la géographie et la navigation sortent décidément du cercle étroit où le Moyen Age les avait maintenues, les Français se trouvent en bonne posture pour renforcer leurs premières acquisitions. L'entreprise s'étend, gagne l'Afrique équatoriale et australe : Henri IV, avec son audace habituelle, songea très sérieusement à garantir à la France, envers et contre tous, la possession des principales escales de la route des Indes.

Quant à l'Espagne, elle aussi commence par convoiter ardemment les archipels océaniques et, en particulier,

les Canaries qui, après quelques vicissitudes, lui restent. Mais, au contraire des Gênois et des premiers navigateurs français, elle ne désire pas seulement ces îles pour elles-mêmes; elle les regarde comme une voie naturelle d'accès à la possession du continent et prétend trouver dans la côte voisine l'arrière-pays tout désigné des îles.

Mais ces peuples européens se présentent au combat avec des chances inégales : alors que cette lutte difficile exigerait des efforts soutenus et des ressources abondantes, ils demeurent occupés par des expéditions méditerranéennes de plus en plus pénibles et surtout par une politique européenne terriblement active; ils n'obtiennent, en fin de compte, que des succès de détail; ils sont bientôt obligés de s'effacer devant l'État qui, seul, a pu se donner tout entier à cette tâche et qui a placé en elle tout son avenir : le Portugal.

Les périples : la fondation de l'Empire portugais. — Le Portugal est naturellement penché vers l'Océan, largement ouvert sur l'immensité des eaux; son attention n'est pas retenue par les mille problèmes politiques que soulève une mer fermée. Situé à l'extrémité occidentale de l'Europe, il est comme le cap d'où doivent s'élancer les expéditions les plus audacieuses. Aussi, dès que son unité a été réalisée, s'est-il trouvé capable d'aborder, avec plus de méthode et de suite que ses rivaux, les longues entreprises maritimes.

L'Afrique du Nord ne cesse pas de l'intéresser; mais il s'est choisi dans cette vaste région une part très déterminée, qui semble lui revenir de droit, parce qu'elle est à ses portes et lui paraît nécessaire à l'ensemble de son plan de campagne : la côte océanique du Maroc. Il en poursuit la conquête avec ténacité et, au début du XVIe siècle, paraît toucher à son but; mais la renaissance de l'Islam, nous l'avons vu, renverse cet édifice

qui, pourtant, dépassait en étendue et en solidité celui de l'Espagne. Du moins la côte océanique du Maroc a-t-elle, jusqu'à cette déroute, fourni au Portugal d'utiles escales pour sa marche en avant.

Comme ceux des puissances méditerranéennes, les voyages des Portugais dans l'Océan s'étaient d'abord engagés sans plan d'ensemble. Mais vint Henri le Navigateur, qui s'entoura de savants et de marins et qui, de sa résidence de Sagrès, mit de l'ordre et de la clarté dans les projets d'expansion africaine.

Dès les premières années du XVe siècle, les expéditions se multiplient, et les découvertes s'accumulent, se complètent, se recoupent. Toutes les îles et les côtes du golfe de Guinée sont explorées et, en certains points, occupées. Surtout, le voile qui couvrait la vraie forme de l'Afrique tombe et laisse la voie libre à la circumnavigation du continent : sur la foi d'une hypothèse aristotélicienne, reprise et développée par Platon, le Moyen Age s'était imaginé que l'Afrique allait s'élargissant vers le sud et que, soudée à l'Asie orientale, elle faisait de l'Océan Indien un grand lac maritime; cette erreur avait, durant des siècles, immobilisé la géographie africaine et empêché le renouvellement de voyages audacieux comme ceux des époques phénicienne et ptolémaïque. Or, en 1431, Diégo Cam franchit l'Équateur, visite la côte congolaise et reconnaît que l'Afrique va s'amincissant vers le sud; à la fin du XVe siècle, Barthélemy Diaz, pour vérifier ce renseignement, longe la côte occidentale jusqu'au 24e degré de latitude Sud, puis, prend le large et pique droit au sud, mais, poussé par une tempête, il dépasse sans le savoir la pointe extrême de l'Afrique et périt; Vasco de Gama, accompagné du pilote de Diaz, reprend la même route, touche Sainte-Hélène, double le cap de Bonne-Espérance et atteint en 1498 la côte de Malabar. Le problème du « Grand

Continent austral » n'était pas complètement résolu, et jusqu'au milieu du XVIIe siècle des navigateurs en poursuivirent la solution; du moins, la terre supposée se séparait de l'Afrique et reculait vers le sud, les « périples » africains devenaient monnaie courante et, en quelques années, la route des Indes était repérée, jalonnée, pacifiée, outillée pour le commerce.

On peut dire qu'à cette époque toute l'Afrique, en dehors du bassin méditerranéen, est en train de devenir portugaise. L'action des Portugais ne se limite pas aux rivages : elle pénètre dans les régions de l'intérieur, entre en contact avec la vie des États indigènes du Congo, du Monomotapa, du Zambèze, de l'Abyssinie, etc. Par exemple, le grand Albuquerque, qui rêve de substituer par toutes sortes de moyens — guerres et diplomatie, — l'influence portugaise à l'influence musulmane dans l'océan Indien, envoie à la reine d'Abyssinie un fragment de la vraie croix et la presse en même temps de détourner le cours du Nil vers la mer Rouge, pour ruiner l'Égypte et surtout le port de Suez, qui opposaient au commerce portugais une vive concurrence. C'est bien, on le voit, d'un véritable « impérialisme » qu'il s'agit.

Il est vrai que les contemporains ont tout juste soupçonné ces événements considérables. L'objet des Portugais était de monopoliser la commerce de l'Orient, non point pour leur propre consommation et l'échange de leurs produits, mais pour servir d'intermédiaires entre l'Europe et l'Asie; et il leur semble nécessaire, à cet effet, d'accaparer les routes de l'Océan, de les fermer aux autres peuples, de réaliser à leur profit la mer fermée, « mare clausum ».

Aussi gardent-ils jalousement le secret de leurs découvertes. Bien mieux, à la façon des Phéniciens, ils déforment la vérité, créent d'effrayantes légendes; au besoin, quand ils aperçoivent sur leur route un navire

étranger, ils s'échouent pour le décourager et l'amener à rebrousser chemin. En même temps, ils recourent à des procédés plus diplomatiques, prennent en quelque sorte des brevets d'invention : par exemple, pour s'assurer le privilège de la route du Cap, ils se font reconnaître par le pape Nicolas V, puis par les papes Sixte IV et Alexandre VI, comme les seuls navigateurs autorisés à fréquenter les côtes d'Afrique et îles adjacentes, depuis le Cap Noun jusqu'à la Guinée.

A ces prétentions les autres États européens opposaient avec une force croissante le principe de la liberté des mers : « Je voudrais bien voir, disait par exemple François Ier, la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde. » Bientôt, une véritable guerre de course s'engagea contre les maîtres de l'Océan; mais Charles Quint prit en mains la cause des Portugais, et les rois de France furent obligés de céder. Ainsi, pendant de longues années, le Portugal dut à la ruse, à la diplomatie ou à la violence, à sa vaillance aussi, le monopole de la colonisation africaine et put à loisir développer ses immenses domaines.

L'organisation des Colonies portugaises. — Organisation est sans doute un bien grand mot pour caractériser une action qui longtemps hésita sur ses principes et ne fut guère féconde.

Ce qui provoque avant tout l'expansion africaine du Portugal, c'est une intention purement commerciale; la colonisation n'intervient que par surcroît, et c'est l'organisation de ce commerce — organisation réelle et forte, celle-là, — qui commande toute la politique coloniale.

Le Portugal ne procède pas, comme plus tard la France et la plupart des États européens, par création de compagnies privilégiées : le commerce colonial cons-

titue une entreprise d'État, il est tout entier placé sous l'autorité de la Couronne, le gouvernement seul peut déléguer son droit de commercer et se réserve toujours certaines parties du trafic. De là tous les inconvénients du monopole, mais aussi une forte unité de direction, une solide protection et d'abondantes ressources.

Au début, ce commerce, pourvu d'énormes « carraques » et armé en guerre, semble dispenser les Portugais d'installations territoriales vraiment étendues : ils naviguent d'ordinaire à bonne distance des côtes, et il leur suffit de posséder une chaîne de comptoirs et de points de ravitaillement, défendus par des fortins et de faibles garnisons. Parfois même, ils n'entretiennent dans ces escales ni soldats ni fonctionnaires : par exemple, dans certaines îles inhabitées, ils se contentent de laisser des porcs et des chèvres, qu'ils retrouvent plus nombreux au voyage suivant et qui leur permettent de se ravitailler.

Au XVIe siècle, les escales portugaises changent de caractère : l'exploitation du commerce des Indes n'a pas donné les profits attendus, les routes de la mer sont de plus en plus disputées, et l'occupation des points importants de la côte évolue rapidement vers la conquête et la colonisation.

Les établissements portugais d'Afrique, et notamment l'Angola et le Mozambique, prennent alors figure d'empire. Les missionnaires jésuites poussent à cet enracinement, bâtissent de vastes édifices, agissent directement sur les populations indigènes, propagent la langue et la religion du peuple-maître et, du même coup, la colonisation privée se développe.

Mais cette mise en valeur se montre singulièrement brutale et peu scrupuleuse dans le choix de ses moyens. Elle subordonne en toute occasion les intérêts des indigènes à ceux des conquérants; sans le moindre ménage-

ment, elle instaure un régime de grande propriété au profit des Européens ou de leurs descendants mulâtres. Les représentants de l'État, militaires ou civils, ne pensent qu'à s'enrichir, et le gouvernement semble les tenter à plaisir : ils sont autorisés à commercer pour leur compte et, pour comble, il est passé en tradition que l'administration coloniale est renouvelée tous les trois ans. Enfin, le clergé portugais, se sentant en pays asservi, donne libre cours à ses besoins d'intolérance et de tyrannie : il s'empresse d'acclimater l'Inquisition en ces pays déjà terrifiés par la férocité des procédés administratifs et commerciaux.

Sauf en quelques coins privilégiés, cette politique produisit des effets désastreux. Il apparut bientôt que la mise en valeur était décidément manquée et que les frais d'installation ne seraient jamais amortis par des revenus licites et réguliers. C'est alors qu'effrayés par ces menaces de faillite, les Portugais se consacrèrent à peu près exclusivement à la traite des noirs. La conquête de l'Amérique équatoriale et tropicale ne pouvait que favoriser ce genre de trafic, et ce furent les Portugais qui restèrent pendant longtemps les principaux fournisseurs d'esclaves.

Une sorte d'orgueil dédaigneux ne cesse d'inspirer cette politique de marchands qui, trop facilement enrichis, se croient assurés de l'avenir. Ils méprisent leurs concurrents non moins que leurs sujets, et, par exemple, arrêtent au port européen de débarquement leur fonction commerciale : il leur répugne de s'abaisser au métier de colporteurs, ils attendent qu'on vienne s'approvisionner dans leurs magasins; d'autres peuples s'emparent du rôle vacant, et le développement de ce commerce de transit les conduit naturellement au grand trafic.

Divers événements achèvent de ruiner les Portugais et de les priver de la maîtrise des mers, — notamment

l'annexion du Portugal à l'Espagne en 1580 : l'Espagne, toute à ses colonies d'Amérique, néglige les possessions africaines; d'autre part, les ennemis de l'Espagne deviennent les ennemis du Portugal, pourchassent ses vaisseaux, attaquent ses établissements.

Au XVIIe siècle, la décadence des colonies portugaises d'Afrique est manifeste : l'Empire portugais est mûr pour le partage.

Le partage du commerce africain : les Compagnies. — Le Portugal avait fait à ses dépens, mais au profit des États européens qui devaient prendre sa succession, une coûteuse expérience : « Malgré toutes leurs belles résidences, écrivait l'anglais Thomas Roe au XVIIe siècle, les Portugais sont réduits à l'état de mendicité par l'entretien de soldats, et cependant leurs garnisons ne sont que médiocres... Prenez comme règle de conduite cette maxime : celui qui cherche des profits doit tenir la mer et mener pacifiquement son commerce; mais s'embarrasser, de gaieté de cœur, de garnisons et d'expéditions, c'est pure folie ».

Aux conquêtes et aux entreprises d'État, les rivaux des Portugais vont donc tendre à substituer des entreprises purement commerciales, des associations d'armateurs. Mais la tâche est rude, les risques sont gros, l'esprit de suite est indispensable, l'État ne peut se désintéresser d'œuvres qui augmentent sa richesse et qui étendent son rayonnement; par ailleurs, l'esprit du temps voit dans le privilège la règle de toute organisation et la condition de tout succès : pour toutes ces raisons, les associations d'armateurs deviennent rapidement des compagnies à monopole.

L'organisation de chaque Compagnie est déterminée par une charte, sorte de contrat passé entre le gouvernement et les actionnaires. En général, les obligations

de la Compagnie demeurent assez vagues : on lui demande avant tout de réussir, on se contente de contrôler ses opérations financières ; par surcroît, on lui impose le devoir de faire pénétrer la religion chrétienne dans les pays barbares et de soutenir, le cas échéant, l'action du clergé. Il est vrai qu'avec le progrès de ce genre d'affaires, une double évolution se constate dans la teneur et l'esprit de la plupart des chartes : d'une part, l'intervention du pouvoir dans l'organisation intérieure des Compagnies va grandissant ; d'autre part, la conversion religieuse apparaît de plus en plus comme un moyen de colonisation et de moins en moins comme une croisade.

En revanche, les avantages concédés aux Compagnies sont nombreux et prévus avec précision. Ils consistent en privilèges généraux et permanents (monopoles commerciaux et territoriaux, tenure féodale, délégation de droits régaliens, etc...) et en faveurs de détail, occasionnelles, surtout réservées à la période difficile des débuts (subventions, souscriptions, primes, etc...). Enfin, la gouvernement exerce sur les Compagnies une sorte de tutelle bienveillante, prend en mains leur publicité, rabat pour elles les capitaux et les colons.

L'exemple fut donné par les Hollandais, qui, premiers héritiers des Portugais, détinrent au XVIIe siècle, de la Côte de l'Or au pays des Cafres, le monopole de l'or, de l'ivoire, du cuir, de la gomme et surtout des esclaves. Ils évitèrent avec soin tout établissement continental et réalisèrent de beaux profits ; mais, vers la fin du XVIIIe siècle, la Hollande connut en Europe des jours pénibles et perdit à son tour la maîtrise des mers : la plus importante de ses Compagnies cessa d'envoyer des vaisseaux sur les côtes d'Afrique et céda ses privilèges à des particuliers, en échange de quelques droits fixes et de pourcentages sur les affaires.

Les Compagnies françaises apparaissent à la fin

du XVIe siècle et deviennent très nombreuses au XVIIe. Richelieu concevait surtout des colonies de peuplement; Fouquet et Colbert voulaient y ajouter des colonies de commerce et d'exploitation. Mais quelle que soit la destination dernière des Compagnies françaises, toutes ou presque toutes — Levant, Bastion de France, Sénégal, Indes occidentales, Guinée, etc..., présentent ce caractère commun d'être nées de l'action directe de la royauté : aussi disposent-elles de privilèges particulièrement nombreux et de monopoles qui constituent les types du genre. Elles diffèrent aussi des Compagnies hollandaises par les tendances générales de leur activité : de leur plein gré ou sous l'influence de la royauté, elles se préoccupent d'exploration et d'installation territoriale en même temps que de commerce; leurs agents rêvent d'étendre, au delà des mers, le patrimoine de la France par des traités avec les princes indigènes, parfois même par des coups de mains, et de véritables colonies s'amorcent autour des comptoirs. Mais l'histoire des Compagnies françaises — peut-être à cause de ces velléités impérialistes, — est constamment dominée par les événements d'Europe : elles vivent dans une perpétuelle inquiétude.

L'Espagne, le Portugal essaient de suivre le mouvement et de lutter avec ces armes nouvelles contre leurs concurrents; la Prusse même fonde une Compagnie d'Afrique; mais ces tentatives restent à peu près vaines et ne comptent pas devant le succès d'un état nouveau venu en Afrique : l'Angleterre.

Dès le XVIe siècle, les Anglais lancent sur l'Afrique des Compagnies de commerce qui, bien outillées et favorisées par la nation plus encore que par le gouvernement, ont presque toutes réussi. Au contraire des Compagnies hollandaises, mais avec moins de fièvre que les Compagnies françaises, les Compagnies anglaises ont mené de

front le commerce et la colonisation : la plupart d'entre elles sont parvenues à fonder ce que les historiens anglais appellent des colonies à charte, par opposition aux colonies de lords-propriétaires et aux colonies de la Couronne.

L'histoire des Compagnies se révèle donc, dans son ensemble, comme une suite de prépondérances maritimes qui se manifestent de plus en plus par des occupations territoriales et par la formation de zones nationales d'influence. Mais ces faits ne sont vraiment sensibles qu'aujourd'hui : jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les possessions de l'Europe en Afrique demeurent bien restreintes, limitées à quelques points des côtes, et l'action de la politique européenne sur les destinées des groupements indigènes, tout en étant fort importante, est surtout indirecte.

Le développement des Empires indigènes dans l'Afrique centrale, australe et orientale. — Chassés par l'Islam du nord de l'Afrique, convertis à la politique commerciale par l'échec de leurs essais de domination, insuffisamment préparés à l'occupation méthodique des lointaines et redoutables régions de l'Équateur et des Tropiques, les peuples européens appliquent à l'Afrique centrale, australe et orientale ce mode d'exploitation à distance, que les Arabes des Sultanats avaient inauguré.

Avec des moyens qui varient selon leur tempérament, ils attirent à leurs comptoirs de la côte les riches produits du continent, l'or, l'ivoire et surtout les esclaves. Les princes indigènes, avec leur inconscience et leur avidité de primitifs, se font leurs rabatteurs et mettent l'intérieur en coupe réglée pour satisfaire aux demandes; pillages, razzias, guerres acharnées pour la possession des régions aurifères et l'approvisionnement en captifs, tel est le régime ordinaire que vont subir les populations

indigènes : digne pendant du régime de fureur que l'Islam a déchaîné dans les régions méditerranéennes et soudanaises.

De ce chaos d'événements douloureux surgissent de grandes unités politiques. Quelques-unes étaient déjà dessinées avant l'intervention des Européens et s'étaient développées, pour des raisons analogues, au contact des sultanats arabes. Mais c'est surtout à partir du XVIe siècle que les conflits provoqués par les appétits européens les engagent à fond dans leurs destinées et opèrent comme une sélection parmi les groupements locaux.

Tandis que certaines peuplades, mal armées pour la lutte, sont refoulées dans les régions de sécheresse ou d'humidité excessive et se transforment en réservoirs d'esclaves et de porteurs, d'autres, sans atteindre le degré de puissance et l'éclat des empires soudanais, finissent par garder de leur entraînement belliqueux quelques traditions de discipline, une ébauche d'armature politique, qui permettent de voir en elles tout autre chose qu'une poussière de tribus. Tels sont, du côté atlantique, les royaumes de Loango ou des Brama, du Congo, d'Ansika, des Bachimba ; dans l'Afrique australe, la vaste confédération des Betchouana ; du côté de l'océan Indien, l'antique royaume du Monomotapa, les royaumes du Lounda, des Barotse, du Katanga, de l'Ouroua, des Manyéma, de l'Ounyamouézi, de l'Ouroundi, de l'Ouganda, de l'Ounyoro, etc.

Jusqu'au XIXe siècle, ces empires sont restés aux mains de dynasties indigènes. Mais les Européens, comme les sultans arabes, sont fréquemment intervenus dans leurs démêlés ou leur vie intérieure ; il y ont noué des intrigues qui, s'ajoutant à la sauvagerie du milieu et aux rivalités commerciales, ont entretenu le désordre et la violence. Par exemple, l'Abyssinie, si jalouse de

son antique indépendance, faillit être victime de la politique portugaise : assaillie par les musulmans au début du XVe siècle, elle accepte les offres de secours des Portugais et repousse en effet le sultan du Harrar; mais les missionnaires portugais, au lendemain de cette victoire, s'efforcent de faire rentrer les Abyssins et leurs rois dans le sein de l'Église romaine et sèment la discorde par tout le pays; en 1652, un soulèvement national aboutit au rétablissement officiel de la religion traditionnelle et à l'expulsion des missionnaires; mais ces déchirements laissent l'Abyssinie sans force, les musulmans reviennent à la charge, les provinces vassales se détachent une à une, une triste période d'anarchie commence et se prolongera jusqu'au milieu du XIXe siècle.

Ainsi l'œuvre d'organisation et de civilisation entreprise par l'Europe en Afrique avant l'Islam ne se retrouve pas dans l'Afrique centrale, australe et orientale. Là, comme au nord et dans les régions soudanaises, une folie de conquête s'est emparée des races indigènes; il arrive même — nous venons de le voir, — que le catholicisme joue, dans l'histoire tourmentée de ces États, un rôle analogue à celui de l'Islam, aussi désastreux. L'Europe semble avoir perdu le meilleur de ses vertus colonisatrices : les résistances de l'Afrique septentrionale l'ont rejetée dans le mercantilisme; en attendant que les circonstances lui aient permis de refaire à cet égard son éducation, elle partage avec l'Islam la responsabilité de ce long crime : le développement des empires négriers, le ravage du continent africain.

6° *L'AFRIQUE A LA FIN DU XVIIIe SIÈCLE.*

L'histoire de l'Afrique, depuis les débuts de l'Islam jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, forme un curieux ensemble d'amples entreprises et de faillites, de bonds héroïques

et de chutes mortelles, de croissances soudaines et de dévastations.

En d'autres contrées du monde, des épreuves équivalentes ont fait naître de fortes âmes collectives, des nations indissolubles, des civilisations magnifiques, et ces fruits de la douleur des peuples ont survécu aux pires désastres.

Que trouvons nous en Afrique vers la fin du XVIIIe siècle?

Les résultats de civilisation. — Il est bien certain que, de ce long travail, tout n'est pas perdu pour le progrès humain.

La civilisation arabe s'est affinée et ravivée au creuset traditionnel de l'Égypte. Le Caire continue d'être, avec des formules nouvelles, une des capitales intellectuelles du monde. L'architecture rencontre en Égypte des modèles byzantins et coptes, les combine avec des éléments empruntés à la Perse et crée des monuments d'allure originale.

Cet art dit arabe se transmet au reste de l'Afrique septentrionale avec ses caractères essentiels : arc de divers types et dômes correspondants, minaret, créneaux, balcons saillants et moucharabieh, ornementation géométrique et polychrome des surfaces. Mais il prend en Berbérie une ampleur et des formes inaccoutumées, dues surtout à l'influence de l'art andalou : fier et sobre avec les Almohades, gracieux et délicat avec les Mérinides, soutenu toujours par la vigueur naturelle du tempérament berbère, il produit durant des siècles des œuvres d'une rare beauté.

Tandis que les populations rurales continuaient à mener, sous la tente brune, dans les cabanes de pisé ou les huttes de roseaux, une âpre et laborieuse existence, des villes puissantes, installées aux carrefours, trouvaient

dans l'industrie et le commerce le moyen de s'agrandir et de s'orner. Ce ne sont pas seulement de grandes et vieilles cités, riches d'importance politique : ce sont, au premier chef, des villes d'art, où d'âge en âge se sont maintenues les traditions et qui entretiennent dans l'ombre de leurs rues étroites l'admirable ingéniosité de leurs artisans, versent des flots de peuple entre les rives colorées de leurs souks, font jaillir du sol une flore éclatante de kasbas, de mosquées, de tours et de portes, de fondouks, de médersas, de palais bruissants d'eaux et parfumés d'orangers. Celles que les événements ont protégées d'influences extérieures attestent la vigueur et l'élégance de cette activité citadine : où trouver de plus beaux ensembles d'art qu'à Tlemcen, Rabat, Fès, Marrakech?

Le mouvement littéraire et scientifique en Berbérie n'est pas moins actif. Les relations avec le monde arabe et certaines influences européennes font lever des troupes de théologiens, de juristes, de grammairiens, de chroniqueurs, d'astronomes, de géographes, de médecins, de poètes. L'Université Karaouiyne, à Fès, rayonne sur tout le monde médiéval.

Auprès de ces civilisations de l'Afrique septentrionale, qui sont classiques et soutiennent d'être comparées aux belles époques de l'histoire européenne, les civilisations soudanaises conservent leur intérêt. Sans doute sont-elles sensiblement plus frustes et portent-elles la marque, à la fois séduisante et naïve, de ce qu'on peut appeler, sans le moindre sens péjoratif, l'âme nègre; mais elles ont été beaucoup plus brillantes qu'on ne croit d'ordinaire et méritent de retenir l'attention.

Une large part leur vient du milieu même et des races indigènes : l'attachement au sol cultivable, le caractère essentiellement religieux des principales manifestations d'art, les habitudes matérielles, les coutumes sociales, les

principes d'organisation politique, — tout cela semble bien constituer un fonds permanent, étranger aux importations, qui a permis la création des grands empires et opposé sa solidité aux vicissitudes des guerres et des refoulements. Ainsi s'explique, en dehors même de l'Islam, l'originalité de civilisations locales comme celles de l'Empire de Ghâna, des Sénoufo, du Dahomey, du Bénin, du Mossi, etc.

Mais c'est à l'Islam qu'on doit, directement ou indirectement, le mouvement qui a commencé à rapprocher ces civilisations soudanaises des civilisations de l'Asie et de l'Europe. C'est l'Islam qui a fait pousser des centres intellectuels comme Oualata, Tombouctou, Dienné, Bondoukou, et tant d'autres villes du Sahara soudanais, de la Mauritanie, du Fouta-Diallon, etc. C'est au retour d'un pèlerinage à la Mecque que l'empereur du Manding, Gongo-Moussa, charge un architecte musulman de Grenade, Ibrahim-es-Sahéli, de construire des mosquées en briques, à terrasse crénelée et minaret pyramidal, et de grandes maisons carrées à terrasse et coupole, dont le modèle se répand bientôt par toute la zone soudanaise et remplace les paillotes.

Si, dans le reste de l'Afrique, le progrès était moins accusé, de grands changements étaient pourtant apparus : sur les côtes australes et orientales, la présence des Arabes ou des Européens avait fait surgir de vraies villes; des plantations s'ajoutaient à l'exploitation nonchalante et routinière du sol; la religion chrétienne et les langues européennes, avec leur charge d'idées, s'infiltraient jusque dans les régions de l'intérieur. L'Abyssinie, malgré sa vie tourmentée, brillait, si l'on peut dire, d'une lumière propre.

Il ne restait guère, en somme, à part de ce mouvement en avant, que la forêt dense, refuge des faibles et prison de l'esprit.

Mais, au contraire de ce qui s'est produit en Europe, cette efflorescence de civilisations africaines n'arrive guère à s'épanouir et ne survit pas, en général, au XVIIe siècle. Elle est toute passagère, laisse peu d'empreintes profondes, juxtapose les acquisitions plutôt qu'elle ne les entasse; mal fixée au sol, sans cesse couchée ou déplacée par des vents furieux, elle demeure incapable de ce lent travail de soi sur soi, comme dit Michelet, qui fait que nul effort n'est perdu et qui puise la sève de son œuvre définitive aussi bien dans l'inquiétude des périodes dites de décadence que dans les réussites des apogées.

A la fin du XVIIIe siècle, tout progrès semble arrêté; bien pis, toutes les civilisations de l'Afrique, des plus humbles aux plus brillantes, semblent en voie de régression.

Les Empires indigènes. — C'est que les empires eux-mêmes ont perdu leur force et que nul d'entre eux ne dispose plus d'une hégémonie comparable à celles qui, du XIe au XVIIe siècle à peu près, ont caractérisé l'histoire de l'Afrique.

En Égypte, l'autorité turque est dénuée de tout prestige; le pacha n'est plus que l'instrument de chefs mamelouks, qui se partagent les provinces.

Les beys de Tunis sont impuissants à maintenir l'ordre dans leurs États; ils sont en lutte constante avec les Algériens, et la pénurie d'argent leur interdit toute politique suivie.

Les deys d'Alger subissent de violents assauts de la part des puissances européennes, qu'irrite de plus en plus la piraterie barbaresque; ils soutiennent notamment une longue guerre contre l'Espagne, et leur pouvoir sombre bientôt dans des révolutions de palais.

Dans la zone soudanaise, le temps des grands empires ethniques est passé, et celui des aventuriers, favorisé par l'introduction des armes à feu, commence.

Dans le Sud et l'Est, le même phénomène s'observe, et les habitudes de violence finiront par livrer les États à de simples bandits.

Partout, c'est l'anarchie, la rage de destruction, la guerre sans grandeur, sans trêve, sans merci. De toutes les races qui ont successivement obtenu la prédominance, aucune n'est parvenue à former une de ces unités morales qui gardent, en dépit des pires tourmentes, l'étincelle de la vie; aucune n'est devenue un peuple. Même le Maroc, où les soulèvements de tribus ruinent l'autorité des Chérifs alaouites, et l'Abyssinie, en train de se démembrer, ne paraissent plus faire exception à cette règle. On se trouve, pourrait-on dire, en présence d'une histoire qui donnait des promesses et qui soudain a tourné court.

Les établissements européens. — Cette semence indigène qui n'a pas levé, l'Europe s'est montrée incapable de la remplacer par une moisson de sa façon : à la fin du XVIIIe siècle, la consistance et la puissance de rayonnement des établissements européens en Afrique sont insignifiantes.

La France conserve sur la côte occidentale les postes de Saint Louis, Gorée et Albréda.

L'Angleterre possède l'île de Sainte-Hélène et quelques comptoirs en Gambie, à Sierra-Leone, sur la Côte de l'Or.

L'Espagne tient les Canaries, l'île de Fernando-Po et, sur la côte méditerranéenne du Maroc, quelques places isolées, Ceuta, Mélilla, le Peñon de Velez, Alhucemas.

Le Portugal est un peu plus riche; mais ses établissements sont généralement délabrés et surtout échelonnés, à de grandes distances les uns des autres, sur toute la côte : à Loango, Saint-Paul de Loanda, Saint-Philippe de Benguéla, Lourenço-Marquez, Sofala, Quilimane, Mozambique.

Les Danois et les Hollandais entretiennent péniblement quelques comptoirs dans le golfe du Bénin.

La seule installation qui ressemble un peu à une colonie, c'est le Cap, peuplé de soldats hollandais qui s'étaient transformés en colons, et de Français immigrés après la révocation de l'Édit de Nantes. Peu à peu, ces Européens, transplantés dans une région dont le climat convenait à leur activité, avaient quitté la côte et s'étaient établis, avec leurs esclaves cafres, sur les plateaux de l'intérieur, menant une vie simple et saine et s'attachant à ce sol étranger comme au sol même de la patrie : un vrai peuple était né de cette transplantation, le peuple « afrikander ».

En dehors de ce succès imprévu, le compte de l'Europe en Afrique, vers la fin du XVIIIe siècle, ne se chiffre guère que par des échecs. Les Compagnies de commerce sont presque toutes ruinées : il ne reste de leur action que peu de bénéfices et beaucoup de méfaits.

L'épuisement de l'Afrique. — Discordes intérieures, guerres sans fin, attaques ou intrigues de l'Europe, exploitation sans mesure, désorganisation politique et sociale, transformation de l'humanité en bétail : par tant de plaies l'Afrique, à la fin du XVIIIe siècle, est épuisée et le spectacle de sa misère fendra le cœur de tous ceux qui, vers cette époque-là, trouveront le moyen de la parcourir.

Partout, les hommes pourchassés fuient comme du gibier. Les migrations en masse se précipitent, d'immenses régions se dépeuplent, l'histoire condamne au pire nomadisme des races entières que la géographie avait faites sédentaires dans l'âme.

L'Afrique est devenue par excellence le pays de l'instabilité.

CHAPITRE III

L'EUROPE EN AFRIQUE ET LA STABILISATION DES SOCIÉTÉS AFRICAINES

1° *L'EXPLORATION DE L'AFRIQUE AU XIXe SIÈCLE.*

Depuis le XVIe siècle, l'attention des États maritimes d'Europe s'était portée de préférence vers le Nouveau-Monde et l'Inde : ils trouvaient là des conditions d'accès plus faciles qu'en Afrique, une nature moins rude, des populations moins barbares et des ressources mieux appropriées au commerce de luxe qui intéressait surtout leur économie aristocratique.

L'Afrique n'existait plus guère, aux yeux de l'Europe, qu'en fonction de l'Amérique et de l'Inde : ses habitants semblaient destinés à pourvoir de main-d'œuvre les plantations et les mines d'Amérique, et les meilleurs points de ses côtes devaient jalonner d'escales la route de l'Inde. Aussi ne connaissait-on d'elle que ses parties immédiatement utiles et les quelques îles qui l'avoisinaient : Madagascar, où la France avait établi au XVIIe siècle des forts et des comptoirs et qu'un Français, le comte Benyowszky, avait même tenté de transformer

à son profit, vers la fin du XVIIIe siècle, en empire indépendant, — l'île Maurice ou Ile de France, où le Français Poivre introduisit au XVIIIe siècle la culture des épices et qui fut successivement occupée par les Portugais, les Hollandais, les Français, les Anglais, — les Seychelles et l'île Mascareigne ou Ile Bourbon ou Ile de la Réunion qui passèrent par les mains des Portugais, des Français et des Anglais, etc.

Les meilleures cartes — notamment celles de Guillaume Delisle (1700) et de Bourguignon d'Anville (1749) — portent sur le littoral une nomenclature abondante, tandis que l'intérieur reste en blanc. Certains géographes essaient bien de suppléer à cette ignorance par des efforts d'imagination, mais ils tombent dans la fantaisie : par exemple, les cartes insérées, au XVIIIe siècle, dans les éditions du *Discours sur l'Histoire universelle* révèlent un Niger qui s'échappe du lac Tchad pour aller se confondre avec le cours inférieur du Sénégal, un Sahara traversé par d'innombrables et puissants cours d'eau, toute une hydrographie merveilleuse qui ferait de l'Afrique le paradis des voyages et des cultures. Il semble même prouvé qu'à partir du moment où les voyageurs arabes ralentissent leur activité, l'Europe oublie une bonne partie de ses connaissances africaines et que sa science géographique est en régression : des Arabes, par exemple, avaient visité Tombouctou dès le début du Moyen âge et publié des relations de leur voyage; or, dans les premières années du XIXe siècle, Tombouctou était redevenue pour l'Europe la ville mystérieuse par excellence.

Tout au plus peut-on signaler, avant la fin du XVIIIe siècle, quelques tentatives d'exploration géographique. Les Français, en particulier, se seraient volontiers engagés dans cette voie, si leurs établissements avaient été plus solides et si la rude partie qu'ils

jouaient en Europe n'avait accaparé leurs ressources et leur attention : Richelieu et Colbert encouragent les découvertes; André Brue entreprend personnellement des voyages de reconnaissance dans la vallée du Sénégal et envoie des missions dans les régions voisines. De même, les Portugais cherchent à se renseigner sur l'arrière-pays de leurs établissements côtiers et, se relâchant un peu de leur égoïste discrétion, laissent, au XVIIe siècle, leurs missionnaires publier de curieuses relations sur l'organisation et les mœurs des sociétés noires. Enfin, les Boers, en s'éloignant de la côte, contribuent à faire connaître des régions, jusque-là fort ignorées, de l'Afrique australe.

Mais comment comparer ces timides essais au grand mouvement d'investigation qu'inaugura le XIXe siècle et qui apparaît comme un des traits essentiels de l'histoire d'Afrique? Dispersés, dénués de méthode, insuffisamment désintéressés, ignorés ou méconnus, ils méritent à peine le nom d'explorations et laissent subsister dans leur intégrité les principaux problèmes de la géographie et de l'ethnographie africaines.

Les origines du mouvement d'exploration. — Si l'exploitation de l'Afrique avait produit de maigres résultats, les essais de conquête et de mise en valeur aux Amériques et dans l'Inde avaient, pour leur part, causé mainte désillusion aux nations européennes, et la connaissance de l'Afrique allait en profiter.

Dans l'Amérique du Sud, les empires espagnol et portugais étaient en train de s'écrouler : dès 1789, le Pérou essayait de se soulever, et il était clair que son exemple serait suivi. La France avait perdu sans retour le Canada et les Indes, et le mirage doré de la Louisiane l'avait ruinée. L'Angleterre même, qui avait paru jouer un moment le seul rôle heureux dans ce grand drame

colonial, avait pâti : la guerre d'Indépendance américaine venait à la fois de lui enlever sa plus belle possession et de dresser en face d'elle une redoutable rivalité commerciale. En somme, la plupart des puissances coloniales, pour maintenir leurs traditions d'expansion, devaient se rejeter sur l'Afrique.

Au vrai, ce ne sont pas seulement ces intérêts matériels ni ces rêves politiques qui éclairent l'origine des explorations africaines du XIXe siècle : ils inspirent les gouvernements plutôt que les individus, et la plupart des premiers explorateurs visent des buts beaucoup plus nobles.

L'esprit de curiosité géographique des Grecs, des Arabes et de la Renaissance revit en Europe au début du XIXe siècle. Les ouvrages et l'enseignement d'Alexandre de Humboldt et de Karl Ritter coordonnent les diverses acquisitions du XVIIe et du XVIIIe siècles et leur donnent forme de science : Humboldt s'applique à mettre en lumière l'influence réciproque des phénomènes physiques et l'individualité des diverses parties de la Terre; il ne laisse pas non plus d'apercevoir nettement les rapports de l'homme et de la nature, mais c'est à Ritter surtout que revient le mérite d'avoir ébauché les lois de la géographie humaine.

Les voyageurs se trouvent donc à la fois poussés à la découverte et armés d'un questionnaire plus étendu et plus précis : comme les autres parties du monde commencent à être connues, comme l'opinion, pour des raisons économiques ou politiques, s'en désintéresse assez volontiers, c'est sur l'Afrique surtout que vont s'abattre les explorateurs : l'Afrique va devenir, au XIXe siècle, un véritable laboratoire géographique.

En même temps qu'un siècle de progrès scientifique, le XVIIIe siècle avait été un siècle sensible et, son cœur poussant sa raison, il avait fait passer dans une philo-

sophie égalitaire et des institutions révolutionnaires son amour du genre humain. La conception d'un monde où l'homme vaut l'homme, où personne n'est définitivement relégué au rang de paria s'était imposée, à des degrés différents, mais un peu partout en Europe, l'esclavage et le servage étaient dénoncés comme des survivances barbares qu'il fallait à tout prix détruire.

Un décret de la Convention nationale pose le principe de la libération des esclaves; les congrès de Vienne et de Vérone condamnent la traite en des déclarations solennelles; plus tard encore, en 1833, l'Angleterre, après les ardentes campagnes de Wilberforce et de Clarkson, abolit l'esclavage dans ses colonies, sous réserve d'un délai de cinq ans destiné à atténuer les effets de cette révolution économique; puis, en 1848, la République française, inspirée par Schœlcher et résolue à « ne plus faire de distinctions dans la famille humaine », proclame l'émancipation des noirs employés sur les plantations. Une littérature attendrie, dont la manifestation la plus éclatante, mais non la première ni la seule, fut la *Case de l'oncle Tom*, soutient ce mouvement.

Mais on ne déracine pas, à coups de décrets ou de plaidoyers, une institution aussi vieille, et tout fait craindre que l'Afrique ne reste longtemps encore une vaste géhenne. Elle échappe dans sa plus grande partie à l'influence européenne; à peine peut-on surveiller les côtes : la chasse aux captifs, les grands marchés d'ébène, les caravanes d'esclaves, — tout cela s'abrite à l'intérieur du continent. C'est là qu'il faut atteindre le mal; c'est la géographie de ces lointaines régions et l'organisation des sociétés indigènes qu'il faut connaître pour lutter utilement contre « cette plaie saignante de l'humanité ».

Il arrive aussi que ces préoccupations philanthropiques se doublent de prosélytisme religieux. Au lendemain de

la Révolution, certains États d'Europe connaissent de véritables croisades intérieures, et ce retour de christianisme provoque une poussée d'évangélisation en Afrique. Le plus grand des explorateurs africains, Livingstone, est un missionnaire protestant, et sa femme, qui l'accompagna dans quelques-uns de ses voyages et mourut de la fièvre à Mazaro, était la fille d'un autre missionnaire, Moffat. La liste est longue de ceux, catholiques et protestants, qui ont payé de leur vie cet apostolat particulièrement ingrat.

L'Afrique, en effet, défendait férocement son secret. Pourtant, loin de calmer la soif de découvertes, le martyrologe de l'exploration multiplie les vocations. Sans doute l'ampleur des premières moissons fut-elle pour beaucoup dans cet engouement; mais il faut y joindre, semble-t-il, une autre cause, spéciale à cette époque, le mal du siècle [1].

Pour un cœur avide de dévouement, pour un esprit ambitieux, l'Europe de la Restauration est une cage étroite. A la stérilité des complots politiques, aux regrets du romantisme, d'aucuns préfèrent cet inconnu grandiose : la brousse africaine, et cette héroïque certitude : une mort utile et noble. Là seulement, dans les déserts, les savanes ou les forêts denses, des conquêtes de toutes sortes demeurent possibles, la vaillance trouve un aliment, la vie présente la rude variété de la guerre. Les « fils de ces héros » dont Musset a si justement analysé le cas s'y donnent besogne à leur taille.

1. Ce n'est certainement pas un hasard si l'un des premiers qui soient allés au-devant de ces « orages désirés » est un véritable héros de roman. C'est pour se consoler de la mort de sa femme que l'Écossais James Bruce entreprend en 1769, au prix de dangers terribles, de parcourir les régions inexplorées de l'Afrique septentrionale, de l'Abyssinie, de la vallée du Nil bleu, de la Nubie; la relation de son voyage, publiée en 1788, porte la marque de son sentimentalisme, et elle exerça, surtout en Angleterre, une profonde influence.

La partie, au reste, valait la peine d'être jouée. A la condition de ne point succomber dès les premiers pas, l'explorateur était assuré de participer largement à des événements considérables et d'inscrire son nom dans l'histoire. Les concurrents n'étaient pas encore assez nombreux pour que le mérite de chacun d'eux risquât d'être méconnu : l'opinion leur réservait ses meilleures ressources de sympathie et prêtait à leurs gestes un caractère merveilleux; elle leur était reconnaissante de satisfaire son besoin d'imprévu, de drame et de féerie; elle reportait sur eux son culte des généraux victorieux, et la plupart de ceux qui, surtout à l'époque des débuts, ont pu, une fois au moins, rentrer en Europe, ont éprouvé « le coup d'aile », la gloire violente et totale. Il n'a fallu rien moins que l'aviateur, conquérant du ciel, pour détrôner l'explorateur, conquérant de l'Afrique.

Ce mouvement, qui se composait de tant de forces rares, bénéficiait aussi d'une certaine organisation. Les initiatives individuelles étaient coordonnées, disciplinées, soutenues par d'intelligentes et puissantes collectivités : groupements de savants, d'hommes politiques, de négociants, pourvus de capitaux et couverts de solides protections, comme l'Association africaine de Londres, la Société de Géographie de Paris, plus tard le Comité de l'Afrique française; c'étaient là des organes nouveaux, bien différents des anciennes compagnies de colonisation, et qui devaient se multiplier au cours du siècle. Enfin, les gouvernements eux-mêmes se mettent bientôt à subventionner des missions, à considérer comme une de leurs fonctions l'exploration de l'Afrique.

Grâce à ces centres permanents d'impulsion, l'exploration de l'Afrique se poursuit rapidement, reste généralement méthodique en dépit des controverses et des cupidités et n'est confiée, sauf accident, qu'à des personnalités éprouvées : ce ne sont plus, en effet, de

simples aventuriers qui partent à la découverte; ce sont des médecins, des ingénieurs, des officiers, des naturalistes de profession, des missionnaires, dans l'ensemble des hommes de science et de conscience, des vaillants, des héros souvent, parfois des saints.

Il serait assurément faux de traiter l'histoire de l'exploration comme une légende dorée : la plupart des « découvreurs » de l'Afrique ont été simplement des hommes de belle énergie et de sentiments élevés; il n'est pas douteux, pourtant, qu'en certains d'entre eux l'humanité s'est surpassée. C'est le doux Livingstone qui, durant trente ans, erre dans les régions les plus marécageuses et les plus sauvages de l'Afrique, souffrant mille morts, mais demeurant toujours supérieur à son destin, et si rayonnant de noblesse que, lorsqu'il succombe, des indigènes, pris d'un respect religieux, lui font des funérailles solennelles, embaument son corps et le transportent, au prix de graves dangers, jusqu'à la côte; c'est, Brazza, le héros sans tache, Brazza, dont les yeux flambent dans un visage amaigri par la fièvre et qui, toujours maître de lui-même, s'impose à force d'autorité bienveillante comme un libérateur; c'est Crampel, qui porte sur les pires événements la tendre ironie de son beau regard souriant; c'est Charles de Foucauld, le faux juif errant, l'ermite du Sahara, le martyr de Tamanrasset, l'esprit le plus clair et l'âme la plus haute qu'on puisse rêver, — et tant d'autres qui, sans avoir déployé cette magnificence morale, ont été l'honneur de leur temps.

Les problèmes. — A force de relier, à coups d'imagination, des données plus ou moins douteuses, on s'était habitué à regarder l'Afrique un peu comme un monde à part, prodigieux, soumis à des lois spéciales, et les problèmes africains acquéraient de ce fait une

vaste portée : il s'agissait, non seulement de déterminer des points de géographie régionale, mais surtout de relier la géographie africaine à celle du reste du monde, de combler des lacunes de géographie générale. Aussi les recherches se ramassent-elles autour de quelques grands « problèmes ».

L'un des plus curieux, c'est le problème du Niger. On se représente l'Afrique occidentale comme un immense « bassin » fluvial, nettement délimité : au nord, par les dunes du Sahara; au sud, par une chaîne de montagnes continue et fort élevée, les monts de Kong; à l'est, par une autre chaîne qui traverse, d'ailleurs, toute l'Afrique du nord au sud, les monts de la Lune. Dans ce bassin circule un fleuve géant, le Niger : sort-il d'une mer intérieure? ou rejoint-il les sources du Nil par une trouée des chaînes montagneuses? Ce qu'on croit savoir du moins, c'est qu'il coule parallèlement à l'Équateur, sans détours appréciables, reçoit de nombreux affluents et réunit des chapelets de lacs, inonde au moment de ses crues, dont le mécanisme rappelle tout à fait celles du Nil, la plus grande partie du pays et aboutit à l'Océan par plusieurs bras de proportions inaccoutumées dont les principaux s'appellent Sénégal et Gambie.

Le Nil n'était guère mieux connu, et le mystère de ses origines était à peu près aussi complet qu'aux temps lointains où tenter l'impossible se disait « chercher les sources du Nil ». Était-il alimenté par les neiges et les glaciers des Monts de la Lune, fondant à la saison des grandes chaleurs? ou provenait-il de lacs, plus ou moins nombreux, plus ou moins éloignés les uns des autres, situés au centre de l'Afrique?

Le Sahara était représenté comme une plaine de sables sans limites, ancien fond de mer desséché, au-dessous du niveau de l'Océan. Alors que les vallées du Nil et du Niger semblaient promettre d'amples ressources

d'exploitation, le Sahara intéressait surtout les communications, la liaison entre des régions comme l'Afrique du Nord, l'Égypte et le Soudan.

Au Congo, on comptait trouver des voies de pénétration exceptionnellement favorables : les nombreux estuaires de la côte semblaient l'aboutissement de fleuves démesurés, dont le plus célèbre était le Zaïre, et qui, se rejoignant, devaient former un réseau serré de navigation. Ne pouvait-on par eux atteindre au cœur de l'Afrique centrale, si peu connue et si inquiétante?

L'Afrique australe était un peu moins mystérieuse; mais on ne savait rien encore de ce plateau central africain d'où tant de beaux fleuves paraissaient descendre. On tendait à croire qu'il y avait là un pays très montagneux, sans grandes ressources et presque sans habitants, et c'est surtout pour éclairer la connaissance des régions du pourtour qu'on désirait y pénétrer.

A côté de ces grands problèmes fourmillaient bien des questions de détail, tout aussi complexes : pour le Maroc, pour Madagascar, etc.; mais on voit que ce qu'il importait de connaître avant tout, c'était la configuration générale du continent, la nature et la distribution de son relief, les directions et les caractères de son hydrographie, la répartition de ses zones climatiques.

Il y avait là toute une science à constituer, la science de l'Afrique.

Méthodes et procédés. — En général, les explorateurs ne marchent pas à l'aventure. Guidés par les sociétés savantes ou les gouvernements, ils s'attaquent à la solution partielle de l'un des grands problèmes de géographie africaine, et leur activité demeure subordonnée à l'ensemble d'un plan de campagne. Ainsi s'élaborent, au cours du siècle, des méthodes et des

procédés de découverte, dont la somme constitue comme une stratégie de l'exploration.

Pour déterminer la topographie des vastes régions de l'intérieur, on procède par « traversées », par itinéraires transafricains : on connaît avec précision les points extrêmes, et l'on s'attache à situer, par rapport à ces extrêmes, des repères marquants : confluents, pics, villes importantes.

Cette première reconnaissance est suivie de contre-épreuves : détermination de fleuves, de lacs et de lignes de relief, itinéraires en sens inverse, recoupements perpendiculaires ou obliques au parcours primitif, circuits, marche parallèle de plusieurs groupes d'explorateurs, etc. Pour la solution des problèmes hydrographiques, dont la place est si large, on cherche souvent à prendre à revers les grands fleuves : au lieu de remonter leur cours, on marche droit sur la région où l'on suppose la présence de leurs sources, on évite ainsi de s'égarer dans le réseau chevelu de leur cours supérieur et l'on parvient peu à peu à identifier, en les descendant jusqu'au confluent, les différents tributaires qui forment le fleuve principal.

Le couronnement ordinaire de cette tactique, c'est la jonction entre les groupes principaux de régions, entre les grands systèmes fluviaux. C'est par là surtout que se révèle le centre africain proprement dit, où semble s'être réfugiée l'extrême rudesse du continent.

Reste alors la besogne de détail : la reconnaissance des pays compris entre ces grandes lignes directrices. Les premières explorations opèrent une sorte de triangulation sommaire : la géographie proprement régionale constitue une œuvre moins malaisée sans doute, mais de plus longue haleine, et que le XIXe siècle n'a pu qu'ébaucher.

On se représente sans peine les difficultés de pareils

voyages : cruautés du climat, faiblesse et rareté des moyens de transport, obstacles au ravitaillement, hostilité des indigènes, etc. Le plus sûr pour mener à bien une exploration, c'était de se joindre, quand l'occasion s'en présentait, à une expédition militaire. En dehors de ces entreprises assez rares, certains explorateurs se donnent une puissante escorte, armée en guerre, et s'imposent surtout par la force : c'est le cas de Stanley. D'autres, comme René Caillié, s'avancent sous un déguisement et trompent, au prix de risques terribles, les méfiances des indigènes. Mais la plupart se lancent en pleine brousse avec quelques porteurs, un « maître de langues » et une légère pacotille, comptant avant tout sur leurs bonnes intentions pour se frayer la route : ils soignent les indigènes et leur prêchent la bonté, comme Livingstone; arrêtés dans leur marche, ils se mêlent intimement à la vie locale, se font commerçants, ouvriers, dans des villages nègres, comme Mungo-Park; et cette méthode est féconde en résultats de toute nature.

Les Périodes. — Les premières explorations vraiment concertées sont dues surtout à l'Association africaine de Londres, qui recrute ses chefs de missions sans trop s'occuper de leur nationalité, et notamment parmi les Allemands; elles portent de préférence sur le Sahara et le Soudan.

Les guerres de la Révolution et de l'Empire ralentissent le mouvement, sauf en Égypte, où il est favorisé par l'expédition de Bonaparte. La paix d'Amiens provoque une reprise générale des projets africains, mais c'est une paix sans lendemain, et il faut attendre jusqu'au Congrès de Vienne pour constater une véritable mise en train.

De grands noms apparaissent alors : Clapperton,

Laing, René Caillié; mais les découvertes restent à peu près limitées à l'Afrique septentrionale et soudanaise. Malgré le courage et l'ingéniosité des explorateurs, les progrès sont lents; on tâtonne encore, on ne sait pas aborder de front les problèmes : c'est une période d'ébauche.

L'allure des explorations change tout à fait vers 1850. Barth au Soudan et au Sahara, Livingstone dans l'Afrique orientale et australe obtiennent des résultats éclatants, dont s'émerveille le monde civilisé. Dès lors, les gains s'accumulent; le mystère de l'Afrique est percé de tous les côtés à la fois; en trente ans, l'Europe vérifie ou corrige les principales hypothèses africaines qui depuis des siècles inquiétaient son esprit.

Cette période d'intense activité produisit des effets mêlés : elle révéla dans toute leur cruauté les procédés de la traite des noirs et fournit à l'opinion européenne des raisons précises de s'apitoyer; elle attira l'attention des gouvernements et du grand commerce sur la valeur économique de l'Afrique et excita leurs appétits.

Dès lors, les buts nobles de l'exploration, — scientifiques et humanitaires — passent au second plan et font place aux convoitises territoriales des États européens. Mais le mouvement, s'il modifie ses tendances, n'en devient que plus impétueux : à partir de 1880, c'est une course à la découverte, une ruée politique, où la science, pourtant, continue à trouver largement son compte.

Les faisceaux de découvertes. — Le départ entre ces différentes périodes apparaît clairement dans l'exploration de l'*Afrique occidentale*, par exemple.

Grâce à Mungo-Park, Clapperton, Richard et John Lander, René Caillié, Baikie et Barth, la légende du grand fleuve parallèle à l'équateur s'évanouit; on con-

naît désormais la direction générale du Niger, ses principaux affluents, son delta. C'est une véritable révolution géographique, et si l'on se représente la diversité des régions traversées par le Niger, on voit tout ce que ces découvertes apportaient de renseignements originaux sur les aspects physiques, les ressources économiques et les habitants de l'Afrique occidentale.

En même temps, l'Afrique occidentale — région du Niger et du Sénégal — se différenciait des régions du Tchad, du Chari et de leurs tributaires intermittents, grâce aux voyages de Denham, Oudney, Clapperton et surtout Barth, Vogel, Nachtigall, Beurmann

Jusque-là, ces entreprises demeuraient en quelque sorte internationales, et le monde les suivait avec la même émotion idéaliste que nous valent aujourd'hui les explorations des hauts massifs asiatiques ou des contrées polaires. Mais l'Afrique occidentale tend de plus à devenir française, elle s'annonce comme une extension naturelle de la vieille colonie du Sénégal et l'exploration du Niger est bientôt accaparée par des missions françaises : Galliéni, Caron et Lefort, Jaime, Vuillot et Bluzet, Toutée, Hourst, Lenfant, etc.

Restaient à visiter les régions comprises entre la côte du golfe de Guinée et la boucle du Niger. Cette œuvre, accomplie surtout dans la période « politique », est aussi, en grande partie, française. Certaines missions (Monteil) coupent la boucle de l'est à l'ouest et font connaître les pays proprement soudanais. Mais beaucoup plus nombreuses sont celles qui partent de la côte et marchent, vers le nord ou le nord-est, à la rencontre du fleuve : par elles se révèlent les pays tourmentés du Fouta-Diallon (Mollien, Hecquard, Lambert, Sanderval, Maclaud, Salesses, etc.), les ressources de la zone forestière qui borde le Golfe de Guinée (Binger, Marchand, Eysséric, Blondiaux et Pobéguin, Hostains et d'Ollone,

Houdaille, Baud, Auguste Chevalier, etc.), et l'activité des pays dahoméens (Toutée, Henry Hubert, etc.). Quant au Cameroun et au Togo, ils étaient parcourus par des missions allemandes (Zintgraff, Morgen, Krause, Von François) et françaises (Cottes).

Tandis que Mungo-Park s'était proposé d'atteindre le Niger en prenant comme base la Gambie, certains de ses successeurs choisissent comme point de départ la côte méditerranéenne et comptent sur le *Sahara* pour les conduire en ligne directe au Soudan.

C'est ainsi que des expéditions partent de Tripoli pour aboutir au Bornou (Hornemann, Denham, Oudney et Clapperton, Barth, Vogel, Rohlfs) ou à Tombouctou (Laing), ou encore vont du Maroc au Niger (René Caillié, Lenz). D'autres, prenant également pour point de départ la Tripolitaine, se proposent d'étudier les rapports des régions nigériennes avec celles du Nil et parcourent les pays sahariens situés à l'est et au nord-est du Tchad (Rohlfs, Vogel, Beurmann, Nachtigall).

C'est donc surtout à l'occasion d'explorations soudanaises que le Sahara se révèle. Et c'est une révélation en effet : l'Océan de dunes fait place à des « pays » divers, de sol caillouteux plutôt que sablonneux, de relief souvent accusé; on n'y trouve pas seulement quelques misérables oasis où viennent boire les nomades, mais des terres capables de fertilité, relativement peuplées et dont les habitants sont d'autant plus redoutables ou intéressants qu'ils appartiennent à des races intelligentes et résistantes. Le problème saharien prend un aspect tout nouveau.

Aussi va-t-on explorer le Sahara pour lui-même et, comme le Sahara est bordé, au nord et au sud, de régions où la France affirme de plus en plus sa domination, ce sont surtout des Français qui reprennent les grands itinéraires transsahariens (Monteil, Foureau, Foureau et

Lamy) ou étudient spécialement diverses parties du grand Désert, comme le Sahara algérien et le Mzab (Duveyrier), le Sahara soudanais (E.-F. Gautier et Chudeau), le Touat (Flamand), l'Ahaggar (Cottenest et Guillo-Lohan, Pein et Besset), le Mouïdir (Laperrine, Réquin, Besset), l'Aïr (Chudeau, Jean), la Mauritanie (Douls, Panet, Vincent, Coppolani, Gérard, Gouraud, Gruvel et Chudeau), etc.

L'expédition de Bonaparte en Égypte, si remarquablement organisée au point de vue scientifique, n'eut le temps de s'occuper que du *Nil* inférieur et moyen, où la besogne archéologique était surtout importante. Mais Méhémet-Ali entreprit de recueillir cette succession : désireux d'apparaître à l'Europe comme un prince éclairé, il adjoignit des missions scientifiques aux expéditions militaires qu'il envoyait dans le haut Nil et confia ces missions de préférence à des Français.

C'est à la faveur de cette protection que la vallée est explorée par Cailliaud jusqu'au confluent du Nil bleu et du Nil blanc et que le Nil bleu est décidément reconnu comme une branche secondaire. La ville de Khartoum est fondée en 1823, et de là partent de nouvelles expéditions vers les sources : en 1841, le fleuve avait été remonté jusqu'au village de Gondokoro, à 11 degrés au sud de Khartoum (Arnaud et Sabatier).

A dater de cette époque, le plan de campagne se modifie. Sans doute estime-t-on que la voie suivie jusque-là a donné des résultats insuffisants : en quarante ans, en effet, on n'était parvenu qu'au seuil de la région des sources, et le problème demeurait entier. On se résout alors à marcher directement aux sources supposées du fleuve, en partant de la côte de Zanzibar, et les découvertes ne se font guère attendre : le Kénia et le Kilimandjaro révèlent leurs sommets géants et neigeux (Rebmann, Kraft, Erhardt); puis apparaît la région

des grands Lacs, dont l'exploration fut longue et pénible, mais apporta une solution certaine au problème des sources et fit connaître un aspect tout à fait ignoré de l'Afrique (Burton et Speke, Grant, Baker, Stanley, Gessi).

Ce furent surtout des Anglais et des Allemands qui menèrent à bien cette tâche difficile. Aussi, quand vers 1880 le problème scientifique des sources céda le pas aux problèmes politiques de l'occupation, le pays nouvellement découvert se trouva-t-il naturellement partagé entre les Anglais et les Allemands : dès 1884, les Anglais étaient installés dans la région comprise entre la rive orientale du lac Victoria et la côte, et les Allemands, entre la côte et le lac Tanganyka; à compter de ce moment, ils procèdent respectivement à l'exploration des diverses parties de leur zone d'influence, tandis que les Italiens, avides de se tailler un domaine aux dépens de l'Abyssinie, explorent activement l'arrière-pays de l'Érythrée et de la côte des Somali et l'Abyssinie elle-même (Cecchi, Borelli, Robecchi, Bottego, etc.).

L'*Afrique australe* fut le domaine du grand Livingstone, et l'exploration en est intimement liée à celle de l'Afrique orientale et du Congo, puisqu'elle permit de connaître une région où les grands groupements hydrographiques (Nil, Congo, Zambèze) enchevêtrent leurs origines.

L'œuvre de Livingstone (1849-1875) consiste essentiellement dans la délimination de la région du Zambèze : traversée de l'Afrique de l'ouest à l'est par la vallée du Zambèze, puis de l'est à l'ouest, reconnaissance prolongée du Zambèze inférieur et des lacs qui, l'avoisinant au nord, semblaient participer à l'alimentation du Nil et du Congo. Cette œuvre fut complétée par Stanley, qui avait été envoyé à la recherche de Livingstone et qui,

notamment, acquit la certitude que le Nil ne sortait pas du lac Tanganyka.

L'exemple de Livingstone sembla réveiller l'activité et les ambitions des Portugais, qui depuis des siècles étaient installés sur les côtes est et ouest de l'Afrique australe et n'avaient pas su profiter de cette longue occupation pour relier leurs domaines. Dès 1878, leurs explorateurs, avec beaucoup d'intelligence et d'audace, pénètrent dans la vallée du Zambèze, traversent l'Afrique de part en part, parcourent la région du Chiré-Nyassa, atteignent le Transvaal (Serpa Pinto, Brito Capello et Ivens, Païva de Andrada).

Mais le Portugal revenait trop tard à ses premières destinées : il réussit à peu près uniquement à éclairer la route de ses concurrents, dut renoncer à ses projets de jonction, et bientôt l'exploration des régions situées entre le Zambèze et le Nyassa, au sud du Zambèze et jusque dans les zones désertiques du Kalahari et du Damaraland, passa entièrement aux mains des Anglais et des Allemands (Siegfried, Passarge, Léonhard, Schultze, etc.).

C'est par le Zambèze que l'exploration de la *région congolaise* est amorcée, et elle apparaît comme la continuation de l'œuvre de Livingstone. Jusque-là, on ignorait à peu près tout de ce puissant système hydrographique : le major Tuckey, en 1816, avait bien remonté le Congo sur 300 kilomètres, mais il semblait démontré, comme pour le Nil, que cette voie était la plus longue et qu'il était préférable de prendre le fleuve à revers, de le descendre au lieu de le remonter.

C'est le projet que forme Cameron, parti de Zanzibar, et que réalise Stanley (1877) : Cameron, devant l'hostilité des indigènes, avait dû se contenter de gagner l'Atlantique en traversant les affluents de gauche.

Le voyage de Stanley éclairait singulièrement la

géographie de la région congolaise : les connaissances se groupaient autour d'une grande ligne directrice, et l'exploration pouvait reprendre avec fruit par la côte atlantique et la vallée inférieure du fleuve. Aussi Stanley ne tarde-t-il guère à se trouver en présence de concurrents nombreux : comme pour les autres parties de l'Afrique, l'exploration tendait à l'occupation et traçait les domaines respectifs des Français (Savorgnan de Brazza, Ballay, Mizon, Crampel, Fourneau, Maistre, etc.), et des Belges (Wissmann, Van Gèle, Lemaire, etc.).

Deux pays nettement individualisés, le *Maroc* et *Madagascar*, demeurent longtemps en dehors du grand mouvement d'exploration.

Le Maroc, en raison de sa nature physique et de l'esprit d'indépendance de ses habitants, passait pour plus inaccessible que certaines parties de l'Afrique centrale. Des explorateurs pourtant remarquables pour leur courage et leur habileté, René Caillié, Rohlfs, Hooker et Ball, n'avaient recueilli que des renseignements dispersés sur les passages de l'Atlas. Les voyages du vicomte de Foucauld et de Thomson dans le Maroc méridional et l'Atlas, puis les reconnaissances partielles de La Martinière, Fischer, Weisgerber, Doutté, sont déjà plus riches de résultats. Mais il faut attendre jusqu'aux premières années du XXe siècle pour que les explorations de longue haleine deviennent possibles au Maroc : après la convention franco-anglaise de 1904 et la convention d'Algésiras (1906), elles se multiplient (De Segonzac, Gentil, etc.).

Quant à l'île de Madagascar, l'exploration scientifique en fut commencée par Alfred Grandidier en 1865, et peu à peu les diverses régions en furent étudiées : le plateau central (Grandidier, E.-F. Gautier), le nord (Rutenberg), la plaine côtière de l'est (Catat, Maistre

et Foucart), le sud (Bastard, Lyautey), sous la direction du général Gallieni.

Résultats généraux. — A la lumière de ces multiples découvertes, la carte de l'Afrique se rectifiait et se remplissait.

On avait cru l'Afrique divisée en compartiments par des « chaînes » de montagnes, et ses hauteurs de bordure lui donnaient la forme d'une « cuvette »; des reliefs imaginaires, comme les fameuses montagnes de Kong, s'évanouissaient; les zones de climat et de végétation devenaient l'élément dominant de la géographie africaine; les fleuves étaient ramenés à leurs justes dimensions et à leur véritable utilité, etc.

La géographie économique ne se trouvait pas moins bouleversée. Il fallait bien se convaincre que, sauf exceptions très locales, l'Afrique n'était pas le pays de l'or et des produits de luxe et que ce n'était pas non plus une juxtaposition d'Égyptes. Elle était riche, assurément, et même plus uniformément qu'on ne le pensait, mais d'une exploitation malaisée et d'une richesse surtout agricole, qui devait exiger des efforts soutenus, de longues expériences, en un mot, une colonisation méthodique.

Quant aux habitants, ils étaient loin de pulluler comme on l'imaginait si volontiers, et les populations les moins misérables menaient une pauvre existence, inquiète, affligée de terribles tares physiologiques, constamment menacée de famines et de razzias, plus découragée que paresseuse.

Mieux connue, l'Afrique se présentait à l'Europe avec autant d'attraits que de dangers, autant d'obligations que d'avantages.

2° *LE PARTAGE DE L'AFRIQUE BLANCHE.*

Au moment où l'exploration bat son plein, un autre mouvement se dessine parallèlement : un mouvement de conquête, qui nous ramène de plusieurs siècles en arrière et reprend, avec des éléments nouveaux et des ambitions rajeunies, les projets de domination africaine successivement formés par les Carthaginois, les Grecs, les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Normands, les Espagnols et les Portugais.

Le retour aux entreprises méditerranéennes. — Les peuples européens, à la fin du XVIIIe siècle, se trouvaient expulsés de l'Afrique méditerranéenne et n'entretenaient plus avec elle que de vagues relations économiques et politiques. Mais la résignation ne leur convient guère : occupés par des événements dont leur existence nationale dépendait, ils avaient pu se désintéresser un moment de l'Afrique ; une fois assurés du lendemain, ils devaient revenir à la charge.

Les mêmes raisons générales qui provoquaient les explorations expliquent cette poussée de conquête méditerranéenne ; les mêmes déceptions et les mêmes espoirs se retrouvent à l'origine des deux séries d'événements. Mais une conquête exige des efforts mieux concertés et plus considérables qu'une exploration, elle engage pour une plus large part la responsabilité des gouvernements : il faut donc chercher, pour expliquer cet ensemble d'entreprises, à côté des causes générales de l'expansion africaine, des motifs plus précis et de plus grand poids.

Ces conquêtes paraissaient faciles.

Elles devaient se réaliser, non pas tant aux dépens des indigènes qu'aux dépens de la domination turque.

Or, la domination turque, au lendemain de sa victoire totale sur l'Espagne, se trouvait fort affaiblie. Les Turcs, guerriers valeureux, s'étaient montrés administrateurs déplorables : ils se supposaient toujours en guerre, réprimaient la moindre agitation par des massacres, pressuraient les pays conquis et ne tentaient rien pour en développer la vie économique; ils ne tentaient rien non plus pour s'attacher leurs sujets, se contentaient de loger des garnisons dans les villes importantes, et les indigènes, en dehors des exigences fiscales, demeuraient à peu près indépendants, mais hostiles.

Le trouble était d'autant plus profond que ni les vainqueurs ni les vaincus ne s'entendaient entre eux. Les tribus indigènes se jalousaient, se battaient, concluaient avec les Turcs des alliances passagères; du côté turc, les gouverneurs de provinces cherchaient à se libérer de la tutelle du Sultan, empiétaient sur leurs voisins, menaient une politique toute personnelle.

Il semblait aisé d'exploiter cette situation. Il est vrai qu'on s'aveuglait un peu sur d'autres éléments plus redoutables : l'esprit militaire des Turcs, la xénophobie des populations indigènes, la force de l'Islam; mais les événements seuls devaient en dénoncer la puissance.

Toute faible qu'elle fût ou qu'elle parût, la domination turque vexait comme à plaisir les États européens.

Maîtresse de la plus belle situation commerciale, elle aurait pu trouver dans ce rôle économique un moyen sûr d'occuper ses sujets, de s'enrichir elle-même et de se faire accepter en fin de compte par l'Europe. Mais cette conception occidentale des échanges réguliers et de l'enrichissement pacifique dépassait l'esprit des Turcs : de même que l'administration leur apparaissait sous les espèces de l'occupation militaire et de la razzia, ils

voyaient dans la piraterie la forme normale du commerce maritime.

La piraterie est une institution reconnue, réglementée, protégée par l'État, et tous les efforts tentés par les nations européennes pour l'enrayer demeurent vains.

Tributs consentis, traités d'alliance, démonstrations navales, aucun de ces procédés ne produit d'effet durable ni surtout général : chaque année, des centaines de vaisseaux sont capturés, les équipages et les passagers sont vendus comme esclaves. Nous avons peine, aujourd'hui, à nous représenter ce risque terrible d'une navigation si courte : l'esclavage en Alger; pourtant, que de malheureux en furent victimes, et que de grands noms, depuis saint Vincent-de-Paul jusqu'à l'astronome Arago, éclatent dans cette douloureuse histoire!

Si l'opinion européenne s'apitoyait sur les esclaves noirs de l'Afrique centrale, à plus forte raison devait-elle s'intéresser aux hommes de race blanche qui tombaient entre les mains des pirates : par intérêt autant que par devoir d'humanité, les États européens, enfin débarrassés des longues guerres continentales, étaient tenus de s'épargner cette honte.

Il était, enfin, pénible pour l'Europe de renoncer, au profit d'une force si peu digne du pouvoir, à des pays sur lesquels elle avait régné si longtemps : les Turcs n'étaient à ses yeux que des usurpateurs, et il lui semblait nécessaire et juste de refaire de la Méditerranée un lac européen.

Les concurrents. — Toutefois, l'ordre de marche était changé : des nations plus vigoureuses allaient prendre la place de celles qui, d'abord favorisées par la géographie et par l'histoire, avaient manqué l'occasion de se prolonger en Afrique.

L'Angleterre, amèrement déçue par la perte de ses

colonies d'Amérique, reportait toute son attention sur l'Inde. L'éloignement de ce riche domaine, l'agitation persistante des populations indigènes l'obligeaient à s'assurer la possession des principales escales sur la longue route qui y conduisait, et tout ce qui se passait en quelque point de l'Afrique devait, par suite, l'intéresser : elle ne pouvait oublier, en particulier, que, tout récemment, la France avec Bonaparte avait cherché, par l'Egypte, à l'atteindre dans ses possessions de l'Océan Indien.

La France venait de voir s'écrouler un rêve magnifique; elle avait touché à l'hégémonie européenne et se retrouvait, au lendemain des traités de Vienne, moins étendue et plus pauvre qu'avant la Révolution. Mais elle s'était vite relevée de ses désastres, gardait l'habitude d'intervenir dans tous les débats de la politique européenne, cherchait des compensations à ses défaites et continuait de frémir au moindre appel des armes. Ces expéditions en pays méditerranéen flattent aussi son goût de la couleur et de l'étrangeté, et ses peintres, ses poètes, voire ses musiciens ont largement contribué à les rendre populaires. Par ailleurs, la Royauté y voit l'occasion de justifier son retour : elle est prise, il est vai, entre la crainte de l'aventure et le désir de satisfaire l'opinion, et sa politique porte la marque de ces hésitations; mais elle parvient à faire la part du feu et se donne sans trop de frais un peu de cette allure conquérante qui manquait à son prestige.

L'Italie, parvenue à l'unité, se considérait volontiers comme l'héritière de Rome. Sa position géographique l'incitait à former des rêves de suprématie méditerranéenne, la disproportion entre ses ressources et le nombre de ses habitants lui faisait désirer des colonies de peuplement. En retard sur ses rivales, elle se jetait dans la mêlée avec une fougue toute latine.

C'est entre ces trois nations que la partie allait se jouer. Les autres ne devaient y tenir qu'un rôle occasionnel, du moins jusqu'à la fin du XIXe siècle.

Interventions collectives : la répression de la piraterie et la crise orientale. — D'eux-mêmes les Turcs mettent le feu aux poudres.

Leurs audaces touchent à la folie : un dey d'Alger déclare la guerre aux États-Unis ; vaincu et soucieux de calmer l'irritation de ses sujets, son successeur somme le bey de Tunis de reconnaître la suzeraineté d'Alger. Le bey, bien entendu, repousse fièrement cet ultimatum et fait poursuivre la flotte algérienne ; mais les habitudes de piraterie étaient si fortes qu'en croisant sur les côtes de Sardaigne, les Tunisiens ne purent résister à l'envie de razzier l'île de Saint-Antioche et d'emmener 158 captifs.

L'Europe s'émut. Le Congrès de Vienne était justement réuni ; en même temps qu'il liquidait au profit de la Sainte-Alliance la succession napoléonienne, il se plaisait à traiter des questions d'intérêt général et se donnait volontiers des airs sensibles : il résolut d'en finir avec les corsaires, chargea l'Angleterre d'organiser, avec le concours des autres puissances, d'importantes démonstrations navales et obtint ainsi la libération immédiate de tous les captifs chrétiens, le remboursement des rançons, la réparation des pertes subies depuis le début de 1816.

Encouragée par ce résultat, l'Europe essaie d'emporter l'abolition définitive de la course : elle donne mission à l'Angleterre et à la France de notifier aux États barbaresques que toute atteinte portée au commerce de l'une des nations contractantes entraînera une répression immédiate.

Seul le dey d'Alger, Hussein, maintient son droit de

courir sus à tout navire non allié avec lui. Puis, à la suite de démêlés d'ordre financier, il rompt brutalement avec la France. A ce moment même, le gouvernement français, menacé par les libéraux, devait trouver opportun le moindre succès militaire; quant à l'Europe, elle était obligée de reconnaître l'inutilité des atermoiements et la nécessité d'une vigoureuse intervention matérielle.

L'expédition française d'Alger fut donc décidée : la nouvelle en fut accueillie par la plupart des nations européennes avec plus de curiosité que de sympathie, par l'Angleterre avec une jalousie non dissimulée.

Le dey fait des préparatifs de défense considérables; mais les Français, au lieu d'attaquer Alger par le front de mer à la manière des Espagnols, débarquent dans la presqu'île de Sidi Ferruch et marchent sur la ville par les hauteurs mal protégées de l'intérieur. Le 5 juillet 1830, Alger capitulait.

L'Europe ne s'attendait pas à ce que la France allât si vite en besogne : elle était, d'ailleurs, persuadée que les ambitions méditerranéennes de la France portaient de préférence sur l'Égypte.

Elle ne se trompait guère : si la France n'a pas fait de l'Égypte une terre française, c'est que ses concurrents s'y sont opposés; c'est aussi que la conquête de l'Algérie, en lui créant des obligations immédiates, a retenu une bonne partie de son attention et de ses forces. Mais il est certain qu'au début de XIXe siècle, la France paraissait plus près de l'Égypte que de l'Algérie.

Elle avait, avec Bonaparte, possédé l'Égypte. Conformément à ses traditions, elle ne s'était pas contentée d'occuper le pays militairement : Bonaparte y avait instauré une politique indigène fort habile; il avait entrepris de ranimer la vie économique du pays, de régénérer l'âme nationale et, tout en donnant à la science des

satisfactions inespérées, de ressusciter le passé dans tout son éclat.

Aussi l'occupation française, malgré sa courte durée, avait-elle laissé une profonde empreinte. Les Égyptiens se souvenaient de cette renaissance, ils demeuraient attachés à la France et aux formes de son action : l'usurpateur Méhemet-Ali, pour se faire admettre plus sûrement par les populations, ne trouva rien de mieux que de reprendre à son compte la politique française, de s'entourer de conseillers et de techniciens français, et, selon le mot des contemporains, d'épouser la pensée de Bonaparte.

C'est à cette précaution que Méhemet-Ali dut d'être matériellement préparé et moralement soutenu dans sa rébellion contre le Sultan. Ce sont des officiers français qui assurent aux troupes égyptiennes la supériorité sur les troupes turques; c'est la diplomatie française qui obtient du Sultan la cession à Méhemet-Ali de toute la Syrie et du district d'Adana.

L'Europe, comme on pouvait s'y attendre, s'inquiétait de cette influence grandissante de l'Égypte et de la France, et l'on en revint, comme pour la répression de la piraterie, aux interventions collectives.

A première vue, ces interventions paraissaient inspirées d'un besoin de police méditerranéenne, d'un désir d'ordre et d'équilibre. En réalité, le conflit présentait deux aspects :

Un aspect européen, qui touchait à l'existence de l'Empire ottoman et qui intéressait spécialement la Russie et les puissances centrales, — en somme, un nouvel épisode de la Question d'Orient;

Un aspect proprement africain ou, si l'on préfère, méditerranéen, qui mettait surtout aux prises l'Angleterre et la France.

La France paraissait bien résolue à la résistance, et

sa fièvre belliqueuse gagnait l'Europe; mais, à la surprise générale, la puissance égyptienne s'effondra au premier choc. La France renonça à prendre en mains une cause perdue d'avance, et Méhemet-Ali, réduit à ses seules forces, dut s'estimer heureux de conserver la possession de l'Égypte.

L'Angleterre, il est vrai, aurait désiré un écrasement plus complet; mais la France profitait du revirement de sa politique orientale pour renouer ses relations avec l'Europe et pour obtenir, notamment, que l'Égypte pût être transmise aux descendants de Méhemet-Ali.

Malgré tout, le vrai gagnant de cette rude partie, c'était l'Angleterre, — gagnant inattendu, comme la France dans l'affaire d'Alger. Les destinées méditerranéennes des deux peuples rivaux se dessinaient simultanément, mais au rebours de toute prévision.

Une expérience coloniale : la fondation de l'Empire français de Berbérie. — Au lendemain même de la prise d'Alger, la dynastie des Bourbons tombait, et la monarchie d'Orléans, froidement accueillie par l'Europe, semblait peu disposée à concevoir une politique belliqueuse. Aussi la France mit-elle d'abord peu d'entrain à tirer parti de sa victoire.

Aux lenteurs politiques s'ajoutent des erreurs, dues à l'ignorance du milieu. Les Français ne connaissaient ni le sol, ni les races, ni les mœurs de cet immense pays dont ils tenaient la clé : aussi vont-ils de surprise en surprise et d'échec en échec.

Ils croient pouvoir étendre sans grande résistance leur domination, et les premières reconnaissances poussées autour de la ville aboutissent à de sanglantes escarmouches. Ils s'appliquent à consolider l'autorité de chefs indigènes, dont le loyalisme n'a pas été mis à l'épreuve et qui ne tardent pas à faire acte d'hostilité.

Ils vont tout droit à l'association et même à l'assimilation sans précautions suffisantes, et les indigènes les rappellent brutalement au sens des réalités.

A cet élan de confiance succède une politique toute différente, mais également excessive. Clauzel, vieux soldat de la Révolution et de l'Empire, veut mener de front l'organisation et la conquête : il touche à tout, finances, administration, justice, mais avec précipitation et brouille tout; il engage une occupation étendue, hors de proportions avec ses ressources et les intentions du pouvoir central; il aggrave, en somme, la situation.

Le Gouvernement impose alors à son remplaçant, Berthezène, un plan d'occupation restreinte, et Berthezène réalise quelques progrès solides : occupation de la plaine de la Mitidja, reprise ou conquête de Bône et Bougie à l'est, d'Oran et Mostaganem à l'ouest.

En 1832, nouvelle orientation : Casimir Périer arrive au pouvoir et s'empresse de donner plus d'ampleur à l'entreprise. Savary, ancien directeur de la police impériale, succède à Berthezène; mais ce choix n'était pas heureux : « l'homme de Vincennes et de Bayonne » manquait d'intelligence, de tact, de modération; il lève des impôts énormes, réprime les révoltes avec une rare cruauté.

Peu à peu, cependant, la politique algérienne de la France profitait des leçons, souvent rudes, de l'expérience. Des traditions administratives et militaires s'établissent, de mieux en mieux adaptées aux conditions locales : les « bureaux arabes » entretiennent un contact direct avec les habitants et s'habituent à découvrir dans l'âme indigène ces ressorts insoupçonnés, qui permettent des rapprochements rapides et des progrès tout pacifiques; l'organisation matérielle de l'armée et la tactique se modifient, se plient aux exigences du sol et du climat et aux habitudes de l'adversaire. Ainsi l'occu-

pation devenait plus rationnelle, tournait à la colonisation; l'adaptation se substituait à la routine, l'apprivoisement au refoulement. La France poursuivait là un apprentissage excellent de politique coloniale.

Ces résultats, succédant aux déceptions du début, donnaient confiance au Gouvernement, et bientôt s'imposait l'idée d'une expansion méthodique. En 1834, le commandement des territoires africains est confié à un Gouverneur Général, chef militaire et civil à la fois, et la Régence d'Alger prend le nom de « Possessions françaises dans le nord de l'Afrique » : c'était là consacrer l'établissement de la domination française et proclamer l'intention de sortir du provisoire.

D'ailleurs, les indigènes eux-mêmes allaient obliger la France à opter entre une installation timide et une main-mise définitive. Si lente que fût l'avance française, elle menaçait les traditions d'anarchie chères aux Berbères; elle pouvait apparaître aussi comme un retour offensif du christianisme en terre d'Islam : elle ne tarda guère à trouver devant ses pas le plus redoutable des obstacles, une guerre d'indépendance doublée d'une guerre sainte.

Le danger ne se révéla pas tout d'un coup, et les Français purent le méconnaître, y voir seulement de banales incursions de pillards et des vanteries de barbares. Mais ce mouvement trouva, vers 1834, le chef qui lui manquait et qui allait indirectement imposer à la France la conquête totale.

Le gouvernement français essaie encore de la diplomatie, fait la part du feu, reconnaît à Abd-el-Kader la possession du « pays de l'Ouest »; mais l'émir ne voit là qu'une preuve de faiblesse et se lance à corps perdu dans la lutte : à la fin de 1847, toute l'Algérie, au regard de l'Europe, était devenue terre française.

Du même coup, les relations de la France et du Maroc

s'étaient modifiées. Jusque-là, elles avaient été fréquentes et généralement faciles; mais Abd-el-Kader, vaincu, se réfugie au Maroc et le Maroc est entraîné dans la guerre. Les hostilités, d'ailleurs, furent courtes : dès 1845, le sultan du Maroc reconnaissait la domination de la France en Algérie.

L'Angleterre et l'accaparement de la route de l'Inde. — Par sa politique égyptienne, par la conquête de l'Algérie, la France est la première des nations modernes qui ait formé un plan de colonisation africaine. Les autres ne désirent pas encore l'Afrique pour elle-même.

La politique africaine de l'Angleterre, par exemple, continue d'être subordonnée à sa politique asiatique. C'est pourquoi elle accepte sans trop d'aigreur la fondation de l'empire français de Berbérie : tandis que la France guerroie contre Abd-el-Kader, elle prend soin de consolider ses positions sur la route de l'Inde, — en particulier au Cap de Bonne-Espérance.

Des Anglais avaient fondé en 1820, à l'est du Cap, Port-Elisabeth : vers 1853, à la suite d'une série d'expéditions contre les Hottentots et les Cafres, toute la côte orientale est annexée. Les Boers, pour échapper à la domination anglaise, vont fonder vers le nord l'État d'Orange, puis l'État du Transvaal. Le gouvernement de Londres reconnut, d'ailleurs, l'existence de ces nouvelles républiques : il lui suffisait alors d'être maître absolu sur la côte, car, à ses yeux, l'Afrique australe n'était toujours qu'une escale sur la route de l'Inde.

Or, vers le milieu du siècle, toutes ces précautions perdirent leur intérêt : le problème de la route de l'Inde prit un aspect inattendu, et l'Égypte redevint l'enjeu de la rivalité anglo-française en Afrique.

L'idée d'atteindre l'Asie par la mer Rouge était,

nous l'avons vu, fort ancienne; mais, tandis que le gouvernement anglais persistait à n'y voir qu'une chimère, des ingénieurs français et un ancien consul de France en Égypte, Ferdinand de Lesseps, en faisaient admettre la réalisation au fils de Méhemet-Ali, Saïd. La nouvelle porte de l'Inde allait tomber aux mains de la France.

Une opposition — moins générale qu'on ne croit d'ordinaire, mais singulièrement vive, — s'éleva tout de suite en Angleterre contre le projet de canal. Pourtant, les travaux commencèrent : après des années d'un travail prodigieux, en dépit de mille intrigues, le canal de Suez fut inauguré, le 17 novembre 1869, en présence de l'Impératrice des Français, de l'Empereur d'Autriche, du Prince royal de Prusse, du Prince et de la Princesse des Pays-Bas, du Khédive et de l'émir Abd-el-Kader; 130 navires, précédés d'un yacht français, firent la traversée de Port-Saïd à Suez; seul, le gouvernement anglais n'était pas représenté.

L'Angleterre, bien entendu, attendait sa revanche, qui ne tarda guère : elle rachète au successeur du Khédive Saïd, Ismaël, ruiné par de folles dépenses, ses actions du canal et se donne par là le droit d'intervenir, au même titre que la France, dans les affaires du pays. Bien mieux, la situation financière de l'Égypte s'aggravant, cette intervention prend la forme officielle d'un condominium anglo-français. Ainsi, l'Angleterre était parvenue, sans coup férir, à reprendre pied en Égypte : il ne lui manquait, pour achever sa victoire, qu'à se débarrasser du voisinage de la France.

L'occasion se présenta d'elle-même. Un violent soulèvement, à la fois national et religieux, avait été provoqué par cette intrusion étrangère, et c'était risquer gros que tenter de le réduire. Or, le gouvernement français, à ce moment-là, redoutait la guerre par-dessus tout : il laissa l'Angleterre agir seule, et le condominium disparut.

Il est vrai que l'Angleterre protestait de son respect pour l'indépendance de l'Égypte et pour les droits des autres puissances, mais c'étaient là des mots : malgré les réclamations de la Porte, elle réorganisait tout à sa guise et travaillait à s'approprier le canal qu'on avait creusé contre sa volonté.

Les ambitions de l'Italie. — Dans la lutte pour l'Afrique méditerranéenne, la France venait de l'emporter en Algérie, l'Angleterre en Égypte. Mais, dans l'intervalle de ces deux rudes parties, un autre enjeu s'était offert à la rivalité des peuples européens : la Tunisie.

Trois grands États étaient principalement intéressés à la possession de cette belle contrée : l'Angleterre, pourvue de quelques titres reconnus, mais surtout l'Italie, pour qui Tunis n'était que l'ancienne Carthage, et la France, désireuse de consolider sa frontière algérienne.

Peu à peu, la concurrence se limite à l'Italie et à la France, et c'est d'abord l'Italie qui paraît en meilleure posture : l'émigration italienne en Tunisie se précipite, l'influence du gouvernement italien sur le bey grandit et se manifeste de préférence par des mesures malveillantes envers les compagnies françaises et l'Algérie.

Le ministère Jules Ferry trouve dans ces actes d'hostilité l'occasion de reprendre l'avantage : le bey refusant de réprimer les brigandages des Kroumirs en territoire algérien, le gouvernement français recourt aux armes, vient vite à bout des pillards et des troupes tunisiennes et impose au bey le protectorat de la France (1881).

Une telle rapidité d'action étonna l'Europe ; mais nulle protestation sérieuse ne s'éleva, sauf en Italie, où l'occupation française de la Tunisie apparut comme une grave défaite de la politique nationale. Toutes les haines patriotiques qui, avec le ministère Cairoli, s'étaient violemment manifestées contre l'Autriche et l'Alle-

magne, se tournèrent contre la France avec Depretis et Crispi et aboutirent à la conclusion de la Triple Alliance.

Crispi rêvait peut-être d'une grande coalition européenne, qui eût terrassé la France et procuré à l'Italie la possession de l'Algérie et de la Tunisie. Mais l'Allemagne, contente d'avoir brouillé les deux sœurs latines, ne semblait pas disposée à favoriser les vues mégalomanes de sa nouvelle alliée : faute de mieux, Crispi se rabat sur l'Abyssinie.

Le rêve, cette fois, semblait modeste et ne risquait guère d'éveiller des jalousies. Vers le milieu du XIXe siècle, l'Angleterre s'était un moment intéressée à ce pays perdu : elle avait noué des relations avec le Négus Théodoros, qui, non sans mérite, avait arrêté le morcellement féodal de ses États; puis, le Négus s'était pris de défiance à l'égard de ses puissants alliés, et il avait succombé au cours d'une guerre contre l'Angleterre; mais l'Angleterre avait compris que, s'il était possible de vaincre le Négus, il serait bien plus difficile de conquérir et surtout de garder ce vieux rempart d'indépendance, l'Abyssinie, et elle n'avait pas cherché à développer sa victoire.

L'Abyssinie, après la mort de Théodoros, était retombée dans une profonde anarchie. Un prince ou « ras » du Tigré (Abyssinie septentrionale) essaie bien d'imposer son autorité au reste du pays; mais il se heurte — et ses descendants après lui — à Ménélik, ras du Choa (Abyssinie méridionale), et une guerre fort cruelle s'engage, qui devait durer une vingtaine d'années. Ces événements parurent à Crispi favorables à l'intervention européenne, et il résolut d'en faire profiter l'Italie.

L'Italie, en 1885, avait déjà pris pied aux abords de l'Abyssinie : elle avait fondé sur la côte un comptoir, qui était devenu la colonie de Massaouah et qu'il avait fallu défendre contre l'hostilité du ras du Tigré. Elle

prit donc parti pour le ras du Choa contre son rival, et Ménélik, comme bien on pense, accueillit volontiers cette offre d'alliance.

Traité de paix perpétuelle, rôle d'intermédiaire réservé à l'Italie pour les rapports de l'Abyssinie avec l'Europe, avantages commerciaux, prêt de quatre millions par une banque italienne, vente d'armes : à travers ces accords de détail, Crispi voyait l'établissement effectif d'un protectorat, qui fut d'ailleurs notifié aux puissances en octobre 1889.

Un grand empire semblait en germe dans cette opération de tout repos, que l'Europe avait acceptée sans le moindre murmure.

Lendemain de partage. — Vers 1884, les nations européennes les plus favorisées ne possédaient, dans l'Afrique noire, que des embryons de colonies : comptoirs peu à peu transformés en domaines territoriaux, points d'escale, zones mal déterminées d'influence. On peut donc dire que la véritable conquête de l'Afrique a commencé par les régions tempérées ou par ce qu'il est permis d'appeler, sans trop forcer les termes, l'Afrique blanche.

Ce premier partage constituait une révolution de la politique internationale et un bouleversement de l'histoire d'Afrique. Deux États, la France et l'Angleterre, s'étaient donné la part du lion; par contre, ceux qui, aux siècles passés, avaient joué le rôle le plus actif dans l'Afrique du Nord, en étaient tout à fait évincés, comme le Portugal, ou du moins n'y étaient admis qu'en parents pauvres, comme l'Italie et surtout l'Espagne, qui ne possédait plus que quelques places isolées sur la côte marocaine. Il est vrai que ces parents pauvres pouvaient espérer prendre leur revanche dans deux pays, qui avaient jusque-là sauvegardé leur indépendance, le

Maroc et la Tripolitaine; mais il était impossible d'en aborder l'occupation sans soulever de redoutables conflits.

Ainsi répartis entre de puissants États européens, les pays de l'Afrique tempérée présentent, en plus de leur valeur propre, un autre intérêt : ils constituent des bases d'opérations, ils deviennent les amorces des grands empires européens d'Afrique. C'est, en somme, de l'Afrique blanche que l'Europe va marcher à l'assaut de l'Afrique noire.

Elle y est désormais invitée par une évolution très nette de l'opinion. Le partage de l'Afrique tempérée avait été l'œuvre des gouvernements plutôt que des nations; mais l'opinion avait été enchantée par la découverte de ces pays si proches de l'Europe et riches de produits naturels autant que de beauté. Le mirage africain remplace dans l'esprit des contemporains le vieux mirage américain. Le mouvement d'exploration s'en trouve renforcé et surtout prend un sens nouveau, plus pratique. L'impérialisme africain est né.

En même temps qu'elle excite le désir de possession territoriale, l'ocupation de l'Afrique tempérée permet aux peuples européens d'apprendre le difficile métier de colonisateur. On peut être certain, par exemple, que l'ensemble de l'Afrique française serait fort inférieur à ce qu'il est, en qualité ou en quantité, si la plupart de ceux qui ont travaillé à le créer n'avaient eu l'occasion de se donner en Algérie une sérieuse éducation coloniale.

Engagée dans cette voie nouvelle, si attirante, l'Europe allait voir ses rapports internationaux se compliquer de plus en plus. Le champ de sa politique s'étendait soudainement, et les conditions de la lutte se transformaient : au lieu de se battre, comme au XVIIIe siècle, dans les colonies pour l'Europe, on était, à tout instant, sur le point de se battre en Europe pour les colonies, car

les colonies tendaient à s'incorporer à la nation et cessaient d'être une simple monnaie d'échange.

3° *LE PARTAGE DE L'AFRIQUE NOIRE ET LA CONSTITUTION DES GRANDS EMPIRES*

Les faits nouveaux. — Jusque vers 1884, l'Europe, préoccupée par de graves questions de politique continentale, puis par la conquête de l'Afrique tempérée, ne songe guère à coloniser l'Afrique noire : elle la considère toujours comme un monde à part, gros de déceptions plus que de profits réels.

Les États qui n'ont pas encore de domaine colonial ne se soucient pas de s'y installer : l'Allemagne, en particulier, affirme sa résolution d'être un empire continental et européen. Les Portugais laissent dépérir leurs possessions; l'Espagne demeure obsédée par le désir de se réinstaller au Maroc; l'Italie est occupée en Tunisie et en Abyssinie; l'Angleterre ne prête qu'une faible attention à ses comptoirs du Golfe de Guinée. Seule, la France depuis 1817, applique au Sénégal, avec une sorte de fièvre, de vastes « plans de colonisation »; Faidherbe, ajoutant son génie à l'expérience de ses devanciers, pacifie, organise, enrichit le pays, le transforme en une véritable colonie, en fait la porte du Soudan et, par ailleurs, prépare l'installation de la France sur les côtes du Golfe de Guinée.

Mais des faits nouveaux mettent fin à cette situation exceptionnelle : vers 1884, l'Afrique noire devient le théâtre et la proie d'une concurrence acharnée.

C'était là le résultat des différentes séries d'événements que nous venons de parcourir : les explorations, qui finissent par découvrir à l'Europe les ressources réelles de l'Afrique équatoriale et tropicale, en même

temps que sa misère sociale et politique; l'occupation de l'Afrique tempérée, qui invite à l'extension. Surtout, l'économie du monde civilisé, depuis le milieu du siècle, s'est sensiblement modifiée : toutes les valeurs ont été renversées par les applications de la vapeur et de l'électricité; partout l'usine tend à remplacer l'atelier, et certains peuples d'organisation récente, comme l'Allemagne et les États-Unis, concurrencent les vieux pays d'industrie sur leurs marchés traditionnels : de là le désir de trouver à la fois dans des pays neufs de larges débouchés et d'abondants réservoirs de matières premières.

Les États européens se trouvaient donc entraînés à la colonisation de l'Afrique noire; les plus rebelles à cette idée sont forcés d'y céder, et notamment l'Allemagne.

A la faveur de son unification et de l'activité financière que lui avait value l'indemnité française de cinq milliards, l'Allemagne avait révélé tout d'un coup, au lendemain de la guerre de 1870-1871, d'étonnantes aptitudes économiques, et Bismarck, avec sa vue si claire des intérêts de son pays, pliait ses théories à ces conditions nouvelles, opérait une conversion totale. En 1884, il déclare haut et ferme que l'Allemagne entend devenir une puissance coloniale et que, malgré l'heure tardive, elle veut sa part de l'Afrique : il rencontre en Allemagne une vive opposition; les États voisins, sauf peut-être l'Angleterre, affectent de ne point prendre au sérieux cette rodomontade du vieux bouledogue; mais, à son ordinaire, Bismarck accompagne ses propos d'actes tout à fait significatifs.

Le grand explorateur Nachtigall est choisi comme l'instrument de cette politique : cette même année 1884, sous prétexte d'examiner sur place les réclamations de commerçants allemands, il visite sur un bâtiment de guerre les côtes occidentales de l'Afrique et plante le pavillon allemand sur les points inoccupés. En quelques

mois, le Togo, le Cameroun, l'Afrique Sud-occidentale sont proclamés colonies de l'Empire, et le Chancelier se contente de notifier aux puissances le fait accompli.

Sur la côte orientale, Karl Peters, qui venait de fonder à Berlin la « Société pour la Colonisation », signe de nombreux traités avec les princes indigènes et confie l'exploitation des régions reconnues par lui à la Deutsche Ost-Afrikanische Gesellschaft, compagnie à charte patronnée par l'Empereur d'Allemagne : les Allemands pouvaient dès lors menacer la vallée du Nil par ses sources.

Cette brusque série de rapts fut pour les États européens comme un coup de fouet. L'Afrique noire prit soudain à leurs yeux son véritable intérêt. Une fois de plus, l'Allemagne, selon le mot de Bismarck, était le goujon qui met les autres poissons en mouvement.

Un Droit international africain. — Ce fut une ruée ou, comme on l'a dit encore, un « rush ».

Chaque peuple se découvre des droits acquis dans les régions les plus déshéritées comme les plus riches. On s'empresse de passer des traités avec des princes indigènes plus ou moins qualifiés pour engager l'indépendance et les intérêts de leurs congénères; on intervient dans des querelles de succession, toujours faciles à trouver ou à provoquer. C'est un pillage qui se donne des allures de marché régulier, voire d'héritage.

L'exploration prend décidément un caractère politique et devient tout à fait ce qu'elle promettait d'être depuis quelque temps : une entreprise d'État. Du même coup, les grands groupements qui s'étaient voués à la connaissance scientifique de l'Afrique et au relèvement des races indigènes dévient dans le sens de ces intérêts égoïstes : en particulier, l'Association internationale africaine, fondée en 1876 sous la présidence d'honneur du Roi des Belges et sous la présidence effective de

Ferdinand de Lesseps et du cardinal Lavigerie, primat d'Afrique, ne tarde pas à être accaparée par l'impérialisme de Léopold II; c'est sous ses auspices que Stanley, explorateur à gages, reprend le chemin de l'Afrique et prépare l'organisation de l'État indépendant du Congo.

Les rivaux cherchent à se barrer mutuellement la route, et ce partage de l'Afrique noire apparaît, dès les débuts, fertile en conflits. Mais l'Allemagne, en même temps qu'elle provoquait la crise, prenait l'initiative d'un remède.

A l'occasion d'un litige qui mettait aux prises le Roi des Belges, le Portugal et l'Angleterre, le gouvernement allemand invite les puissances européennes et les États-Unis à se faire représenter à la « Conférence » de Berlin et leur propose l'élaboration d'une sorte de code international, qui permettra de réglementer le partage de l'Afrique noire et de lui donner une valeur officielle.

La Conférence de Berlin établit, en effet, les principes suivants :

1° La navigation sera libre sur le Niger et le Congo, même en temps de guerre;

2° Le bassin du Congo sera soumis au régime de la liberté commerciale;

3° Toute prise de possession de territoire sur les côtes du continent africain devra être sans délai notifiée aux puissances signataires, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations;

4° Nulle annexion ne sera valable si la puissance souveraine n'entretient, dans les territoires qu'elle prétend occuper, une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis, le cas échéant, par les autres États, et la liberté du commerce;

5° Toute puissance européenne installée sur la côte acquiert de ce fait des droits sur l'arrière-pays et peut reculer les limites de ses possessions jusqu'à ce qu'elle

rencontre une zone d'influence voisine ou un État organisé.

Cinq ans après, la Conférence de Bruxelles élargit ce code africain : tandis que la conférence de Berlin s'était exclusivement occupée des droits des conquérants, celle-ci s'applique surtout aux droits des populations indigènes; elle étudie les moyens de lutter contre la traite des esclaves, l'importation des armes à feu, le trafic de l'alcool, le portage.

La conquête, après s'être régularisée, s'humanisait.

Les traités de partage. — En dehors de leurs séances régulières, les représentants des puissances à Berlin s'étaient entendus sur le partage de l'Afrique centrale; l'État indépendant du Congo, domaine de l'Association internationale, était officiellement reconnu, ses limites étaient tracées, et sa neutralité lui réservait, dans ces régions âprement convoitées, un rôle utile d'État-tampon; la France gardait le bassin du Kouilou-Niari, c'est-à-dire la route d'accès vers Brazzaville; le protectorat de l'Allemagne sur le Cameroun subsistait; le Portugal ne conservait, sur la rive droite du Congo, que les deux villes de Landana et Cabinda.

Par la suite, l'obligation imposée aux puissances de notifier leurs acquisitions ou leurs conquêtes devait les amener à confronter leurs droits, à provoquer des arbitrages, en fin de compte, à conclure des accords pour la détermination de leurs zones d'influence : de là une longue suite de traités de partage, dont l'histoire, mêlée à tous les débats de la politique européenne, est fort compliquée, mais qui peuvent se grouper par grandes régions.

En Afrique orientale, c'est l'Angleterre qui fournit le plus gros effort, mais elle se heurte à de nombreux concurrents. Elle s'accorde sans trop de peine avec l'Italie

pour la fixation des limites communes du Soudan égyptien et de l'Éthiopie (1891), puis de la côte d'Aden et du Harrar (1894). En revanche, elle est obligée de faire d'abord à l'Allemagne, sur la côte de Zanzibar, de larges concessions (1887), qu'elle parvient simplement à réduire, en 1890, à la suite de révoltes provoquées par la brutalité allemande. Surtout, elle se trouve aux prises avec la France, le jour où elle obtient de l'État indépendant la cession d'une bande de territoire qui doit lui permettre de relier ses positions, officielles ou non, du Nord et du Sud de l'Afrique et de barrer à la France la route du Haut-Nil; l'État indépendant, devant les protestations de la France, se rétracte, et la France et l'Angleterre luttent de vitesse pour l'occupation du Haut-Nil : c'est l'Angleterre qui l'emporte, à Fachoda (1898), et le gouvernement français, s'inclinant devant le fait accompli, admet, comme limite de sa zone d'influence, la ligne de partage des eaux entre les affluents du Nil et du Congo.

Dans l'Afrique australe, la région située entre les colonies côtières, le fleuve Orange et l'État indépendant, était convoitée à la fois par les Boers du Transvaal, les Portugais, les Allemands et les Anglais. L'Allemagne, par des annexions de détail, se rapprochait rapidement des républiques boers; mais, dès 1885, l'Angleterre, par l'établissement de son protectorat sur le Bechouanaland, pousse une pointe audacieuse entre les Allemands et les Boers, puis impose aux domaines de l'Allemagne, par intimidation, des limites bien nettes. Contre les Boers et les Portugais, c'est la fameuse Chartered Company, dirigée par Cecil Rhodes, qui mène la lutte : les uns et les autres sont arrêtés dans leur expansion, et l'Afrique australe anglaise rejoint l'État indépendant.

A Madagascar, l'influence française, établie depuis le XVIIe siècle, était battue en brèche par les opérations

commerciales et les intrigues politiques et religieuses des Anglais. Le protectorat de la France sur Madagascar avait été reconnu par des traités en bonne et due forme (1885 et 1890), mais le rôle des résidents était sans cesse contrarié par la mauvaise foi et les goûts belliqueux des Hovas, secrètement associés aux missionnaires anglais. En 1895, après une dernière tentative de conciliation, la France se décide à réduire ces résistances par les armes, et le traité de protectorat est renouvelé; en 1896, le protectorat se transforme en prise de possession.

En Afrique occidentale, la lutte s'est concentrée surtout autour du Niger, entre l'Angleterre et la France. Vers 1885, la France possédait le cours supérieur; l'Angleterre, les bouches du fleuve : où s'arrêterait le domaine définitif de l'une et de l'autre? En 1890, à la suite de rudes campagnes, la France avait acquis des avantages importants : elle était maîtresse du fleuve jusqu'à Tombouctou, le protectorat du Fouta-Diallon joignait ses possessions de la côte de Guinée à ses territoires sénégalais et nigériens, la côte du Dahomey se présentait comme une base d'expansion vers le Niger inférieur. C'est alors que la Royal Niger Company, installée dans les régions du Niger et de la Bénoué inférieurs, pousse un cri d'alarme : elle prétend que ses droits sont compromis par l'expansion française, et ses réclamations aboutissent à la convention du 5 août 1890, en vertu de laquelle les zones d'influence anglaise et française étaient séparées par une ligne allant de Say sur le Niger à Barroua sur le Tchad.

Cette fois, l'Angleterre avait obtenu la belle part, les pays actifs et fertiles, mais la France tira de ses propres avantages tout le parti possible : malgré l'opposition constante des Anglais, elle acheva la conquête des pays de la boucle du Niger, arrêta l'expansion vers le Nord du Sierra Leone, de la Côte de l'Or, du Togo, prit effecti-

vement possession du Dahomey, ruina l'empire de Rabah et s'empara du Bornou; puis, elle établit une liaison solide entre ses domaines d'Algérie, d'Afrique occidentale et d'Afrique équatoriale par le Tchad. Par la convention du 14 juin 1898, l'Angleterre reconnut le résultat de ces efforts.

En somme, à la fin du XIXe siècle, ce grand tourbillon qui avait mêlé si intimement les destinées de l'Afrique et de l'Europe s'apaisait, tendait à l'équilibre. Les concurrents européens, bon gré mal gré, avaient fini par prendre une place déterminée dans les diverses régions de l'Afrique, et toute une armature de traités semblait garantir la stabilité de cette répartition.

Pourtant, deux grandes causes de déséquilibre subsistaient sourdement : l'esprit d'indépendance de certaines sociétés indigènes, l'impérialisme mal satisfait de quelques nations européennes.

Les résistances de l'Afrique. — L'Europe disposait vraiment de l'Afrique comme si l'Afrique avait été terre vacante, — *res nullius*. Mais les sociétés africaines, en général, ne semblaient pas devoir renoncer si aisément à leur indépendance : ce partage de l'Afrique était donc assez théorique; il s'agissait ensuite de le réaliser, c'est-à-dire de le faire accepter des populations locales.

Presque partout, l'occupation effective fut difficile; la guerre se présentait sous une forme souvent terrifiante, — guerre de montagnes, de forêt, de marécages, de désert, etc.; l'Europe, si bien armée et si vaillante qu'elle fût, n'eut pas toujours le dessus, et il lui fallut parfois abandonner la partie après de gros sacrifices.

Au surplus, la conquête, au sens étroit du mot, n'a jamais été qu'une étape de l'occupation, et il a fallu, en règle générale, la compléter par la pacification :

aujourd'hui encore, certaines régions attribuées depuis longtemps ne sont rien moins que soumises, et la présence européenne n'y est acceptée qu'à la condition de limiter ou même de remettre à plus tard ses exigences.

Ces résistances sont d'origines et d'allures variées :

Dans toutes les régions imprégnées ou simplement effleurées par l'Islam, ce sont des soulèvements religieux, tout à fait comparables au soulèvement de l'Algérie par Abd-el-Kader : insurrection de la Kabylie sous le Second Empire, puis du Sud Oranais; révolte générale de l'Algérie à la suite de la guerre de 1870 et du décret Crémieux, qui accordait aux juifs d'Algérie la nationalité française; insurrection de la Tunisie méridionale au lendemain de l'établissement du protectorat français; révolte des Mahdistes ou Derviches, dans le Soudan égyptien, qui dura plus de dix ans, coûta fort cher à l'Angleterre, mais servit de prétexte à son maintien en Égypte; rébellion de l'Afrique orientale allemande; opposition de l'empire d'El Hadj Omar aux conquêtes françaises, etc.

El Hadj Omar, malgré sa brutalité, garde figure de prophète; Samori n'est plus qu'un bandit de quelque envergure, et son cas n'est pas isolé : nombreux sont les aventuriers qui, dans ce désordre de l'Afrique, se lancent contre l'étranger sans autre motif que des ambitions égoïstes. Par exemple, Rabah, que la France rencontre en s'avançant vers le Tchad, n'a rien d'un chef religieux; moins intéressants encore sont les négriers d'origine arabe qui, dans l'Afrique orientale et jusqu'au Congo, excitent la haine de l'Européen pour continuer à tyranniser sans retenue les populations indigènes et se montrent parfois, comme le fameux Tippo-Tib, si redoutables qu'il faut transiger avec eux.

En certaines régions de l'Afrique, les dynasties régnantes conservaient une réelle autorité, et c'est

d'elles que vient la résistance : notamment à Madagascar et au Dahomey.

Ailleurs, c'est simplement l'esprit d'indépendance ethnique qui s'oppose à l'installation de l'Europe, — et d'autant plus vigoureusement que les populations sont plus sauvages et le pays plus difficile à pénétrer. Les uns, surtout les nomades, repoussent la tutelle des civilisés, parce qu'elle entravera leurs habitudes de pillage et troublera leurs conditions d'existence ; d'autres, comme les Herreros dans le Sud-Ouest allemand, savent par expérience que les intentions des Européens ne sont pas toujours bienveillantes et préfèrent à l'esclavage en masse une lutte sans merci ; d'autres, enfin, ignorant tout des Européens, craignent tout de leur part et — surtout dans la Forêt — ne cèdent que pied à pied.

Il faut mettre à part de cet ensemble de résistances les soulèvements nationaux, qui sont en nombre bien limité. Deux sont, pour ainsi dire, traditionnels et se sont retrouvés aux différents moments de l'histoire d'Afrique :

En Égypte, l'opposition est de caractère national autant que religieux ; la religion n'est ici que le prétexte, l'étendard de la révolte, et l'Égypte n'a pas attendu l'Islam ni l'intervention des chrétiens pour faire preuve de nationalisme.

En Abyssinie, le ras du Tigré, battu par les Italiens, se réconcilie avec Ménélik et reconnaît sa supériorité : l'unité du pays est rétablie, et Ménélik notifie directement son avènement à toutes les puissances. L'Italie proteste en vain, puis se décide à la guerre ; elle vient vite à bout des troupes du Tigré ; mais Ménélik convoque tous les chefs éthiopiens et leur tient ce langage : « Un ennemi a traversé les mers, il a violé nos frontières pour détruire notre patrie et notre foi.... Avec l'aide de Dieu, je défendrai l'héritage de nos aïeux et je repousserai

par les armes l'envahisseur. Que celui qui en a la force m'accompagne; que celui qui ne l'a pas prie pour nous! » Il s'agit bien là, on le voit, d'un mouvement national : 150 000 hommes se lèvent à cet appel, et l'armée italienne est complètement écrasée en 1896. L'indépendance absolue de l'Éthiopie fut reconnue, et le rêve colonial de l'Italie, une fois de plus, s'évanouit.

Le soulèvement national des Boers est d'un tout autre caractère : il ne s'explique guère par la présence et l'influence continue d'un cadre naturel; il est l'acte d'un peuple de formation relativement récente, mais qui a emporté d'Europe l'idée de patrie.

Bien que leur indépendance eût été reconnue, les deux Républiques de l'Orange et du Transvaal étaient sourdement menacées dans leur existence : elles étaient réduites à l'état d'enclaves, tout développement leur était interdit, et le moindre incident devait les faire tomber entre les mains des Anglais. Cet incident, ce fut la découverte de gîtes de diamant dans la République d'Orange et de filons aurifères au Transvaal : toute l'économie de l'Afrique australe s'en trouva bouleversée; des milliers d'aventuriers de toutes nations affluèrent dans le pays, et les Boers, dont cette invasion déroutait la vie paisible et simple, tentèrent d'endiguer le flot des étrangers ou « Uitlanders » : ils leur refusèrent obstinément la naturalisation et, par conséquent, le droit de suffrage, frappèrent de droits énormes les produits nécessaires à l'exploitation des mines, etc. Les Uitlanders, en 1895, résolurent de renverser celui qu'ils considéraient comme leur principal adversaire, le président Krüger, et remirent leur cause entre les mains de Cecil Rhodes. En même temps, les Boers étaient présentés à l'opinion anglaise comme d'impitoyables négriers : un mouvement humanitaire, « philocafre », vint renforcer à point nommé l'intérêt économique et politique.

Le complot fut éventé, l'Europe s'émut, mais les difficultés allèrent s'aggravant entre l'Angleterre et les deux Républiques : en 1899, la guerre éclata. Elle fut, on le sait, des plus rudes : les Boers, miliciens improvisés, étaient d'infatigables cavaliers et d'excellents tireurs, ils savaient à merveille utiliser un terrain difficile, et surtout une fureur sacrée les animait. Ils infligèrent aux Anglais de graves échecs, mais le nombre et l'abondance de ressources matérielles finirent par l'emporter : en 1902, les Boers, épuisés, renoncent à leur indépendance; en revanche, l'Angleterre promet de leur octroyer prochainement leur autonomie et les aide à reconstituer leur pays dévasté.

On voit qu'en fin de compte ces résistances de l'Afrique, quelles qu'en soient les origines et les tendances, ont provoqué les États européens aux guerres de conquête, généralement précipité l'occupation des arrière-pays et achevé la constitution des grands empires coloniaux.

4° *LA PLUS RÉCENTE CARTE DE L'AFRIQUE*

La carte de l'Afrique au début du XXe siècle. — Peu d'événements historiques se sont accomplis avec autant de rapidité que l'occupation de l'Afrique par l'Europe : à peine ébauché vers 1885, la partage du massif continent était à peu près consommé dès le début du XXe siècle.

Il ne subsistait en Afrique d'autres États indépendants que l'Abyssinie, qui venait de donner la preuve de sa vigueur, la République de Libéria, fondée en 1823 par une société philanthropique américaine et destinée à démontrer que des esclaves libérés peuvent du jour au lendemain se gouverner eux-mêmes, le Maroc et la

Tripolitaine, bien chancelants. Tout le reste, y compris les déserts et les marais, était devenu le domaine de l'Europe.

Ce partage, d'ailleurs, était fort inégal.

Deux puissances, l'Angleterre et la France, étaient singulièrement favorisées : elles sortaient chacune de l'aventure africaine avec un véritable empire, composé de régions riches, variées, généralement cohérentes et solidement occupées.

L'Empire anglais comprenait trois groupes : l'Égypte et ses annexes du Soudan et de la côte orientale, la colonie du Cap étendue jusqu'aux Grands Lacs et devenue l'Union Sud-africaine, les colonies du golfe de Guinée (Gambie, Sierra Leone, Côte de l'Or et Nigéria), sans compter quelques îles dans l'Atlantique et l'Océan Indien.

L'Empire français rassemblait en un bloc énorme les pays méditerranéens de l'Algérie et de la Tunisie, le Sahara, les régions tropicales du Sénégal, du Niger et du Tchad, les régions subéquatoriales de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey, une bonne partie du Congo, et les colonies étrangères n'apparaissaient en ce bloc qu'à l'état d'enclaves. A l'est, la France possédait encore une grande île ou plutôt un petit continent, Madagascar, avec l'île voisine de la Réunion, et, à l'entrée de la mer Rouge, l'escale d'Obok et ses dépendances.

Au cœur de l'Afrique, s'étendait l'immense domaine d'un colonisateur assez inattendu, le Royaume de Belgique, héritier de l'État indépendant du Congo.

Sur les côtes du golfe de Guinée, de l'Afrique australe et de l'Afrique orientale, un autre colonisateur improvisé, l'Empire d'Allemagne, avait installé quatre colonies importantes : le Togo, le Cameroun, le Sud-ouest africain et l'Afrique orientale allemande.

L'Italie ne gardait que de pauvres débris de son rêve

éthiopien : l'Erythrée sur la mer Rouge et la Somalie sur l'Océan Indien.

Quant aux vieux peuples ibériques qui, si longtemps, s'étaient regardés comme les maîtres-nés de l'Afrique, ils étaient assez mal lotis : le Portugal, il est vrai, conservait un empire de plus de deux millions de kilomètres carrés (Iles du Cap Vert, Guinée, Iles de Principe et de Sao Thomé, Angola, Afrique orientale), mais sans grande ressource, et les Espagnols en étaient réduits à la possession de quelques postes sur la côte méditerranéenne des Canaries, des dunes du Rio de Oro et de deux îlots au fond du golfe de Guinée, Annobon et Fernando Po.

Le Portugal paraissait se résigner à cette infériorité ou, du moins, céder à l'intimidation. Mais l'appétit des autres concurrents n'était nullement satisfait; la France et l'Angleterre elles-mêmes estimaient leur compte incomplet, et cette carte de l'Afrique, en dépit des multiples traités qui en fixaient les traits, semblait encore toute provisoire.

Vers de nouveaux partages. — On n'osait plus s'attaquer à l'Abyssinie, mais les mains se tendaient vers ces parties de l'Afrique demeurées libres et, pourtant, travaillées par l'anarchie : le Maroc, qui ne devait le maintien de son indépendance qu'à l'âpreté et à l'équilibre momentané des rivalités européennes, la Tripolitaine et la Cyrénaïque, qui relevaient, au moins nominalement, de la Turquie. Par ailleurs, l'installation de l'Angleterre en Égypte restait un fait d'autorité plutôt qu'une situation de droit, et la solution du problème égyptien allait inévitablement se lier à celles des problèmes marocain et tripolitain.

Évincée de la Tunisie, chassée de l'Abyssinie, l'Italie reporte ses ambitions sur la Tripolitaine toute proche et, pour diminuer les obstacles, se rapproche de la

France; la France, de son côté, juge l'occupation du Maroc, comme celle de la Tunisie, indispensable à la solidité de son empire de Berbérie et, pour avoir les mains libres, se montre prête aux concessions. Dès 1896, au lendemain du désastre d'Abyssinie et de la chute de Crispi, l'Italie reconnaît implicitement le protectorat français en Tunisie et obtient en retour, pour ses nationaux établis en Tunisie, des avantages spéciaux; le 1er novembre 1902, elle reconnaît en outre la situation prépondérante acquise par la France au Maroc, et la France laisse entendre qu'elle ne s'opposera pas aux vues de l'Italie sur la Tripolitaine.

L'Angleterre était un peu gênée par les prétentions que la France pouvait faire valoir en Égypte; elle gardait aussi un amer souvenir du rôle, plus machiavélique que généreux, joué par l'Allemagne dans l'affaire du Transvaal, et l'avènement d'Édouard VII, ami de la France, favorisa le rapprochement des deux nations. Le 8 avril 1904, l'Angleterre et la France, entre autres concessions mutuelles, abandonnaient, l'une ses projets sur le Maroc, l'autre ses droits en Égypte, et convenaient « de se prêter l'appui de leur diplomatie » pour la réalisation de leur œuvre respective dans ces deux régions de l'Afrique.

L'Espagne, enfin, voulait qu'on admît ses droits historiques sur le Maroc : la France lui reconnut comme zone d'influence un peu plus de ce qui constitue aujourd'hui le Maroc espagnol, et, le 6 octobre 1904, l'Espagne adhérait à l'accord franco-anglais.

Ce nouveau partage de l'Afrique méditerranéenne semblait bien net : le Maroc à la France et à l'Espagne, la Tripolitaine à l'Italie, l'Égypte à l'Angleterre. L'Allemagne demeurait en dehors de cette série d'accords : elle demandait simplement la sauvegarde de ses intérêts économiques au Maroc, et ces intérêts allaient être

favorisés plutôt que contrariés par l'action de la France, qui devait rétablir l'ordre; mais elle affecta bientôt d'avoir été tenue à l'écart et tenta, par toutes sortes de détours, de prendre sa revanche.

La France au Maroc. — C'est l'empereur Guillaume II qui, au cours d'un voyage à Tanger, se pose en champion de l'indépendance marocaine, pousse le sultan Abd-el-Aziz à rejeter le programme de réformes de la France et provoque ainsi, en 1906, la réunion de la conférence d'Algésiras, où la France perd à peu près tout le terrain qu'elle avait gagné aux accords de 1904.

Placé sous le contrôle commun des puissances, le Maroc s'enfonce alors dans le désordre, et la France, pour protéger la vie de ses nationaux, intervient à main armée dans le Maroc oriental et occidental. Mais Moulay-Hafid ayant pris la place de son frère Abd-el-Aziz, la France s'engage à évacuer les régions qu'elle occupe, le jour où le nouveau Sultan aura constitué des troupes de police suffisantes pour maintenir l'ordre.

En dépit de ces précautions, l'Allemagne s'inquiète des progrès de la France et continue à provoquer des incidents pénibles : campagne contre la Légion étrangère, affaire des déserteurs de Casablanca, envoi d'un vaisseau de guerre devant Agadir, pour répondre à l'avance des troupes françaises qui allaient secourir le Sultan assiégé dans Fès par des tribus berbères. De nouvelles négociations s'imposaient.

Elles furent laborieuses. Mais la France montra que, le cas échéant, elle n'aurait pas peur de la guerre et l'Angleterre s'opposa à toute installation territoriale de l'Allemagne au Maroc. D'autre part, toutes les puissances étaient lasses de cette « crise marocaine », qui les tenait en perpétuelle inquiétude, et désiraient une situation nette.

Par la convention du 9 novembre 1911, l'Allemagne obtenait, aux dépens du Congo français, une rectification de frontière, qui lui permettait d'atteindre, par deux « antennes », le Congo au confluent de la Sangha et l'Oubangui au confluent du Lobaye; l'Afrique équatoriale était ainsi séparée du reste de l'empire français. En revanche, la France était autorisée à prêter son concours au Maroc pour des réformes intérieures, à occuper militairement les régions soumises et à servir d'intermédiaire entre le Maroc et les autres puissances : c'était là, on le voit, la définition même du Protectorat. Quant à l'Espagne, elle bénéficiait d'un régime analogue dans sa zone et consentait, en récompense, à une rectification de frontière avantageuse pour la France.

A quelque temps de là, le 30 mars 1912, le régime du Protectorat français sur le Maroc fut officiellement établi par la convention de Fès; le général Lyautey était nommé résident général; deux ans après, tout le Maroc des plaines et des plateaux était soumis à l'autorité du Sultan, la soudure était opérée entre l'occidental et l'oriental, l'économie du pays se transformait complètement et, grâce à la collaboration confiante des deux peuples associés, les forces du présent s'ajoutaient à celles du passé pour préparer l'avenir.

L'Italie en Tripolitaine. — Comme la France au Maroc, l'Italie en Tripolitaine essaie de la pénétration pacifique et veut éviter de rompre avec la Turquie. Elle dirige sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque ses émigrants, y fonde des œuvres d'intérêt social, encourage les sociétés commerciales à y installer des succursales. Mais, depuis que les Jeunes-Turcs étaient parvenus au pouvoir, un nationalisme ombrageux avait remplacé la légendaire nonchalance ottomane, et les Italiens établis

en Tripolitaine subissaient toutes sortes de vexations. Un conflit était imminent.

L'Italie profita de l'incident d'Agadir pour poser franchement la question. L'Europe, tourmentée par le débat franco-allemand, ne pouvait guère entraver l'action italienne et, d'ailleurs, était généralement prête à l'approuver. L'Italie somma donc la Porte de changer d'attitude et, comme la Porte ne répondait pas, elle lui déclara la guerre en septembre 1911.

La guerre contre les Turcs ne dura qu'un mois : tous les ports furent pris par les Italiens sans grande résistance. Mais, au moment où la Turquie allait reconnaître sa défaite, 150 000 Arabes, excités par les Senoussistes, vinrent à son secours et commencèrent une guerre nouvelle, dont la période aiguë dura plus d'un an.

L'Italie put craindre des désastres analogues à ceux qu'elle avait subis en Abyssinie. Mais elle avait la ressource d'attaquer la Turquie elle-même, et elle en usa, au grand effroi de l'Europe : comme elle s'y attendait, l'Allemagne et l'Autriche, fort engagées dans la politique orientale, tremblèrent pour la Turquie et la décidèrent à traiter, le 18 octobre 1912, à Lausanne.

Tout en réservant ses prérogatives religieuses, le Sultan de Constantinople accordait l'autonomie politique à la Tripolitaine et à la Cyrénaïque ; en retour, l'Italie devait verser à la Dette publique ottomane une rente équivalente au montant moyen des impôts payés à la Turquie par les deux provinces pendant les trois dernières années.

Mais l'agitation senoussiste continuait, et l'œuvre de pacification menaçait d'être longue et coûteuse.

Les rancunes pangermanistes et l'Afrique. — Le dernier partage de l'Afrique s'était accompli, et l'Allemagne n'y avait gagné qu'un lot de terres maréca-

geuses sous l'Équateur : les pangermanistes virent là une cruelle injustice en même temps qu'une défaite humiliante, et tout de suite songèrent à de larges « compensations ».

Les arguments ne leur manquaient pas : excès de population de l'Allemagne, importance de son industrie, précellence de la civilisation germanique, protection de l'Islam, etc. Les plans de campagne non plus : en général, ils s'accordaient à concevoir la formation d'une grande colonie d'exploitation dans l'Afrique centrale — Mittel-Afrika — aux dépens des possessions françaises, belges, anglaises et portugaises, et la main-mise sur une colonie de peuplement dans l'Afrique tempérée : Maroc en tout ou en partie, Transvaal, ou, mieux encore, Algérie.

De son côté, le gouvernement impérial, avec moins de bruit et plus de suite, allait droit aux réalisations : il poussait vivement la construction des voies ferrées dans ses colonies et faisait de l'ensemble du réseau « une fourche immense, destinée à enserrer toute l'Afrique équatoriale ». En même temps, de violentes campagnes de presse, manifestement inspirées, dénonçaient les « crimes » des agents de Léopold II au Congo et l'incapacité coloniale des Belges; des négociations avec l'Angleterre tendaient à « débarrasser » le Portugal de l'Angola, etc.

Aussi n'est-il pas difficile de démêler, dans les origines de la guerre de 1914, des « causes africaines ».

La nouvelle carte de l'Afrique. — Les colonies allemandes ont été conquises par les nations alliées; le traité de Versailles a sanctionné cette conquête en enlevant à l'Allemagne tous ses droits et titres en Afrique, et la tutelle de ses anciennes possessions a été confiée « aux nations les mieux désignées, par leur position géo-

graphique et leur expérience, pour exercer cette tutelle en qualité de mandataires de la Société des Nations ».

La France et l'Angleterre se sont partagé l'administration du Cameroun et du Togo; l'Angleterre, la Belgique et le Portugal, celle de l'Afrique orientale allemande; à titre également provisoire, le Sud-ouest-africain allemand a été rattaché en bloc à l'Union sud-africaine. Enfin, les Allemands ont été exclus du Maroc.

Par ailleurs, au cours de la guerre, le protectorat anglais sur l'Égypte a été officiellement proclamé.

En somme, la carte de l'Afrique s'est simplifiée : les possessions anglaises du nord, de l'est et du sud forment aujourd'hui, à travers l'Afrique, une large écharpe continue; les possessions françaises ont retrouvé la cohésion que la cession du « bec de canard » congolais, en 1911, leur avait fait perdre; l'Allemagne est rayée de la liste des propriétaires africains.

Mais l'Allemagne se résigne mal à cette déchéance et ses organes d'études et d'action coloniales subsistent. Qui sait si elle ne parviendra pas à provoquer un nouveau remaniement de la carte d'Afrique?

D'autre part, l'Égypte et les états de l'Union sud-africaine cherchent à s'affranchir complètement de la tutelle anglaise; le Libéria est en train de devenir une colonie des États-Unis; l'Abyssinie, depuis la mort de Ménélik, est fort troublée et ses voisins, sans souci des épreuves passées, ne demandent qu'à la protéger; Tanger attend toujours un statut précis; un Maroc indépendant se dresse en face du Maroc espagnol, les colonies portugaises semblent visées par d'obscurs marchandages.

L'Afrique, plus que tout autre continent, semble devoir être longtemps encore un pays de changements brusques.

5° *L'ACTION DE L'EUROPE SUR L'AFRIQUE : LES MÉTHODES DE COLONISATION.*

La colonisation de l'Afrique a mis les peuples européens à rude école : elle a imposé à leur vieille histoire de soldats et d'organisateurs toute une rééducation.

Il leur a fallu se donner, non sans frais, une *politique coloniale*, c'est-à-dire un ensemble de règles propres à la fois à guider leurs efforts de découverte et d'expansion et à limiter le plus possible les conflits internationaux. Mais le sens de cette expression fut bientôt débordé par le flot d'idées nouvelles qu'évoquait l'expansion coloniale, et l'on dut, pour ainsi dire, la décomposer, la détailler.

Le premier objet de la colonisation, c'est en général le bénéfice économique, l'*exploitation*; les colonies se dénoncent comme des gisements miniers, où l'on taille jusqu'à épuisement.

Certains peuples européens s'en tiennent à cette conception, dont les inconvénients, pourtant, se dénoncent bientôt. D'autres voient moins court et substituent à l'exploitation pure et simple la *mise en valeur*, le développement raisonné des ressources naturelles, la création d'un outillage économique et même l'amélioration du sort des indigènes, considérés comme « capital humain ».

D'autres enfin s'évadent franchement de ce plan de civilisation matérielle et, soit par idéalisme, soit par souci d'intérêt bien compris, tiennent compte de la valeur proprement humaine des indigènes, s'efforcent d'agir sur les âmes, élaborent, selon des formules qui varient avec le tempérament de la race conquérante et celui des races conquises, des *politiques indigènes* vraiment dignes de ce nom.

Les méthodes portugaises. — La colonisation portugaise est écrasée par son long passé.

Elle demeure fondée sur l'institution de l'esclavage : il est vrai que les esclaves portent le nom d'engagés, mais le fait n'est pas douteux. Elle n'a rien changé aux antiques procédés d'exploitation : protectionnisme excessif, cultures routinières, absence à peu près complète d'outillage économique. La religion n'a exercé qu'une influence passagère, la disparition des jésuites au XVIIIe siècle et l'évolution générale des idées religieuses ont arrêté l'œuvre — d'ailleurs imprudente — d'égalisation, et rien de sérieux, en revanche, n'a été tenté pour le relèvement intellectuel et moral des habitants.

Ainsi embourbée dans la routine et l'égoïsme, la colonisation portugaise se trouve aux prises, dans la plupart de ses possessions africaines, avec trois groupes principaux de populations :

Des colons européens et surtout métis, — descendants des trop fameux Pombeiros, avides, fermés à toute idée de progrès;

Une minorité d'indigènes convertis au catholicisme, généralement indisciplinés, dissolus, arrogants et paresseux;

Une forte majorité d'indigènes asservis, aussi barbares et parfois plus misérables qu'avant l'occupation européenne.

Aussi les colonies portugaises vivent-elles dans un état à peu près constant de misère et de déséquilibre, qu'aggravent encore les troubles fréquents de la métropole. L'autorité administrative n'y est guère respectée; les budgets se soldent par de lourds déficits; les éléments de population les plus actifs émigrent vers les pays voisins; les rares opérations florissantes sont le plus souvent aux mains d'étrangers.

Il est juste d'ajouter qu'en ces dernières années le Portugal s'est efforcé d'améliorer ses méthodes, d'ébaucher un outillage économique et des œuvres d'intérêt social, et certaines de ses possessions, — notamment les îles du golfe de Guinée, « perles de l'Océan », « joyaux des colonies lusitaniennes », se relèvent manifestement. Mais le domaine portugais, malgré ses mutilations successives, reste immense : pour le régénérer et le délivrer de la tyrannie d'erreurs séculaires, il faudrait de grandes ressources financières, une émigration abondante et de bonne qualité, un gouvernement audacieux et stable. Or, le Portugal contemporain ne répond pas encore à ces conditions.

Les méthodes espagnoles. — L'Espagne ne tient plus en Afrique qu'une place bien étroite ; mais son action colonisatrice fait apparaître à peu près les mêmes faiblesses que celle du Portugal : comme le Portugal, elle a peine à s'adapter aux exigences modernes de la colonisation ; elle conserve, à l'égard des populations indigènes, son orgueil intransigeant de race conquérante ; elle n'applique au développement de ses possessions ni capitaux suffisants, ni agents soigneusement choisis et préparés ; elle essaie d'occuper et d'exploiter comme par le passé, avec des éléments de qualité inférieure, et sans grand souci de conquête morale.

Ses colonies tropicales, qui, cependant, ne sont pas dénuées de richesses naturelles, sont misérables. Sa situation au Maroc est sans cesse menacée par les retours offensifs des dissidents, et les régions occupées ne se transforment que bien lentement. On ne sent nulle part cette « pénétration », cet accord d'intérêts ou de sympathies entre Européens et indigènes, qui doit succéder à la conquête et sans quoi le plus beau domaine colonial est condamné à la stérilité.

Les méthodes boers. — Dans leur marche vers le Nord, les Boers se heurtent aux Hottentots, populations pastorales, peu préparées à la guerre, maîtresses de terrains de parcours plutôt que propriétaires du sol. Ils occupent le sol qui leur convient, fondent en armes sur les tribus hottentotes du voisinage, leur prennent du bétail, les réduisent en une demi-captivité : c'est ce qu'ils appellent « se porter acheteurs à coups de fusil ».

Une fois franchi le fleuve Orange, les Boers se trouvent en présence de proies moins faciles, les Cafres, installés à demeure et volontiers belliqueux : ils se résignent à traiter. Mais les Cafres s'inquiètent bientôt de ce voisinage, et une guerre sans merci s'engage en 1838 : vaincus malgré la valeur de chefs comme le roi des Zoulous, Dingaan, frère et successeur de Tchaka le Terrible, les Cafres sont soumis au même régime d'oppression que les Hottentots.

Protestants rigides, les Boers s'interdisaient en général les procédés sanguinaires, et leur domination n'avait rien de féroce; mais, enfermés dans leur orgueil religieux, ils se croyaient le droit d'utiliser comme « serviteurs » les peuples infidèles qu'ils avaient domptés et, quand les Anglais, par politique autant que par philanthropie, proclamèrent la suppression de l'esclavage dans toute l'Afrique australe, ils se jugèrent lésés dans leurs intérêts et aussi dans leur dignité.

Nul rapprochement ne pouvait donc s'opérer entre les Boers et les indigènes. Par contre, les indigènes, surtout au contact des Anglais, améliorent leurs conditions d'existence, usent de leur conversion au protestantisme pour prendre conscience de leurs droits et s'opposent de plus en plus franchement à leurs maîtres d'hier.

Les méthodes belges. — Tant que dura l'État indépendant, le Congo fut soumis à un régime d'exploi-

tation égoïste et brutal. Comme on voulait des bénéfices immédiats, on résolut le problème de la main-d'œuvre en instituant le travail forcé (prestations, obligation de fournir à l'État ou aux sociétés concessionnaires un poids fixe de caoutchouc, etc.); pour obtenir l'obéissance, on fit régner la « chicote » ou fouet en cuir d'hippopotame; pour réduire les résistances, on organisa la terreur, on lança contre les villages rebelles des colonnes qui avaient pour mot d'ordre : incendie et massacre.

De vives protestations s'élevèrent en Belgique même et en Europe, à la fois au nom de la liberté commerciale et de l'humanité. Mais il fallut la transformation définitive de l'État indépendant en colonie soumise au contrôle du Parlement pour faire cesser ce mauvais régime : à partir de 1910, des décrets supprimaient progressivement l'exploitation en régie, diminuaient les privilèges des sociétés concessionnaires, remplaçaient l'impôt en nature, trop extensible, par une capitation en espèces et reconnaissaient aux indigènes la libre disposition des produits de leur sol.

Depuis lors, le mouvement de réformes n'a fait que s'accentuer, et le gouvernement belge s'est nettement prononcé en faveur des théories qui subordonnent le profit économique au devoir de civilisation : « Le souci que nous avons des populations, écrivait récemment un ministre des Colonies, M. Louis Franck, en tête d'un *Recueil à l'usage des fonctionnaires et agents du Service territorial*, est à la base de notre politique indigène ».

Mais les coloniaux belges ne sont pas tous également convaincus qu'en Afrique équatoriale « le vrai colon, c'est l'indigène », et il est possible que, sur place, on mette quelque temps à pratiquer de gaieté de cœur la doctrine officielle.

Les méthodes allemandes. — De tous les peuples européens, c'est l'Allemagne dont l'apprentissage colonial était le plus improvisé, et ses débuts en Afrique furent particulièrement pénibles.

Elle avait remis l'administration de ses domaines aux mains de fonctionnaires directement empruntés aux cadres métropolitains, pour la plupart insoucieux d'adaptation, arrogants et rudes : le résultat fut désastreux, et le bureaucratisme, devant les soulèvements indigènes, céda le pas à cette autre institution nationale : le militarisme.

Les répressions de Trotka dans le Sud-ouest, de Leist au Cameroun, de Wissmann en Afrique orientale, eurent pour résultat la disparition à peu près complète de certaines races indigènes. C'était là, d'ailleurs, un système, et un universitaire allemand qui avait vécu dans le sud-ouest africain, Karl Otto, s'en était fait le théoricien : « L'état moderne, écrivait-il par exemple, commet vis-à-vis de ses sujets le plus grand des crimes, lorsque, se laissant hypnotiser et dominer par de confuses idées humanitaires, il épargne, aux dépens de ses propres nationaux, des races nègres vouées à disparaître.... C'est pourquoi il est nécessaire, dans le Sud-ouest, de faire *table rase....* »

Avec de tels principes, suivis d'applications aussi rigoureuses, l'Allemagne finit par faire régner l'ordre dans ses colonies africaines et put en aborder la mise en valeur sans être gênée par les revendications des indigènes. Il fallait à ses sociétés de grandes concessions territoriales : elle leur attribua toutes les terres fertiles. La main-d'œuvre manquait : elle « enrôla » les indigènes dans les exploitations agricoles, décréta le travail forcé, opéra des transferts en masse de populations.

Cependant, les idées sur le gouvernement des colonies

se modifiaient peu à peu en Allemagne : en particulier, le Secrétaire d'État Dernburg se fit le champion d'une politique indigène exempte de tyrannie, d'impositions excessives et de cruautés et, par le développement simultané de l'outillage économique et des œuvres sociales, s'efforça d'augmenter à la fois la valeur des ressources locales et celle du « matériel humain ».

Cette politique, au fond, était fort dépourvue d'idéalisme ; d'autre part, elle rencontrait dans le monde colonial une sourde opposition. Mais il est certain qu'à la veille de la guerre elle avait déjà produit des effets appréciables et contribué à faire des possessions allemandes un domaine d'allure sévère, mais paisible et de bon rapport.

Les méthodes anglaises. — L'augmentation de la richesse et de la puissance métropolitaines demeure, aux yeux des Anglais, le principe de la colonisation.

Le plus souvent, ils ont remis le soin de faire pénétrer en Afrique l'influence anglaise à des compagnies privilégiées, — véritables souveraines qui, dans leurs domaines respectifs, entretenaient des troupes, signaient des traités, rendaient la justice, battaient monnaie, etc., et pouvaient toujours compter, en cas de crise, sur l'appui du gouvernement. Puis, quand ces domaines étaient pour ainsi dire parvenus à maturité, le gouvernement en assumait directement la charge, mais tous les organes du pouvoir — administration, services techniques, troupes d'occupation, — restaient simples au possible et franchement adaptés à la mise en valeur, commerciaux plutôt que politiques.

Ce qu'il faut surtout noter, c'est que ce vieux pays tenace, maître de lui, habitué de longue date aux vastes entreprises et sûr de son lendemain, possède l'art de gouverner sans fièvre et d'exploiter sans hâte; il sait

que, pour être vraiment productive, une colonie a besoin d'une population paisible, dense et vigoureuse, de voies de communication nombreuses et pratiques, de ressources variées, d'une administration stable, de bons spécialistes, et il se trouve ainsi entraîné à concevoir des politiques, à fonder des œuvres sociales qui répondent, non pas à des besoins intellectuels ou sentimentaux, mais à un égoïsme national bien compris.

Hors de là, il s'abstient, comme Walpole, de toucher à ce qui ne le gêne pas : il modifie le moins possible l'organisation des groupements locaux, l'utilise de son mieux et préfère en général la formule du protectorat à l'exercice direct de l'autorité; la pénétration morale des populations n'est pas son fait; il est ferme et parfois dur sans méchanceté, généreux sans attendrissement et, dans tous les cas, distant.

Une telle politique ne peut être, dans ses détails d'application, que très souple et nuancée. Selon que l'intérêt le commande, elle se montre oppressive ou libérale, exigeante ou prompte aux plus larges concessions, et rien ne le prouve mieux que son attitude à l'égard des Boers, qui, moins de six ans après une guerre implacable, ont recouvré une indépendance à peu près complète.

En fin de compte, les colonies anglaises d'Afrique doivent à cette politique une solide prospérité; mais il semble bien qu'elle n'ait su créer des liens bien forts de solidarité entre les maîtres et les sujets.

Les méthodes françaises. — L'histoire de la colonisation française en Afrique est traversée de contradictions et de revirements, qui trouvent leur vraie cause dans une tendance à s'occuper de politique indigène plutôt que de mise en valeur.

La France ne se résigne pas à voir dans les colonies de simples « possessions », des annexes au domaine

national; elle les traite volontiers comme ces provinces qu'elle a peu à peu incorporées à son patrimoine, la Flandre, le Roussillon ou la Savoie, et la seule occupation ni l'exploitation ne lui suffisent pas : elle ne rêve que pénétration, conquête morale.

Or, en ouvrant ainsi la famille française aux peuples nouvellement soumis, elle est naturellement poussée à les traiter comme ses autres enfants, à laisser son vieil idéal égalitaire se manifester une fois de plus, à pratiquer l'assimilation. Elle a peine à penser que des institutions qui lui ont valu sa grandeur ne gardent pas dans tous les cas les mêmes vertus et, si elle n'eût écouté que son cœur, tous les indigènes de ses colonies auraient qualité de citoyens; par ailleurs, le gouvernement français, depuis des siècles, est centralisateur, et la centralisation entraîne l'uniformité.

Mais ces vues théoriques, sans jamais perdre toute leur force, furent, à maintes reprises, corrigées par les événements. On s'aperçut que les populations coloniales ne se pouvaient guère comparer à celles des vieilles provinces françaises et que leurs institutions traditionnelles, leurs religions, leurs coutumes juridiques, leurs habitudes de vie, constituaient un legs héréditaire auquel il était dangereux de toucher du jour au lendemain; et l'esprit d'adaptation l'emporta sur l'esprit d'assimilation.

Dans l'ensemble, la politique actuelle de la France est une politique de rapprochement, d'apprivoisement, de collaboration et d'association progressives. Elle s'applique de mieux en mieux au développement des ressources économiques; mais elle s'attache à ne jamais sacrifier à ces progrès matériels son œuvre morale.

Les méthodes italiennes. — Dans ses colonies de l'Afrique orientale, l'Italie applique une politique de

domination fort analogue à celle des Anglais dans le Soudan égyptien, et c'est cette même politique qu'au lendemain du traité de Lausanne elle entreprit de pratiquer en Tripolitaine et Cyrénaïque.

Elle supposait, toutefois, une pacification rapide du pays : or, en 1915, une révolte générale ramenait les Italiens à la côte. D'autre part, l'opinion italienne, surtout après la guerre de 1914, était hostile à toute expédition militaire : elle exigeait et elle obtint la « démilitarisation » des colonies italiennes d'Afrique. La pénétration pacifique restait donc la seule ressource du gouvernement; mais elle s'adressait à des indigènes singulièrement rebelles aux procédés de persuasion : il semblait que l'Italie fût condamnée au renoncement total.

C'est alors que le gouvernement italien chercha le remède dans une conception d'extrême libéralisme : en 1914 et 1917, il institue en Tripolitaine et Cyrénaïque un Comité consultatif d'indigènes, appelé à donner son avis sur la répartition et l'emploi des impôts, les questions économiques, les mesures relatives aux musulmans; puis, par les statuts de 1919, il accorde à chacune des deux colonies un Parlement, muni de pouvoirs vraiment souverains, élu au suffrage universel par les indigènes qualifiés de « citoyens italiens » et par les « citoyens italiens métropolitains » comptant au moins trois ans de résidence.

Ce régime équivalait à la constitution d'un État musulman, simplement conseillé par le gouvernement italien. En somme, l'Italie, en Tripolitaine et Cyrénaïque, prenait délibérément la tête du mouvement d'émancipation islamique : selon le vœu de son parti socialiste, elle substituait « aux rapports de subordination entre colonies et métropole des rapports simples et réguliers d'échange entre peuples égaux en droit ».

Un principe commun : pacification et stabilisation. — Si diverses qu'elles apparaissent dans leurs origines et leurs procédés, les méthodes de colonisation qu'on vient d'examiner présentent au moins cette tendance commune : soucieux d'exploitation pure et simple, de mise en valeur raisonnée, d'apprivoisement ou d'association, chaque peuple européen est intéressé avant tout à la paix intérieure de ses domaines et à la stabilité des groupements indigènes.

Or, l'Afrique, avant le XIXe siècle, n'était plus qu'un terrain de chasse et de poursuite : tout concourait à y entretenir un mouvement perpétuel, auquel fort peu de groupements ont échappé.

La conquête et la pacification entreprises par les peuples européens ont à la longue rétabli le calme : les grands chefs indigènes, les prophètes conquérants, les négriers ont dû disparaître ou se résigner à l'immobilité; les nomades ont été contenus dans les limites de leurs déserts et souvent même soumis comme les autres; les émigrations en masse, qui d'ailleurs n'avaient plus guère lieu de se produire, ont été endiguées; l'Islam même, un moment encouragé par certains gouvernements coloniaux, mais revenu à son rang et privé de ses anciens moyens d'action, est à peu près stagnant.

Ce n'est là, certes, qu'un résultat tout récent, et qui comporte encore bien des exceptions. L'œuvre de pacification n'est pas également solide dans toutes les parties de l'Afrique, et il reste en bien des endroits des régions « dissidentes », où l'autorité européenne est sans poids. De plus, certaines exigences des gouvernements (recrutement intensif de travailleurs ou de tirailleurs, impositions excessives, etc.), ou des calamités naturelles (mauvaises récoltes, épidémies, invasions de tsé-tsé, etc.) provoquent de temps en temps des déplacements collec-

tifs de population. Mais tout cela ne rappelle que de fort loin le souffle violent et continu qui par toute l'Afrique poussait des dunes humaines.

En général, les sociétés africaines ont trouvé leur place et s'y tiennent : par là, l'histoire de l'Afrique rejoint — avec bien des siècles de retard, il est vrai, — l'histoire moderne de l'Europe.

Le bilan de l'action européenne en Afrique. — Entre temps, l'Europe a imposé, — à des degrés divers, mais un peu partout, — son empreinte sur la vie locale.

Irriguant ou drainant, défrichant ou reboisant, elle a remanié la nature même du pays, combattu de mille façons son tempérament excessif.

Ouvrant aux produits de simple récolte de larges débouchés, étendant et modernisant les cultures traditionnelles, introduisant par son exemple et la propagande de ses « stations d'essai » des cultures nouvelles, industrialisant l'élevage et la pêche, substituant à la légendaire poudre d'or les précieux gisements de l'Afrique australe, le cuivre du Katanga, le fer et les phosphates de l'Afrique du Nord, elle a fait de l'Afrique, où l'on n'avait cherché longtemps que du bétail humain et quelques produits de luxe, un immense réservoir de matières premières.

Pour amener ces produits à la côte, elle a construit des routes, balisé le lit des fleuves, mis en circulation des flottes entières de chalands, de canots automobiles et de grands vapeurs; elle a, surtout, crevé la bordure du plateau intérieur et lancé vers le centre du continent des voies ferrées qui, en général, complètent les fleuves et qui, sans les embarras politiques, auraient abouti déjà à la création de transcontinentaux.

Pour diriger les produits de l'Afrique sur les marchés du monde, l'Europe s'est attaquée aux côtes : le canal de Suez, le chapelet de grands ports qui encercle le continent, les wharfs qui coupent la barre, les lignes de navigation régulière, les câbles sous-marins, la télégraphie sans fil, ont décidément ruiné l'isolement de l'Afrique.

L'homme a nécessairement subi le contre-coup de ce bouleversement économique : son activité, en se développant, a changé de sens; elle a évolué vers une division plus nette du travail, elle s'est adaptée aux habitudes européennes, parfois même elle s'est étroitement associée à celle des nouveaux venus.

En général, c'est par un accroissement de bien-être et de sécurité que ce changement s'est d'abord traduit : suppression à peu près complète de la traite des noirs et du cannibalisme, diminution sensible du portage, disparition progressive de coutumes barbares comme le poison d'épreuve, assainissement et lutte contre les épidémies, acclimatement des soucis de confort et d'hygiène, etc.

A vrai dire, cette œuvre de l'Europe, d'ailleurs fort inégale selon les régions, ne comporte pas que des bienfaits. En dehors même des abus de ce qu'on appelle par euphémisme « la manière forte », les peuples colonisateurs sont en partie responsables de ce fléau, devenu très africain, l'alcoolisme, et de malaises moraux non moins graves : la désorganisation familiale et sociale, si sensible par endroits, le déséquilibre causé par les besoins nouveaux. En apportant en Afrique sa fièvre d'affaires, l'Europe a parfois provoqué de pénibles crises économiques, comme celle dont la mévente du caoutchouc fut l'occasion il y a quelque dix ans. Qui sait même si, en organisant la circulation, elle n'a pas involontairement contribué à la diffusion et à l'aggra-

vation de maladies proprement africaines, jusque-là cantonnées et atténuées?

Ainsi, le devoir de l'Europe se complique et s'étend à mesure que son œuvre se développe : il renaît sans cesse de lui-même et il apparaît, non seulement comme une légitimation, mais comme une réparation de la conquête.

CHAPITRE IV

LA FORMATION DES NATIONALITÉS AFRICAINES

1° *LES ORIGINES DU MOUVEMENT.*

Quand on compare l'Afrique de 1815 et celle d'aujourd'hui, on ne peut qu'être étonné des résultats obtenus : c'est là, dans l'histoire générale de l'Afrique, le grand siècle. Pourtant, l'Europe s'aperçut bientôt que ces résultats demeuraient fort inférieurs à ses ambitions.

Une fois maîtresse des pays africains, elle avait rêvé de les modeler à son image, de modifier le milieu physique dans le sens des intérêts humains et de relever les habitants de leur long abaissement. Il lui semblait que cette tâche dût être facile : si la nature avait atteint ce degré de tyrannie, c'est qu'on n'avait jamais lutté contre elle avec une méthode et des armes appropriées, mais voici qu'on l'attaquait avec les meilleures ressources d'un siècle essentiellement scientifique; si l'homme était resté à travers les âges cet esclave misérable et farouche, c'est que l'isolement l'avait privé du spectacle des civilisations et du contact des peuples libres, mais on découvrait qu'il n'était pas irrémédiablement inférieur « à la plupart des enfants des hommes ». Sol riche qu'il suffisait d'exploiter, âmes simples qu'on

allait éveiller et nourrir des plus précieuses acquisitions européennes, le beau lendemain de conquête!

Or, le milieu physique résistait aux coups répétés de l'Europe : pour quelques victoires, que de défaites! Pour quelques succès d'asséchement, d'irrigation, d'assainissement ou d'acclimatement, pour quelques centaines de kilomètres de voies ferrées destinées à ruiner l'obstacle de la distance et le particularisme des races isolées, que de revanches du sol, du climat, de la végétation! Que d'efforts apparemment perdus et de pauvres vies humaines jetées au gouffre brûlant de l'Afrique! Le progrès, certes, était réel pour bien des régions, mais il était loin de représenter un renouvellement total de l'économie, un jaillissement de richesse pour les indigènes aussi bien que pour les Européens.

Quant à l'homme, il paraissait plus difficile encore de l'absorber dans l'autorité de l'Europe. Comme ces rudes herbes des champs qui survivent au piétinement, il redressait la tête, lui qu'on croyait servile par nature. Même dans les contrées où la civilisation matérielle de l'Europe avait produit ses meilleurs effets, il prouvait que les satisfactions du corps ne le contentaient pas et qu'il avait, lui aussi, d'impérieux besoins d'âme. Il obligeait les nations européennes les moins libérales à concevoir des « politiques indigènes » ; il se mettait à conduire dans le sens de ses préférences l'évolution de ces politiques; en un mot, après un siècle de résistance brutale ou d'effacement, il tendait à renverser les rôles, à redevenir peu à peu l'acteur principal de l'histoire d'Afrique.

Le sang des races. — C'était, de la part de l'Europe, une étrange illusion de penser que le vieux fonds ethnique de l'Afrique allait se dissoudre décidément sous les vagues de l'occupation européenne.

Le particularisme des groupements indigènes avait

pu s'effacer devant la force des étrangers : la vie profonde des races, avec son ensemble de préférences et de préjugés, d'attirances et de haines, n'en subsistait pas moins, et peu à peu elle réapparaissait, fusait sourdement de tous les côtés, enveloppait, pénétrait, tordait au gré de ses aspirations l'armature nouvelle qu'on prétendait lui imposer.

Au vrai, les grands événements qui venaient de fondre sur l'Afrique n'avaient pas laissé tout à fait intact ce fonds ethnique. En mainte région, l'action prolongée des Européens avait commencé à mêler, dans un creuset aux contours plus ou moins arrêtés, des races qui jusqu'alors n'avaient été que juxtaposées : elles qui, durant des siècles, s'étaient mutuellement méprisées et détestées, entrevoyaient des intérêts communs; condamnées à la stabilité, elles s'accoutumaient au voisinage et bientôt se découvraient une parenté. Ainsi naissaient, dans le recueillement de la défaite, des peuples destinés à remplacer les races.

Tout cela restait confus et même, pour l'ensemble de l'Afrique, annoncé plutôt que dessiné. Le mouvement ne se traçait franchement que dans les parties du continent où, dès avant l'occupation européenne, des embryons de peuples avaient vécu, par exemple, en Égypte, en Abyssinie, au Maroc. Mais c'est là un genre de contagion qui gagne rapidement et que toutes sortes de circonstances vont précipiter.

Les effets de l'assimilation. — Sans trop le vouloir, l'Europe a favorisé ce réveil des races ou cet éveil des peuples.

Par son seul exemple, elle a révélé aux indigènes de l'Afrique des types d'institutions politiques et de moules sociaux fort éloignés de leurs conceptions traditionnelles, mais propres à les émanciper. Pour servir ses

intérêts immédiats, elle les a largement appelés à collaborer avec elle; tout en méprisant leur barbarie, elle les a traités comme des hommes ou du moins, pour accroître leur utilité, s'est efforcée de les amener à son degré d'humanité, et l'on peut dire en ce sens que tous les peuples européens ont pratiqué, plus ou moins consciemment et avec plus ou moins de continuité, une politique d'assimilation. Or, tenter d'assimiler un homme à un Européen du XXe siècle, c'est avant tout lui communiquer le goût de la liberté et l'habitude de l'initiative.

A cette émancipation par l'exemple, certains peuples européens ont superposé une assimilation méthodique. Par calcul politique ou générosité naturelle, ils ont spontanément accordé à ces sociétés-pupilles les droits dont eux, les tuteurs, jouissaient, notamment en Algérie, au Sénégal, en Tripolitaine. Or, quand on octroie des droits à un groupement social, il est bien malaisé de déterminer à quelles revendications ces droits pourront servir, et l'on peut toujours craindre en l'occurrence que l'assimilation ne se tourne en instrument de désagrégation.

Les excitations extérieures. — Certains Européens se chargent de préciser dans l'esprit des indigènes les idées d'indépendance : dans la plupart des colonies d'Afrique, les « partis » indigènes sont dirigés ou du moins conseillés par des meneurs — apôtres désintéressés ou pêcheurs en eau trouble, — qui les initient aux manifestations collectives, aux campagnes de presse, aux luttes électorales, etc., et leur suggèrent des programmes de réformes.

Parfois aussi, dans les pays où le métissage d'Européens et d'indigènes a pris quelque importance, ce ferment d'opposition est représenté par les « sangs-

mêlés », qui, fiers de leur parenté européenne et pleins de mépris pour les indigènes proprement dits, mais généralement aigris par l'ambiguïté de leur situation, se prennent volontiers pour les seuls bénéficiaires légitimes de la colonisation.

Enfin, depuis que l'Europe a rompu l'isolement de l'Afrique, des courants d'idées subversives viennent à tout instant agiter l'âme indigène : communisme, bolchevisme, propagande pan-nègre, transmise par l'Amérique, menées révolutionnaires venues de l'Inde, conseils intéressés des pangermanistes, etc.

Le rôle des religions. — « L'Égypte, disait Hérodote, est le plus religieux de tous les peuples. » Il aurait pu étendre cette idée à l'Afrique tout entière.

Quelle qu'elle soit, la religion est intimement mêlée, aujourd'hui encore, à la vie des sociétés africaines, elle commande ou du moins colore tous leurs gestes, et la part que nous lui réservons dans l'explication des événements n'est jamais assez large.

Si brutale que soit la conquête, elle est impuissante à détruire une foi qui tient à l'âme même des races et constitue l'essence de leurs institutions familiales, sociales, juridiques, etc. Si complet que soit l'apprivoisement, il est incapable d'effacer tout à fait du cœur des indigènes ce sentiment que l'Européen est, comme nous disons, un infidèle, un homme dont la divinité a pu faire un triomphateur passager, mais qu'elle a privé de ses grâces les plus précieuses.

Le fait est particulièrement net pour l'Islam. Même quand il est pur de tout fanatisme, l'Islam est porté à dédaigner tout ce qui n'est pas musulman. Il s'est, tous ces temps-ci, mis à la mode, adapté aux conditions du monde moderne; mais cette évolution tout extérieure n'a fait que renforcer en ses adeptes l'orgueil

religieux et le désir de maintenir les institutions musulmanes à l'abri des entreprises européennes. Au surplus, l'Islam populaire, l'Islam incapable de tout effort rationaliste, ne semble pas près de perdre du terrain : il continue à se réfugier dans des « confréries » à tendances grossièrement mystiques, dirigées par des illuminés ou des ambitieux qui, forts d'une « baraka » héréditaire, disposent d'une rare puissance et s'en servent, selon les cas, au bénéfice ou au détriment de la domination européenne.

Peut-on, du moins, attendre des religions chrétiennes qu'elles consolident en Afrique l'autorité de l'Europe? Il est certain que, jusqu'ici, les conquêtes des missionnaires catholiques ou protestants ont grandement facilité le rapprochement, mais elles demeurent bien restreintes, sans prise sur l'Islam. Au reste, on se tromperait fort si l'on voyait dans les « chrétientés » africaines des asiles de discipline, et comme on dit, de bon esprit : n'oublions pas que le principe même des religions chrétiennes est l'égalité de tous les hommes devant la loi divine et qu'une fois posé ce principe, il est bien difficile à une raison de primitif de ne point l'appliquer à l'ensemble des relations sociales.

Enfin, le christianisme, comme l'Islam, sert parfois de point de départ à des apôtres locaux pour la constitution de sectes turbulentes : c'est ainsi qu'en 1892, dans l'Afrique australe, un méthodiste indigène, à la fois inspiré par l'exemple de l'Abyssinie et par les tendances « américanistes » d'accommodation religieuse, a fondé la célèbre Église éthiopienne, ou Église pour noirs, qui met le dogme et les commandements à la portée des foules nègres et les familiarise du même coup avec des formules comme celle-ci : l'Afrique aux Africains. Or, l' « éthiopianisme » ne se limite pas à cette manifestation, et l'on pourrait en citer bien des cas :

en 1914, par exemple, un certain Harris, à qui des relations directes avec l'ange Gabriel et le Libéria avaient suggéré une nouvelle interprétation de l'Évangile, inquiète en Côte d'Ivoire l'administration française; plus récemment, dans le Basoutoland, un thaumaturge, affilié à la secte négro-américaine « Église de Dieu et des Saints du Christ », parvient à former une véritable armée, et l'agitation qu'il provoque se propage jusque dans le Rand et au Congo belge. En Libéria, l'éthiopianisme est, en quelque sorte, officiel, et comme cette christianisation sommaire intéresse vivement bien des missions américaines, les relations de plus en plus étroites des États-Unis et de la République noire ne feront sans doute qu'exciter les passions religieuses et politiques de certaines populations africaines, qui attendent de leurs congénères d'Amérique « la délivrance » et les célèbrent par avance comme de nouveaux « Moïse ».

Chez les populations demeurées animistes, les mouvements d'origine religieuse ont généralement moins d'ampleur, mais non moins de force; tout ce qu'on peut dire, c'est qu'ils n'apportent pas au milieu ethnique des idées nouvelles, grosses de déséquilibre, et que les « féticheurs » ne peuvent guère utiliser pour leurs ambitions que les atteintes portées à l'indépendance ou aux coutumes du groupement.

Le développement de l'esprit. — Avec l'Europe, la lumière perce les ténèbres de l'Afrique.

L'homme cesse d'être perdu dans son coin de brousse ou de forêt et de penser que le monde se limite à ses joies ou ses haines immédiates. On ne le poursuit plus : il circule. Il voit se transformer ce que ses pères et lui croyaient immuable, il s'aperçoit qu'on peut vivre en dehors des cadres traditionnels, il conçoit de moins en

moins confusément un changement complet des règles sociales, de nouveaux modes de vie collective et surtout une expansion de l'individualité, un développement du « moi », qui représente peut-être l'élément le plus neuf et le plus actif de cet ensemble de révélations révolutionnaires.

De plus, la plupart des peuples européens entreprennent systématiquement l'éducation intellectuelle des indigènes. Ce faisant, ils s'inspirent de soucis tout pratiques, à savoir, l'amélioration de l'outil humain nécessaire à la mise en valeur de leurs domaines, ou de soucis vraiment nobles : la justification de la conquête par une œuvre complète de civilisation; mais, dans tous les cas, ils éveillent à la vie de l'esprit les jeunes générations et, quelles que soient les réserves et les précautions, les provoquent finalement à prendre pour idéal ce que l'Europe a réalisé.

A cet égard, les intentions des peuples éducateurs sont généralement dépassées ou faussées, et cela explique les discussions interminables dont l'enseignement des indigènes fait l'objet. L'indigène qui est passé par l'école européenne peut avoir acquis toutes sortes de qualités, techniques, intellectuelles ou morales; mais il cesse d'être malléable, taillable, corvéable à merci; il n'est plus facile à intimider, il sait que l'autorité ne se limite pas aux représentants locaux du pouvoir; il peut être un esprit cultivé et un brave cœur, mais il est toujours, par comparaison avec ses congénères, une forte tête.

Même si l'école s'est imposé des buts modestes, même si elle s'est rigoureusement tenue, comme on le lui recommande si volontiers, dans l'apprentissage des métiers et le domaine des connaissances dites pratiques, il est inévitable qu'elle serve de transition entre l'humble vie résignée du groupement d'origine et les institutions modernes qui préparent aujourd'hui les grands mouve-

ments humains : par exemple, elle forme, bon gré mal gré, des auditoires pour les orateurs de réunions publiques, des lecteurs et souvent même des rédacteurs pour les journaux, des candidats aux emplois administratifs, des hommes d'affaires à qui la connaissance d'une langue européenne et de la langue indigène confère de singuliers avantages, etc. Est-ce un bien? Est-ce un mal? C'est l'éternel débat sur l'instruction — bien assuré, remède pire que le mal ou mal qui porte en soi ses remèdes, et dont il suffit de constater ici quelques effets particuliers. Rien ne prouve, d'ailleurs, que les peuples européens qui délibérément ont mis la lumière sous le boisseau évitent ce danger; car les groupements indigènes que les Européens n'ont pas pourvus d'écoles finissent toujours par se donner un enseignement, d'où le contrôle du peuple tuteur est absent.

L'exemple de la Turquie. — Aux aspirations que ces influences nouvelles faisaient naître, l'exemple de la Turquie a donné corps, et l'Islam, qui, en dehors de ses domaines homogènes, circule en Afrique par mille canaux, a souvent servi de vecteur à l'épidémie.

La révolution opérée par les Jeunes-Turcs a retenti, en effet, d'étrange façon bien au delà du bassin méditerranéen : elle a apporté, aux groupements africains qui cherchaient leur voie à travers les ruines de leur passé ethnique, une formule générale d'action, qui leur a paru susceptible de concilier l'appétit de libertés modernes et le respect du patrimoine moral des différentes races. Tout cela, sans doute, demeure nébuleux et varie beaucoup avec les régions, surtout dès qu'on aborde les sociétés simplement islamisées ou même réfractaires à l'Islam; mais il suffit, pour mesurer l'étendue de cette influence, de remarquer la fortune de cette expression « Jeunes-Turcs » ou « Jeunes-Turbans ». Les Européens

en usent volontiers pour désigner les mouvements d'indépendance africaine; plus volontiers encore, les partis indigènes s'en parent comme d'un insigne qui ne trompe pas, et l'on voit pointer successivement des Jeunes-Égyptiens, des Jeunes-Tunisiens, des Jeunes-Algériens, des Jeunes-Sénégalais, des Jeunes-Dahoméens, des Jeunes-Congolais, etc.

L'Afrique au secours de l'Europe. — De ces menus feux qui couvaient sous la cendre, la guerre de 1914 a fait, en maint endroit, d'ardents foyers.

Non point que l'Afrique ait profité des embarras de l'Europe pour essayer de s'affranchir. C'est même un fait assez surprenant qu'en dépit de la propagande allemande, de grands empires comme ceux de la France et de l'Angleterre n'aient jamais causé de graves inquiétudes. Les quelques rébellions qu'il a fallu réprimer venaient de régions incomplètement pacifiées, de dissidents connus : le reste de l'Afrique, non content de demeurer fidèle, s'est prêté à la plus méritoire des collaborations.

Les colonies des puissances engagées dans la guerre ont fourni des troupes importantes, pour le maintien des possessions en Afrique et la conquête des colonies allemandes aussi bien que pour les campagnes d'Europe et d'Orient. Elles ont fourni aussi de la main-d'œuvre, hommes de peine, ouvriers d'usines, employés dans les ports ou les grandes villes. Elles ont largement contribué aux « œuvres de guerre » par des dons en nature ou en argent. Enfin, l'Europe a fait un pressant appel aux ressources de leur sol pour son ravitaillement, et toutes, afin de permettre aux Alliés de prolonger la lutte, ont « intensifié » leurs cultures ou leurs cueillettes.

Mais ce concours aux formes diverses, impatiemment sollicité, apparut souvent comme un secours et

modifia profondément les rapports de l'Europe et de l'Afrique :

L'Europe était devenue l'obligée de l'Afrique. Elle reconnut sa dette avec émotion, évoqua complaisamment, au cours et au lendemain de la guerre, « la fraternité d'armes », « le sang mêlé sur les champs de bataille », l'assaut commun contre les peuples de proie, etc. Elle se mit en frais de libéralisme à l'égard de ses loyaux sujets, leur conféra des droits ou des avantages nouveaux, les traita comme des hommes qui ont décidément franchi une étape de civilisation. La France, en particulier, est allée très loin dans cette voie, mais elle n'y est pas allée seule.

Au reste, même si les peuples européens avaient pris le parti d'estimer toute naturelle cette collaboration, les indigènes se seraient chargés de faire valoir leurs mérites. Les sacrifices qu'on leur avait demandés étaient lourds, tout à fait exceptionnels, et l'idée de compensation devait envahir les esprits les plus frustes ; les agitateurs ordinaires y trouvaient belle matière à revendications ; surtout, les indigènes qu'on avait envoyés en Europe comme soldats ou comme travailleurs en rapportaient généralement des habitudes critiques et des besoins matériels qui devaient plus ou moins survivre au réacclimatement.

Avances de l'Europe, exigences de l'Afrique, tout cela se combinait pour porter atteinte aux traditions d'autorité. L'attachement des colonies aux métropoles, après une telle épreuve, semblait de plus en plus volontaire et supposait des concessions réciproques. Les sociétés africaines prenaient conscience de leur personnalité, et l'idée d'alliance tendait à remplacer l'idée de sujétion.

2° *LES TENDANCES GÉNÉRALES*

Les origines du mouvement étant très générales, on retrouve, dans toutes les régions de l'Afrique qui y participent, des tendances assez analogues, étrangères à tout particularisme ethnique ou religieux.

Par exemple, il est bien certain que l'Islam joue un rôle important dans cette nouvelle période de l'histoire d'Afrique, mais ce rôle est tout régional, et il faut bien se garder de ramener cet éveil des nationalités à une poussée de panislamisme. Le phénomène atteint des pays et des peuples qui sont fort éloignés de l'Islam ; il contient des idées-forces, pour lesquelles l'Islam n'est qu'un appoint occasionnel et qui sont d'une portée plus large.

Une idée importée d'Europe : la patrie territoriale. — Avant l'occupation européenne, les sociétés africaines connaissaient la communauté de race et de religion : elles ignoraient la patrie.

Or, les peuples d'Europe ont fait entrer le mot et l'idée de patrie dans le vocabulaire et l'esprit de leurs sujets. Ils comprenaient malaisément que des hommes pussent vivre en société sans loger dans le sol des ancêtres leur héritage collectif de souvenirs et d'efforts, sans dresser autour d'un patrimoine national un réseau de frontières, et leurs discours dans les palabres, leurs leçons dans les écoles, leurs articles de presse, l'exemple de leurs sentiments, tout cela a fini par déteindre, si peu que ce soit, sur l'âme indigène. Puis, en 1914, l'Europe a demandé à l'Afrique de combattre à ses côtés pour le principe des nationalités.

Surtout, l'action de l'Europe a créé, souvent de toutes pièces, le cadre historique qui jusqu'ici avait manqué à la plupart des sociétés africaines pour se

constituer en peuples. Pour sa commodité personnelle, elle a tracé des frontières, morcelé les grands groupes ethniques, dissocié leurs intérêts et, par contre, favorisé le rapprochement des races juxtaposées; elle a accoutumé les populations indigènes à se désigner par des noms de pays, qu'elle a parfois inventés ou dont elle a, du moins, étendu la signification, et de pures entités, comme le peuple sénégalais, sont peu à peu devenues des réalités vivantes. On se trouve aujourd'hui en présence de formules comme celles-ci : « Le Sénégal aux Sénégalais » : ces mots-là, il y a quelque cinquante ans, n'auraient rien dit aux Ouolof du Cayor ni aux Sérères du Baol; mais il faut s'attendre à les voir prendre un sens de plus en plus net.

On devine avec quel empressement ces jeunes groupements à tendances nationalistes ont accueilli l'énoncé du fameux principe wilsonien : « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». La conclusion pratique, c'est que, pour recouvrer l'indépendance, il faut être un peuple, et tous les efforts des partis politiques indigènes visent à prouver au monde civilisé que leur pays est parvenu à la dignité de nation.

La lutte pour l'égalité des races. — Ce que l'Europe serait tentée de répondre, c'est que son rôle de tutrice est loin d'être terminé et qu'en ouvrant toute large la porte de la liberté, elle fera rentrer en Afrique la misère et l'anarchie.

Mais cet argument paraît faible aux avocats des nationalismes africains : ils ne veulent y voir, en plus de l'égoïsme du propriétaire menacé, qu'un vilain sentiment aristocratique, un « préjugé de races », une « question de couleur », toutes choses qui se trouvent en flagrant désaccord avec les principes de la civilisation moderne.

Ils se prétendent les égaux des Européens et n'admettent plus qu'on les traite comme des inférieurs ou des attardés. Ils ne supportent plus d'être tenus à l'écart; ils repoussent la pitié et la bienveillance quand elles ne s'accompagnent pas de sentiments parfaitement égalitaires; ils ne veulent plus, selon une formule qui leur est chère, « être méprisés », et l'on n'imagine pas à quel point cette idée les obsède, les rend susceptibles, leur tourne l'esprit.

Le Congrès pan-noir, qui s'est tenu à Bruxelles en 1921, a bien mis en lumière ces aspirations; mais il ne constitue pas à cet égard une manifestation exceptionnelle, due à des africains déracinés ou à des influences extérieures : le désir d'être admis dans la famille humaine sans réserves ni complaisances, sans colères ni sourires, emplira demain le cœur de l'Afrique tout entière.

L'Europe accusée de faillite. — Pour répondre, d'ailleurs, aux peuples européens qui invoqueraient leurs devoirs de tutelle, les nationalistes indigènes prennent l'offensive et contestent les bienfaits et la loyauté de cette tutelle.

Même et surtout dans les colonies où la nation souveraine s'est montrée le plus généreuse, on les entend déclarer la faillite de l'œuvre européenne. Ils rappellent tout ce que l'Europe aurait dû et pu tenter en fait d'enseignement, d'assistance médicale et d'hygiène, de propagande agricole, d'outillage économique, d'éducation politique, etc.; ils opposent aux faibles résultats obtenus les exigences fiscales, les abus d'autorité.

L'inégalité des races, s'il est vrai qu'elle existe encore, ne serait donc en somme qu'un produit de la négligence ou du machiavélisme de l'Europe. De là à proclamer la déchéance de l'Europe et la nécessité de confier à

des mains indigènes les destinées du pays, il n'y a qu'un pas, bien vite franchi.

Les revendications politiques et sociales. — A première vue, ces mouvements nationalistes sont pour la plupart d'allure très moderne.

On y retrouve, sans grand effort de critique, la trace de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, des déclarations jeunes-turques, des articles de M. Wilson, etc. Ils sont surtout préoccupés d'institutions parlementaires, de « statuts » et de « constitutions » qui établissent fermement les droits des indigènes et limitent ou éliminent ceux des Européens.

Ils demandent l'extension indéfinie des œuvres d'intérêt social et surtout de l'enseignement, qui leur apparaît comme une panacée et qu'ils veulent calquer sur l'enseignement européen.

Par ailleurs, comme ces partis « avancés » naissent en un temps où, par tout le monde, la question sociale prime la question politique, leurs revendications nationales et libérales se compliquent étrangement de tendances socialistes. Il n'y a là, bien souvent, qu'une façade, le souci de paraître à l'extrême avant-garde du progrès; mais, par cette façade, pénètrent aisément des forces imprévues, comme le bolchevisme, au sens très précis et très russe du mot. En somme, tout ce qui est ferment d'opposition, germe de révolution, trouve dans ces partis nationalistes africains un terrain généralement favorable.

Le nationalisme économique. — Ce nationalisme politique et social se double de plus en plus d'un nationalisme économique, qui n'est pas moins dangereux pour les puissances européennes.

Les entreprises de l'Europe et surtout les nécessités de la guerre et de l'après-guerre ont, en effet, révélé aux

sociétés africaines la réelle valeur de leurs ressources naturelles. Les régions de l'Afrique sont passées, pour la plupart, d'une exploitation extensive et intermittente à une mise en valeur rationnelle; elles ont, comme les autres pays du monde, spécialisé leur production; les opérations économiques ont pris à la fois plus de simplicité et plus d'envergure; de grands marchés de matières premières se sont dessinés, pour le coton, la laine, le caoutchouc, les bois, les céréales, les oléagineux, les fruits, etc., et l'Afrique s'est décidément sauvée du marasme où l'avaient plongée l'abolition de la traite des noirs et la dépréciation de produits traditionnels comme la gomme ou l'ivoire.

A l'école de l'Europe, les Africains ont pu faire leur éducation économique, s'initier aux procédés modernes de l'échange, de l'association, de l'organisation du marché, du crédit. D'autre part, le retour de la sécurité et de la stabilité, la disparition des grands commandements indigènes ont provoqué un renversement des fortunes, permis de nouveaux modes d'enrichissement, favorisé l'individualisme économique, étouffé jusque-là par les rigueurs de la vie collective.

Les tendances politiques aidant, maint groupement indigène s'est sourdement irrité de voir les entreprises agricoles, industrielles, commerciales, accaparées par les Européens, et peu à peu a pris le goût des grandes affaires : des compagnies indigènes de commerce ou d'industrie, en relations plus ou moins avouées avec les partis politiques, se sont créées; un peu partout, les indigènes luttent pour la reprise du sol cultivable. Les capitaux européens commencent à s'inquiéter, non sans raison.

Les nouveaux bergers. — Ces changements s'accomplissent, en général, sous la conduite de chefs nouveaux.

L'Europe a, pour sa part, évincé bien des représentants des vieilles dynasties locales; ceux qu'elle a daigné conserver sont devenus ses associés, et c'est en dehors d'eux que se poursuit jusqu'à nouvel ordre l'émancipation de l'Afrique.

Les têtes des partis nationalistes ne proviennent donc pas, dans l'ensemble, d'une élite sociale, mais elles prétendent représenter une « élite intellectuelle » : ce sont, le plus souvent, des indigènes parvenus aux professions dites libérales et qui, avant de se vouer à l'apostolat, ont plus ou moins rompu avec leur milieu d'origine.

Ici encore se découvre ce résultat de l'action européenne : l'acclimatation de l'individualisme en Afrique, la liberté rendue à l'individu de sortir de son cadre social et de courir seul ou avec des compagnons de son choix l'aventure de la vie. Tel fils de griote, que des missionnaires ont recueilli, est aujourd'hui un homme politique considérable : l'Europe trouve cette ascension acceptable; la plupart des Africains s'en scandalisent, mais n'osent guère s'en plaindre par crainte de représailles, et le renversement des valeurs sociales va son train.

Le faux modernisme. — Pour s'imposer à leurs congénères, ces nouveaux bergers sont cependant tenus de faire des concessions au milieu. Or, le milieu est loin d'être converti à toutes les idées des partis avancés.

Il semble aussi que, même chez ces avancés, le détachement des traditions soit plus apparent que réel, et tout passager. On peut changer de langue, de costume, de démarche, mais on ne rejette pas d'un coup les habitudes de raisonnement que des siècles d'histoire brutale vous ont léguées, et les prétendus phénomènes d'européanisation risquent de demeurer, longtemps encore, simple affaire de faux-cols.

Vue d'Afrique, non d'Europe, l'action des partis indigènes reste franchement africaine. Elle contient toutes sortes d'éléments qui l'attachent fortement au passé local et l'empêchent d'être assimilée aux tendances de nos civilisations : le vieux fonds ethnique et religieux, avec ses haines irréductibles, ses goûts de profit immédiat, son impuissance à sortir de la race, du parti ou de la secte pour s'élever à des intérêts vraiment généraux, perce à tout instant le vêtement moderne.

Les revendications politiques et sociales ne sont donc, en fin de compte, que des armes de combat : le sens profond du mouvement, c'est la revanche ethnique, transformée en nationalisme par les événements.

3° *LES MANIFESTATIONS RÉGIONALES.*

Au temps des grands empires indigènes, les centres historiques de l'Afrique se situaient généralement au sein du continent. Avec l'occupation européenne, ils s'étaient rapprochés des côtes. L'influence européenne sous toutes ses formes étant à la source des principaux mouvements nationalistes, c'est encore au bord de la mer que se localisent présentement les grandes régions historiques : les Africains, en reprenant un rôle actif dans la conduite de leurs destinées, conservent donc à l'histoire de l'Afrique un caractère maritime, que les événements du XIXe siècle lui ont imposé et qui semblait en contradiction avec la nature physique.

Rien ne prouve que nous n'ayons pas un jour à constater un déplacement de la vie politique vers l'intérieur, une résurrection des vieilles capitales indigènes, un retour de l'Afrique à ses centres traditionnels. Mais, pour le moment, c'est surtout la frange de l'Afrique qui est gagnée aux idées nouvelles : ailleurs subsistent la

résignation à l'autorité européenne ou la dissidence ouverte.

Il importe, bien entendu, d'opérer des distinctions entre les manifestations de ce grand mouvement : ici, la nation ne fait qu'affirmer sa personnalité originelle ; là, le soulèvement nationaliste bat son plein ; plus loin, les premiers symptômes apparaissent tout juste.

Les peuples indépendants : Éthiopie et Libéria. — Après la mort de Ménélik, le ras Yassou, débordé par ses vassaux, a livré son empire à l'influence allemande et turque, au risque de laisser l'Islam recouvrir cet antique foyer de christianisme ; mais son successeur, le ras Taffari, au pouvoir depuis cinq ans, a repris franchement la tradition de Ménélik, et les difficultés qu'il éprouve dans sa tâche de pacification et de civilisation ne doivent pas nous tromper sur la vigueur qu'il est en train de rendre à son pays.

De plus, les ambitions plus ou moins déguisées de l'Angleterre et de l'Italie achèvent de renforcer dans la conscience éthiopienne l'idée de solidarité nationale. « Il y a en ce moment dans toute l'Éthiopie, écrivait récemment un Éthiopien, une vague de nationalisme très prononcée. L'Éthiopie connaît l'objectif de certaines convoitises européennes.... Devant ces menaces dissimulées, est-il étonnant que l'Éthiopien qui réfléchit se replie sur lui-même, s'exalte dans le culte de sa patrie et de sa religion nationale et que, poussé par l'instinct naturel de sa conservation, lui qui a tant lutté pour conserver son indépendance nationale depuis des siècles, il ne soit pas toujours rassuré sur les intentions des grandes puissances européennes ? » Et l'article s'intitule : « Halte-là ! » [1].

1. Cf. Bulletin du Comité de l'Afrique française, mai 1922.

Le nationalisme libérien est d'un métal tout différent.

Il ne s'agit plus ici d'un vieux peuple accroché à son sol depuis l'aube des temps, mais d'une œuvre tout artificielle, d'une « colonisation » simplement accompagnée d'un don de liberté.

Bien que la création de la République de Libéria date d'une centaine d'années et que toutes sortes de facilités lui aient été fournies pour se consolider et se développer, le peuple libérien proprement dit, composé d'esclaves libérés et amenés d'Amérique, est demeuré à la surface du pays; il n'a rien tenté pour pénétrer les races indigènes, qu'il méprise et redoute; dédaigneux de tout effort modeste, avide de jouissances faciles, enragé de fausse culture intellectuelle et trop grand prince pour s'adonner à des besognes pratiques, il a complètement négligé la mise en valeur du pays qui lui était remis, et son gouvernement n'a cessé de vivre d'expédients financiers. État véritablement mineur et dangereux pour ses voisins, c'est miracle que le Libéria ait pu échapper jusqu'ici à la tutelle européenne.

Il est vrai qu'en des discours enflammés, ces « Américano-Libériens » ou « Afro-Américains » proclament à tout bout de champ leur passion d'indépendance; leur susceptibilité nationale est particulièrement vive; mais leur origine, l'influence continue exercée par les États-Unis sur leurs destinées, la nécessité de compenser leur faiblesse et leur incurie par un appui extérieur, les ont amenés à subordonner, en quelque sorte, leur nationalisme à l'américanisme : ils sont, bon gré mal gré, plus américains que libériens et, le 28 octobre 1921, pour sortir de leurs embarras financiers, ils ont en somme vendu le Libéria aux États-Unis, qui par là ont trouvé le moyen de prendre pied sur la terre d'Afrique.

Deux résurrections nationales : l'Afrique australe et l'Égypte. — Bien que l'Angleterre ait réduit son autorité sur l'Union Sud-africaine à l'exercice d'une très légère suzeraineté, l'Afrique australe est profondément troublée par un réveil du nationalisme.

Les bénéfices économiques dus à la domination anglaise, sans être contestés, sont rejetés de la balance. Les Afrikanders veulent une indépendance complète : il leur est intolérable de rester, selon le mot du général Herzog, « le foot-ball de l'Angleterre »; ils refusent d'admettre qu' « une poignée d'Anglais se considèrent là-bas comme une race supérieure et réclament des privilèges »; ils évoquent avec colère « le bain de sang » que fut la guerre Sud-africaine, et des pèlerinages s'organisent aux fameux « camps de concentration ».

Ce puissant mouvement d'opposition se divise, d'ailleurs, en trois grands courants, de directions assez divergentes :

Les Vieux-Boers, qui poursuivent un double séparatisme : détachement définitif de la Grande-Bretagne, retour à la vie individuelle des États qui composent l'Union;

Les nationalistes proprement dits, d'origines mêlées (Irlandais, Américains, etc.), pour qui l'Angleterre est avant tout une étrangère, une intruse;

Les socialistes, qui se recrutent parmi les ouvriers des mines et des ports et que le bolchevisme a rendus particulièrement entreprenants.

Entre ces partis, les heurts sont fréquents et rudes, mais leurs querelles s'apaisent dès qu'il s'agit de combattre pour l'une ou l'autre de ces deux causes : le maintien dans l'obéissance des indigènes de l'Afrique australe, qui s'agitent de leur côté; la République, fédérée ou non, qui rendra sans réserve l'Afrique australe aux Afrikanders.

Quant au nationalisme égyptien, il n'est pas, lui non plus, de formation récente, tant s'en faut; mais il s'est exaspéré aucours de ces dernières années.

L'occupation britannique de 1882 devait être toute temporaire et ne contenait nullement en germe un régime de protectorat; elle s'était simplement prolongée, sous divers prétextes, sinon sans arrière-pensée. Or, en 1914, la Turquie s'étant prononcée pour les ennemis de l'Angleterre, il sembla nécessaire de délier l'Égypte de sa fidélité à l'égard de sa suzeraine officielle, et telle fut l'origine de l'établissement du protectorat et de la nomination d'un nouveau khédive. Dans l'esprit des nationalistes égyptiens, ce protectorat ne devait être qu'une « mesure de guerre », sujette à révision; pour la plupart des Anglais, par contre, l'Égypte était bel et bien devenue une possession britannique. Il y avait là, pour le moins, un grave malentendu.

Entre temps, le fossé se creusait entre les Anglais et les Égyptiens : le nombre des fonctionnaires anglais augmentait sensiblement et les fonctionnaires égyptiens souffraient d'être relégués dans des postes sans importance; le nombre croissant d'étudiants, dont les ambitions étaient entravées par la présence des étrangers, formait « un instrument de propagande dans les provinces »; puis, à mesure qu'ils devenaient plus nombreux, les Anglais vivaient de plus en plus entre eux et s'écartaient de la société égyptienne.

A ce malaise, la guerre ajouta le mécontentement religieux, venu de Turquie, siège du Califat, les excitations de l'Allemagne, la révolte des Fellahs qu'atteignaient des maux économiques comme la réglementation du prix du coton, la hausse des fermages, les réquisitions de bétail et de céréales, des collectes excessives et maladroites au profit de la Croix-Rouge, le recrutement de l' « Egyptian Labour and Camel Transport Corps », la

cherté de la vie. Enfin, les déclarations wilsoniennes servirent de prétexte aux chefs du mouvement pour demander, en 1918, l'autonomie complète de l'Égypte.

Le gouvernement anglais tint bon, refusa de négocier, déporta Zaghloul pacha et ses principaux partisans; mais, en 1919, des émeutes sanglantes éclatèrent au Caire et dans les provinces, et, tout en réprimant les troubles avec modération, il se montra prêt aux plus larges concessions. Peu à peu le protectorat était abandonné de fait et de nom; on ne parlait plus que d' « accords » et d' « alliances »; enfin, au début de 1922, le khédive prenait le titre de sultan, puis devenait roi sous le nom de Fouad Ier, et l'indépendance de l'Égypte était reconnue par l'Angleterre, qui se réservait, il est vrai, des mesures de sécurité pour ses communications avec l'Égypte, la défense de l'Égypte contre des agressions étrangères, la protection des intérêts étrangers en Égypte et la protection des minorités, la garde du Soudan.

A cette nouvelle, le mouvement nationaliste s'apaisa; mais la situation, qui continue à manquer de netteté, demeure inquiète. Les Égyptiens ne cessent de protester hautement contre les restes de la suprématie britannique, d'où peuvent ressurgir tant d'actes d'autorité, et s'alarment surtout de voir aux mains de l'Angleterre ce Soudan qui, par son rôle hydrographique, a toujours commandé la prospérité de l'Égypte.

Le nationalisme libyen. — Sous couleur de modernisme et de générosité, l'autorité de l'Italie sur la Libye tend à devenir purement nominale. Mais le premier devoir des peuples européens qui veulent faire en Afrique œuvre de civilisation, c'est la pacification, et c'est fort mal interpréter le respect dû aux libertés et aux coutumes indigènes que tolérer les guerres de tribus à

à tribus. Or, l'Italie semble bien s'être trompée en essayant de jouer, selon des formules audacieusement libérales, ce rôle d'apaisement, et ce sont des groupements indigènes qui, en substituant leur action à la sienne, sont en train d'en recueillir les bénéfices de puissance.

Par exemple, pour arrêter les ravages de Ramadan Cheteui, chef de Misurota, des chefs tripolitains se réunissent, en 1920, en un congrès d'où les Italiens sont exclus : tout en étudiant les moyens de pacification, ils s'occupent d'organisation politique, correspondent directement avec Rome; ils se prononcent contre le Parlement prévu par le Statut, qui risquerait de diminuer leur autorité; ils demandent la nomination, en Tripolitaine comme en Cyrénaïque, d'un chef religieux, portant le titre d'émir et investi de pleins pouvoirs. Des agents bolchevistes, des Turcs, des Égyptiens, des émissaires de la « Ligue des peuples orientaux opprimés » qui, à Rome même, entretient une succursale, les encouragent à la résistance, et, sous l'action de ce gouvernement révolutionnaire, par l'organe de ses congrès successifs et du Comité exécutif qui assure la permanence, les divers éléments de la population commencent à se grouper en une nation — Djamouria Trabelsia, la République Tripolitaine, — sur laquelle l'Italie n'a plus guère d'influence.

Cependant, les indigènes restés fidèles à la cause italienne — notamment le groupe abadhite du Djebel, — sont écrasés par les nationalistes; les villes occupées par les Italiens sont à chaque instant menacées et, malgré sa volonté de « démilitarisation », l'Italie est bien obligée de recourir aux armes.

L'agitation en Berbérie. — Peuplée de musulmans, en relations continues avec le Proche-Orient, profondément atteinte par les conséquences de la

guerre de 1914, la Berbérie ne pouvait guère rester indifférente aux mouvements qui agitent l'Égypte et la Libye; il est même aisé de remarquer que le retentissement de cette agitation est de moins en moins fort, à mesure qu'on s'éloigne vers l'ouest. Mais il ne s'agit là, pour le moment et dans les régions les plus atteintes, que de troubles légers, qui ont tout juste une valeur de symptômes.

La bourgeoisie tunisienne a toujours été réputée pour son esprit frondeur : dès avant 1914, des militants, comme Taalbi, constituaient un parti nettement nationaliste et saisissaient volontiers les occasions de désordre. A la faveur de la guerre et des multiples excitations qu'elle entraîna, ces opposants prirent de l'audace : en 1919, ils adressaient un mémoire au président Wilson et s'assuraient l'appui des socialistes français; en 1920, ils publiaient à Paris un ouvrage anonyme, « La Tunisie martyre, ses revendications », et demandaient une constitution analogue au « Destour » du Comité Union et Progrès ou aux « Statuts » de la Libye. Au demeurant, une réaction contre les idées et les méthodes modernes accompagnait les revendications libérales : pour tout ce qui regarde les institutions juridiques, le régime de la propriété, le sort de la femme, l'organisation économique, les Jeunes-Tunisiens souhaitent manifestement un retour aux règles du passé; ne vont-ils pas jusqu'à contester l'utilité du développement des voies ferrées? Mais le mouvement restait limité à une minorité d'esprits aventureux.

En 1920, le gouvernement du Protectorat songe à mettre en valeur les habous privés, c'est-à-dire les biens que des particuliers rendent inaliénables en en remettant la propriété à une œuvre de bienfaisance et l'usufruit à leur postérité, et dont l'immobilisation juridique entraîne souvent l'immobilisation économique.

Les nationalistes s'emparent aussitôt de l'incident, crient à la spoliation, à la violation de coutumes respectables, et soulèvent sans peine, avec un tel mobile, l'opinion des indigènes les plus traditionalistes. Bientôt Jeunes-Tunisiens et Vieux-Turbans s'accordent pour réclamer le « Destour ».

Le gouvernement du Protectorat fit comprendre que « cette vaine agitation politique » avait assez duré, et les revendications, sans cesser de se manifester, prirent une allure plus calme et plus correcte. Mais la France s'engageait à rechercher, dans un large esprit de libéralisme, la solution de graves problèmes, comme la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, la répartition équitable des lotissements domaniaux, l'introduction du principe de l'élection dans la représentation des indigènes, etc...; et d'importantes réformes, dès 1921, suivaient ces promesses.

Quant aux Algériens, leur action se meut tout entière dans les cadres politiques de la Métropole. C'est le parti jeune-algérien qui a provoqué le vote de la loi électorale de 1919 : grâce à lui, les indigènes de l'Algérie obtiennent la qualité de citoyens français, s'ils renoncent à leur statut personnel musulman, et même ceux qui conservent ce statut sont représentés dans toutes les assemblées délibérantes de l'Algérie par des membres élus siégeant au même titre que les membres français.

Mais cette loi déçut les Jeunes-Algériens, qui rêvaient d'une naturalisation globale des indigènes dans leur statut musulman. Leur parti se réorganisa, devint plus remuant, renouvela son programme, qui, avec la naturalisation en masse, comporte essentiellement la suppression totale ds pouvoirs disciplinaires des administrateurs et des juridictions d'exception, l'assimilation complète, à égalité de titres, des fonctionnaires indigènes à leurs collègues français. Programme de francisation pure

et simple : l'idée de séparatisme, si tant est qu'elle soit latente, n'y apparaît guère, bien qu'une propagande active, venue de Russie et d'Orient, travaille les esprits.

Peut-on parler, enfin, d'un nationalisme marocain? Ce serait, assurément, abuser des mots, si l'on entend par là une agitation à tendances particularistes. Le Maroc français est demeuré parfaitement calme pendant la guerre, et il l'est encore; il a conservé, sous le protectorat de la France, son chef politique et religieux et ses institutions traditionnelles, et il ne semble pas pressé de se vêtir à la mode de l'Europe.

Pourtant, le Maroc possède une individualité beaucoup plus marquée que les autres régions de l'Afrique du Nord; il est resté, au cours des siècles, indépendant et relativement cohérent, et l'ordre qu'il doit à la France renforce en lui la conscience de sa personnalité. Peut-être son nationalisme n'est-il paisible que parce qu'il est respecté.

En revanche, l'échec des Espagnols dans les régions dissidentes de leur zone marocaine semble avoir provoqué la formation d'un État berbère indépendant : le chef rifain Adb-el-Krim a demandé récemment aux puissances la reconnaissance officielle d'une « République des tribus confédérées du Rif » et déclaré qu'un Parlement, composé de membres élus par chaque tribu, siégeait déjà à Ajdir, auprès d'Alhucemas.

Les colonies tropicales et le nationalisme. — Comme il y a des Jeunes-Tunisiens, il y a, en Afrique occidentale française, des Jeunes-Sénégalais, des Jeunes-Dahoméens, etc. L'agitation, assez anodine, viens surtout de fonctionnaires indigènes, qui désirent être assimilés aux Européens; elle se traduit aussi par des entreprises économiques, qui auront besoin de bien des expériences pour acquérir quelque solidité. Mais ces

divers mouvements, qui n'ont généralement rien à voir avec l'Islam, ont paru un moment devoir se solidariser sous l'action du parti le mieux dessiné, celui des Jeunes-Sénégalais.

Depuis 1879, les originaires de quatre communes du Sénégal, Saint-Louis, Dakar, Gorée, Rufisque, élisaient un député; en 1916, ce privilège électoral fut étendu à leurs descendants, sans obligation de renoncer au statut personnel, et, en 1917, à l'occasion d'un recrutement intensif de tirailleurs, le député de ces quatre communes, natif lui-même de Gorée, chargé par le ministère Clemenceau d'une mission à travers l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale françaises, révéla aux populations indigènes une communauté de race dont elles ne s'étaient jamais douté. Aux esprits déjà ouverts par la fréquentation des Européens, il apparut que ce qui convenait aux Sénégalais pouvait revenir de droit aux autres groupements, et l'on sentit, par toute la côte, comme un frémissement d'impatience. Une politique ferme et l'annonce d'un remaniement de la loi électorale sont en train de rétablir l'ordre.

A Madagascar, mêmes tendances, mais non soutenues par les mêmes institutions politiques : au cours de la guerre, une sorte d'association secrète avait manifesté des velléités nationalistes assez imprécises; elle semble aujourd'hui dissoute, et l'on a pu lever les peines portées contre ceux qui l'avaient dirigée.

Au Congo français, un négrophile avéré, de qui l'œuvre fut si belle en ces régions particulièrement attardées, Mgr. Augouard, s'alarmait, peu de temps avant sa mort, du trouble croissant qu'il constatait dans l'âme indigène et des discours violents qu'il entendait au cours de ses tournées. Au Congo belge, un prophète local, Kibango, a récemment suscité une agitation politique assez inquiétante.

En Afrique occidentale anglaise, un « Congrès national »

s'est tenu à Accra en 1920 et a rédigé des « cahiers de revendications » de la race noire; ce n'était là, d'ailleurs, que la suite d'un mouvement qui date déjà d'un quart de siècle et qui tend à réunir en une seule « nation autonome » tous les peuples de l'Ouest africain régis par la Grande-Bretagne. Le gouvernement anglais a rejeté le projet de constitution, malgré la pression du Labour Party; mais il a dû entreprendre toute une série de réformes.

En Afrique orientale anglaise, l'agitation n'est pas moins vive et va parfois jusqu'à l'émeute. Elle est surtout entretenue par les Jeunes-Hindous, qui, invoquant leur passé de civilisation et les relations naturelles de leur patrie et de l'Afrique orientale, demandent que ces provinces soient rattachées à l'Inde et prennent, en attendant, la défense des indigènes contre les Anglais.

De l'aveu de Sir Harry Johnston, « une révolte latente, une tension dangereuse existe parmi les six à sept millions d'hommes de couleur qui vivent au sud du Zambèze sous le drapeau anglais ».

Comme l'Afrique orientale anglaise, l'Afrique orientale portugaise souffre du voisinage inquiet des Hindous; les révoltes y sont fréquentes et prennent de plus en plus tournure de soulèvement national. Quant à l'Angola, il a été, au cours de la guerre, la proie d'une terrible insurrection indigène, partie des tribus Ovambos; cette insurrection s'est doublée d'un mouvement nettement séparatiste, conduit par des Européens et des métis, et il ne semble pas que le retour de la paix ait sensiblement amélioré la situation.

4° *L'AFRIQUE DE DEMAIN.*

La couleur de l'horizon. — Il est clair que les divers mouvements nationalistes que nous venons de passer en revue sont de gravité fort inégale.

Si la partie européenne semble perdue ou du moins fort compromise en certaines régions de l'Afrique, elle se présente ailleurs avec des chances à peine diminuées, et ce terme de « nationalisme » recouvre ici des situations très diverses.

De plus, même dans les pays où le nationalisme a pris un caractère bien accusé, il n'est souvent que l'arme de combat de partis avancés, de « Jeunes », et il laisse plus ou moins indifférents des éléments de population qui gardent tout de même leur poids dans les destinées politiques de l'Afrique et qui peuvent, un jour ou l'autre, faire bande à part : aristocratie héréditaire, que les aspirations égalitaires inquièteront, bourgeoisie d'affaires, intéressée à la stabilité du régime, habitants des campagnes, difficiles à soulever plusieurs fois de suite, sectes religieuses, que les audaces et le scepticisme des partis avancés effraient plus vivement que la neutralité européenne, etc.

Il y a donc loin de cette ligne de feux de brousse et de feux follets à l'immense incendie africain que des pessimistes imaginent. Pourtant, le danger existe, un peu partout, et il y a là un ensemble de problèmes fort angoissants, qu'on n'a pas le droit d'aborder à la légère : qu'on le veuille ou non, le fait qui domine aujourd'hui la vie de l'Afrique, c'est un éveil ou un réveil des peuples, et il n'est nullement sûr qu'à côté de ces peuples africains ou africanisés qui se disent majeurs, il y ait longtemps place pour les peuples européens.

L'attitude de l'Europe. — En face de ce grand péril commun, il faudrait que l'Europe fût unie.

Elle a jadis, en Afrique même, donné des preuves de sa solidarité. Au temps des explorations scientifiques et des premières occupations, elle a recherché l'entente et parfois même l'entr'aide; à maintes reprises, elle s'est

opposée en bloc à la sauvagerie des indigènes. Mais depuis que l'Afrique a été découpée au profit des États européens, ses diverses parties sont devenues des annexes étroitement liées à ces États, des morceaux de patrimoines nationaux, des compartiments politiques, où chacun entend vivre à sa guise et repousser les indiscrétions du voisin.

Et chacun, en effet, se fait sa politique, cède ou résiste aux revendications indigènes, excite les passions ou les comprime durement, sans se soucier des intérêts généraux de l'Europe, quelquefois même avec le secret dessein de gêner tout le monde.

Les résultats de ce défaut d'entente se précipitent.

Le problème vu de Sirius. — Il serait assurément douloureux pour l'Europe d'être expulsée de l'Afrique. Depuis cent ans surtout, elle y a dépensé une somme énorme de vies héroïques, d'argent, d'efforts de toutes sortes; elle y a porté d'incontestables bienfaits; elle l'a si étroitement associée à son existence politique et économique que le détachement de l'Afrique équivaudrait pour l'Europe à une mutilation.

Mais supposons que l'Europe mette au-dessus de l'honneur vulgaire et des intérêts pratiques ses devoirs de libéralisme et de civilisation et qu'elle laisse résolument l'Afrique voler de ses propres ailes : l'Afrique gagnerait-elle au change?

Non sans doute. L'Afrique arrivera peut-être à s'émanciper, mais cela ne prouvera pas qu'elle soit majeure, et d'ici longtemps. C'est un enfant terriblement attardé, et dont l'éducation est loin d'être achevée. L'éducation de l'Europe, qui n'est guère parfaite, hélas! et qui s'est appliquée à des races aussi douées que d'autres, a demandé bien du temps et des épreuves. Pour que l'Afrique fût capable de réaliser en cent ans ce qui a demandé plus

de vingt siècles à l'Europe, il faudrait que son génie fût surhumain : autant qu'on puisse risquer semblable affirmation, il ne l'est pas.

Du moins les événements de son histoire actuelle font-ils réapparaître à tout instant ce qu'on peut regarder comme le fonds primitif de sa nature, et il semble inévitable que, dans l'extrême liberté, elle retrouve tout bonnement l'anarchie, les luttes féroces de races, de dynasties, de tribus et de castes, les tyrannies et les razzias, la résignation aux brutalités du milieu physique, une aboulie générale traversée de crises furieuses.

Guidée par l'expérience de l'Europe, elle peut probablement brûler certaines étapes de notre longue histoire et s'épargner bien des tâtonnements, des erreurs et des peines. Quelle tristesse pour un aîné, qui verrait le cadet recommencer, faute d'un peu de patience et de confiance, les cruelles folies de la jeunesse!

Il serait nécessaire, en revanche, que l'Europe aperçût enfin toute l'étendue de son devoir africain. Elle n'a pas toujours su légitimer ses conquêtes; elle a cru parfois qu'on pouvait, aujourd'hui encore, posséder des peuples comme on possède des champs ou des troupeaux; elle a trop souvent dédaigné de se pencher sur l'âme des sociétés pupilles; elle a besoin de réfléchir sérieusement sur sa tâche, comme un père qui prépare de son mieux l'avenir de ses enfants et laisse au hasard la moindre part possible.

De nouvelles formes politiques. — Cette jeunesse persistante de l'Afrique, beaucoup d'Africains la connaissent ou la pressentent; ces obligations de l'Europe, beaucoup d'Européens les admettent.

Aussi est-il permis d'espérer qu'aux conflits présents ou virtuels on trouvera d'autres solutions que la rupture définitive.

Déjà nous sommes bien éloignés des premiers types d'installation et de colonisation, et les formules sont infiniment variées, vont de l'étroite sujétion à l'extrême libéralisme : du bon vouloir réciproque et des intérêts associés peuvent naître demain des formes politiques, qui sans doute seront intermédiaires entre l'état de domaine colonial et l'état de nation indépendante.

Après avoir révélé aux peuples européens tant d'étrangetés naturelles, l'Afrique leur ouvre tout un monde d'expériences et d'inventions politiques.

Principaux ouvrages à consulter.

DENIKER. *Races et Peuples de la Terre*, Paris, 1900. — M. DELAFOSSE. *Les Noirs de l'Afrique*, Paris, 1229. — Dr WEISGERBER, *Les Blancs d'Afrique*, Paris, 1910. — DE PRÉVILLE, *Les Sociétés africaines*, Paris, 1894.

MASPERO, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, Paris, 1904. — BOUCHÉ-LECLERCQ, *Histoire des Lagides*, Paris, 1903-1907. — S. GSELL, *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, Paris, 1920. — H. BASSET, *Les influences puniques chez les Berbères*, Revue africaine, 1921.

E. MERCIER, *Histoire de l'Afrique septentrionale depuis les temps les plus reculés jusqu'à la conquête française*, Paris, 1888-1891. — S. GSELL, *Les monuments antiques de l'Algérie*, Paris, 1921. — G. BOISSIER, *L'Afrique romaine*, Paris, 1895. — CAGNAT, *L'armée romaine d'Afrique*, Paris, 1912. — L. HOMO, *Expériences africaines d'autrefois et d'aujourd'hui*, Paris, 1914. — P. MONCEAUX, *Les Africains*, Paris, 1894. — LOUIS BERTRAND, *Saint Augustin*, Paris, 1913. — CH. DIEHL, *L'Afrique byzantine*, Paris, 1896. — M. DELAFOSSE, *Haut-Sénégal et Niger*, t. II, Paris, 1912. — J. BORELLI, *Éthiopie méridionale*, Paris, 1890. — A. WILMOT, *Monomotapa, its monuments and its history*, London, 1896.

G. MARÇAIS, *Les Arabes en Berbérie du XIe au XIVe siècles*, Paris, 1913. — PAUL MARTY, *Études sur l'Islam en Afrique occidentale française*, Revue du monde musulman, 1913-1921, passim. — O. MEYNIER, *L'Afrique noire*, Paris, 1911. —

G. HARDY ET P. AURÈS, *Les grandes Étapes de l'histoire du Maroc*, Paris, 1921. — P. MASSON, *Histoire des Etablissements et du commerce français dans l'Afrique barbaresque* (1560-1793), Paris, 1903. — DE LANNOY ET VAN DER LINDEN, *Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens* (*Portugal et Espagne*), Bruxelles, Paris, 1907. — DE LA RONCIÈRE, *Histoire de la marine française*, Paris, 1901-1922. — L. M. DEVIC, *Le pays des Zendjs ou la côte orientale d'Afrique au moyen âge d'après les écrivains arabes*, Paris, 1883. — A. GAYET, *L'art arabe*, Paris, 1893. — SALADIN ET MIGEON, *Manuel de l'art musulman*, Paris, 1907.

VIVIEN DE SAINT-MARTIN, *Histoire de la Géographie et des découvertes géographiques depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, Paris, 1878. — LIVINGSTONE, *Exploration de l'Afrique australe de* 1840 *à* 1864, trad., Paris, 1869. — STANLEY, *Dans les ténèbres de l'Afrique*, trad., Paris, 1890. — R. RONZE, *La Question d'Afrique*, Paris, 1918. — L. BRÉHIER, *L'Égypte de* 1798 à 1900, Paris, 1901. — F. DE LESSEPS, *Le percement du canal de Suez*, Paris, 1856-1868. — A. MÉTIN, *La transformation de l'Egypte*, Paris, 1903. — C. ROUSSET, *La conquête d'Alger*, Paris, 1879-1880. — WAUTERS, *Histoire politique du Congo belge*, Bruxelles, 1912. — CHR. SCHEFER, *La France moderne et le problème colonial* (1815-1830), Paris, 1917. — A. TERRIER ET C. MOUREY, *L'œuvre de la Troisième République en Afrique occidentale*, Paris, 1910. — P. CULTRU, *Histoire du Sénégal du XVe siècle à* 1870, Paris, 1910. — G. HARDY, *La mise en valeur du Sénégal de* 1817 *à* 1854, Paris, 1921. — DARCY, *France et Angleterre : Cent années de rivalité coloniale*, Paris, 1904. — AUG. BERNARD, *Le Maroc*, Paris, 1922. — R. PINON, *La Résurrection d'un État africain : l'Éthiopie*, Revue des Deux-Mondes, avril 1901. — LÉMONON, *La politique coloniale de l'Italie*, Paris, 1919. — CHR. SCHEFER, *D'une guerre à l'autre* (1871-1914), Paris, 1920. — H. HAUSER, *Colonies allemandes impériales et spontanées*, Paris, 1900. — H. HAUSER, *La Guerre européenne : le problème colonial*, Paris, 1915. — C. FIDEL, *La paix coloniale française*, Paris, 1918.

M. DUBOIS, *Peuples coloniaux et peuples colonisateurs*, Paris, 1897. — P. LEROY-BEAULIEU, *La colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 1902. — G. MONDAINI. *La colonisation anglaise*, trad., Paris, 1921. — E. DE RENTY. *L'Europe noire*, Paris, 1913. — J. HARMAND, *Domination et Colonisation*, Paris, 1910. — VAN DER KERKEN, *Les Sociétés bantoues du Congo belge et le problème de la politique indigène*, Bruxelles-Paris, 1920.

E. INSABATO, *L'Islam et la politique des Alliés*, trad., Paris, 1920. — DEPONT ET COPPOLANI, *Les Confréries religieuses musulmanes*, Alger, 1897. — M. DELAFOSSE, *L'animisme nègre et sa résistance à l'islamisation en Afrique occidentale*, Revue du Monde musulman, mars 1922. — M. DELAFOSSE, *Un État nègre : la République de Libéria*, Paris, 1900. — R.C.F. MAUGHAM, *The Republic of Liberia*, London, 1920. — H. H. FYFE, *Aux pays de l'or et du diamant* (*Cap, Natal, Orange, Transvaal, Rhodésie*), trad., Paris, 1913. — E. F. GAUTIER, *L'Algérie et la Métropole*, Paris, 1920. — G. HARDY, *Une conquête morale : l'Enseignement en A. O. F.*, Paris, 1917. — G. HARDY, *Un paradoxe politique : le problème sénégalais*, Grande Revue, août 1919. — H. DE LA MARTINIÈRE, *La Question indigène en Algérie*, Revue des Deux-Mondes, 15 mars et 1er avril 1922. — AUG. BERNARD, *L'Algérie et les Algériens*, Revue de France, 1er avril 1922. — F. MAURETTE, *L'Afrique orientale et l'Empire britannique*, Revue de Paris, 1er décembre 1919. — ANGEL MARVAUD, *Le Portugal et ses colonies*, Paris, 1912. — MARQUARDSEN, *Angola*, Berlin, 1920. — *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, passim. — B. LAVERGNE, *Le principe des nationalités et les guerres, son application au problème colonial*, Paris, 1921.

AFRIQUE
Kilomètres
Capitale d'Etat
Autre ville
Ville fortifiée
ESPAGNE
Alger
Tunis
Gibraltar
Détroit de Gibraltar
Tanger
Rabat
Fez
Casablanca
Maroc
Mogador
Oran
Constantine
Biskra
Figuig
Ouargla
Tripoli
Ghadames
LIBYE
In-Salah
Mourzouk
Ghat
Sahara ou Grand Désert
Touareg
Ouadan
Maures
Tombouctou
Tun Tellust
Aghades
Oualata
St Louis
Dakar
Bakel
Sansanding
Niger
Sayo
Sokoto
L. Tchad
BORNOU
Kano
Kouka
Yakoba
Kong
Abeokouta
Mt Cameroun
Fernando Po
G. de Biafra
Libreville
Golfe de Guinée
Brazzaville
Congo
OCÉAN ATLANTIQUE
I. de l'Ascension
I. St Hélène
Equateur
Possessions
(A) à l'Angleterre
(E) à l'Espagne
(F) à la France
(I) à l'Italie
(P) au Portugal
ALGERIE ET TUNISIE
Kilomètres
MER MEDITERRANEE
Carthagène
Alger
Tunis
Constantine
Oran
Mascara
Biskra
Fez
Géryville
Figuig
Sahara Algérien
Ouargla
TRIPOLI

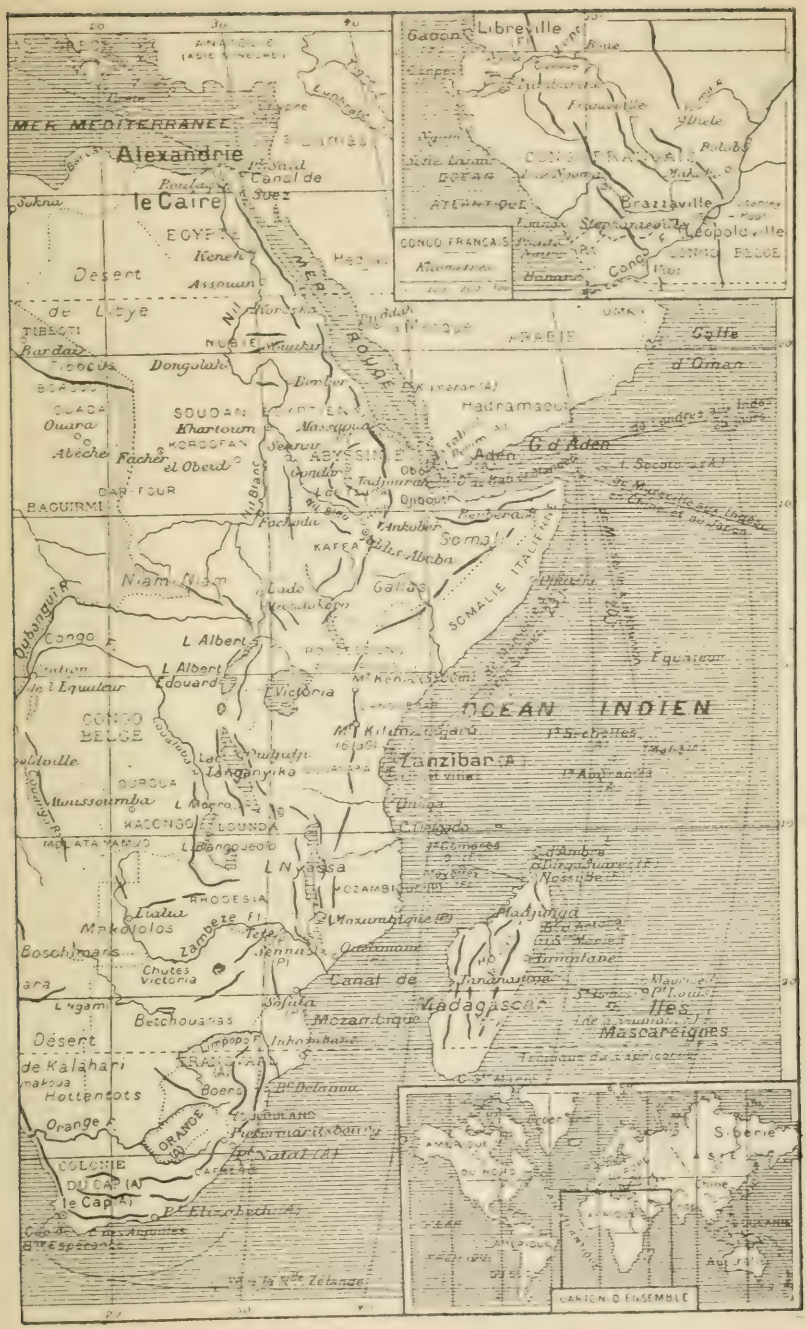
MER MEDITERRANEE
Alexandrie
Canal de Suez
le Caire
EGYPTE
Desert de Libye
Kenek
Assouan
Nil
NUBIE
Dongolah
Berber
SOUDAN
Khartoum
KORDOFAN
Ouara
Atèche
Facher
el Obeid
DAR FOUR
BAGUIRMI
Massaoua
Senar
ABYSSINIE
Gondar
Tadjourah
Djibouti
Fachoda
KAFFA
Ankober
Harrar
Addis Abeba
Somali
Niam-Niam
Lado
Gallas
SOMALIE ITALIENNE
Oubangui R.
Congo
L. Albert
L. Albert Edouard
Equateur
Victoria
OCEAN INDIEN
CONGO BELGE
Lac Tanganyika
Zanzibar
Moussoumba
L. Moero
KACONGO
LOUNDA
L. Bangueolo
L. Nyassa
RHODESIA
Tete
Zambeze Fl.
Makololos
Boschimans
Chutes Victoria
Canal de Madagascar
Mozambique
Sofala
Bechouanas
Désert de Kalahari
Hottentots
Boers
ORANGE
Orange R.
COLONIE DU CAP (A)
le Cap (A)
Natal (A)
Iles Mascareignes
Madagascar
Mauricie
Pt Louis
Tropique du Capricorne
Gabon
Libreville
Brazzaville
Léopoldville
CONGO FRANÇAIS
CONGO BELGE
Sibérie
Chine
CARTON D'ENSEMBLE

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS V

INTRODUCTION : *Le cadre historique* VII

CHAPITRE PREMIER

L'Afrique avant l'Islam 1

1° Les origines africaines 1

2° L'Afrique à l'avant-garde de l'histoire : l'Égypte 4

3° Carthage 15

4° L'unification de l'Afrique septentrionale : la domination romaine et byzantine 19

5° L'éveil de l'Afrique noire 33

CHAPITRE II.

L'Islam en Afrique et le développement des empires indigènes 41

1° L'entrée de l'Islam en Afrique : grandeur et décadence de la domination arabe 41

2° Le mouvement d'islamisation du XIe siècle . . 48

3° L'Islam et la folie de conquête 53

4° Les contrecoups de l'islamisation : l'aggravation de l'isolement africain 62

5° Le déplacement des voies maritimes et le développement des empires indigènes de l'Afrique australe et orientale. 69
6° L'Afrique à la fin du XVIIIe siècle. 83

Chapitre III.

L'Europe en Afrique et la stabilisation des sociétés africaines. 90
1° L'exploration de l'Afrique au XIXe siècle . . 90
2° Le partage de l'Afrique blanche 110
3° Le partage de l'Afrique noire et la constitution des grands empires 126
4° La plus récente carte de l'Afrique. 137
5° L'action de l'Europe sur l'Afrique : les méthodes de colonisation 146

Chapitre IV.

La formation des nationalités africaines. . 160
1° Les origines du mouvement 160
2° Les tendances générales. 171
3° Les manifestations régionales 177
4° L'Afrique de demain. 188

Carte d'Afrique. 196

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 1147-12-22.

COLLECTION ARMAND COLIN

"Vulgariser sans abaisser"

Chaque volume in-16 broché . . . . . **5** fr.

Relié . . . . . **6** fr.

La Collection Armand Colin comprend **14 Sections :**

I. - *Philosophie.*
II. - *Langues et Littératures.*
III. - *Histoire et Sciences économiques.*
IV. - *Géographie.*
V. - *Droit.*
VI. - *Mathématiques.*
VII. - *Physique.*
VIII. - *Chimie.*
IX. - *Biologie.*
X. - *Électricité industrielle.*
XI. - *Moteurs thermiques.*
XII. - *Génie Civil.*
XIII. - *Arts Militaires.*
XIV. - *Agriculture.*

BUT DE LA COLLECTION

1° Fournir **aux jeunes gens** qui désirent s'initier à la pratique d'une profession ou se perfectionner dans celle qu'ils ont choisie, des instruments de travail, sous la forme de livres courts, et cependant complets, rédigés par des savants, par des spécialistes en chaque matière.

2° Mettre à la portée de **toute personne cultivée** que les nécessités de la vie ont obligée à se spécialiser, des exposés clairs et précis des connaissances jusqu'ici acquises dans les domaines les plus variés.

3° Répandre **au dehors** des livres exposant les idées, les méthodes et le goût français, et faire rayonner dans le monde la science et la culture françaises.

La **COLLECTION ARMAND COLIN** répond ainsi à ce besoin qu'a tout homme intelligent de sortir de temps en temps de sa spécialité pour faire, dans les champs d'action d'autrui, une excursion qui ne peut être instructive que si elle a lieu sous la direction d'un guide sûr.

En vente chez tous les Libraires

N° 1

A. BLANC

Professeur à la Faculte des Sciences de Caen

RAYONNEMENT

Principes scientifiques de l'Éclairage

35 figures

CET ouvrage intéresse tous ceux qui ont à faire un choix raisonné entre les différents procédés d'éclairage.

Après avoir clairement exposé les principes sur lesquels doit reposer tout système d'éclairage qui veut être économique et satisfaisant, l'auteur passe en revue et compare tous les appareils, même les plus modernes, et en établit le rendement avec précision.

N° 2

E. JAMMY

Ingénieur en chef aux Forges et Chantiers de la Méditerranée

LA CONSTRUCTION DU VAISSEAU DE GUERRE

183 figures, 4 planches hors texte

CET ouvrage, écrit par l'un des hommes à qui nous devons la construction de puissantes unités navales, abondamment illustré, est à la fois le livre des spécialistes des constructions navales et le livre de tout homme cultivé qui veut s'orienter dans ce carrefour des sciences modernes que forme un de nos navires de guerre.

N° 3

R. BRICARD

Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers

CINÉMATIQUE ET MÉCANISMES

79 figures

D'UNE remarquable simplicité, l'ouvrage de M. Bricard permet à tous ceux qui veulent étudier les mécanismes dans leurs rapports avec les lois du mouvement, de s'initier à cette science avec des connaissances mathématiques très réduites. C'est aussi le livre du praticien qui veut comprendre et perfectionner son travail.

N° 4

A. BAILLY
Professeur au Lycée Pasteur

L'ÉCOLE CLASSIQUE
FRANÇAISE
Les Doctrines et les Hommes (1660-1715)

L'AUTEUR s'est proposé de caractériser l'esprit français à l'époque de sa perfection, d'analyser ses qualités de logique, de clarté, de profondeur ; de montrer l'identité de doctrines et d'idéal par où se rejoignent des œuvres aussi diverses en apparence que celles d'un Racine, d'un La Fontaine, d'un Bossuet. De larges extraits complètent l'ouvrage.

N° 5

YVES HENRY
Ingénieur Agronome, Inspecteur général de l'Agriculture aux Colonies

ÉLÉMENTS D'AGRICULTURE COLONIALE :

PLANTES A HUILE

35 figures

TOUS ceux qui s'occupent de nos produits coloniaux, trouveront dans ce livre, écrit par un homme qui a longtemps vécu dans les pays dont il parle, des renseignements sûrs et indispensables. Les industriels ou commerçants qui utilisent les corps gras d'origine végétale puiseront dans cet ouvrage des indications précises.

N° 6

C. GUTTON
Professeur à la Faculté des Sciences de Nancy

TÉLÉGRAPHIE
ET TÉLÉPHONIE SANS FIL

107 figures

AVEC une rare simplicité de moyens, presque sans formules mathématiques, l'auteur, savant doublé d'un technicien, permet à tous de comprendre l'ensemble des phénomènes de la Télégraphie et de la Téléphonie sans fil, ces deux sciences appliquées qui prennent dans notre vie quotidienne une place sans cesse plus étendue.

N° 7

EUGÈNE BLOCH
Professeur au Lycée Saint-Louis

THÉORIE CINÉTIQUE DES GAZ

7 figures

C'EST le premier exposé en langue française d'une théorie qui fait partie de toute culture scientifique complète. Sobre, clair, précis, ce livre est accessible à tous ceux qui possèdent les éléments des mathématiques et veulent s'initier rapidement à une discipline élevée.

N° 8

J. GEFFROY
Ingénieur des Arts et Manufactures, Professeur à l'École Centrale

TRAITÉ PRATIQUE DE GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE

248 figures

C'EST le livre du débutant en Géométrie Descriptive. L'exposé très simple et très compréhensif des méthodes est suivi d'applications pratiques à la taille des pierres et au trait de charpente. Les théoriciens peuvent y apprendre le rôle pratique de la Géométrie Descriptive, les praticiens peuvent aisément y retrouver l'explication des procédés qu'ils utilisent.

N° 9

H. BÉGHIN
Professeur à l'École Navale

STATIQUE ET DYNAMIQUE (TOME I)

76 figures

CE sont les lois essentielles de la Mécanique qui sont exposées dans ce livre. L'auteur oriente immédiatement chaque théorie vers les applications qu'elle comporte dans l'industrie. Une foule d'exercices choisis dans le domaine de l'expérience quotidienne et de la Mécanique appliquée permettent au lecteur de se familiariser avec les procédés de la Mécanique.

N° 10

H. BÉGHIN
Professeur à l'École Navale

STATIQUE ET DYNAMIQUE
(TOME II)

151 figures

CE second volume complète heureusement les notions exposées dans le premier. Le sens du concret n'abandonne jamais l'auteur qui enveloppe de réalités les formules, et qui, inversement, dans chaque application pratique sait discerner et faire comprendre le jeu et le rôle des lois. C'est pourquoi cet ouvrage rendra service aux étudiants des Facultés et des grandes Écoles, ainsi qu'aux ingénieurs qui se sont, dès le début, orientés vers les applications.

N° 11

CH. FABRY
Professeur à la Sorbonne

ÉLÉMENTS D'ÉLECTRICITÉ

70 figures

C'EST un livre pour les débutants dans lequel les praticiens trouveront matière à réflexion, car il résume l'expérience de longues années d'enseignement et de recherches scientifiques. Tous seront étonnés de la simplicité que revêt l'exposition d'une science donnée parfois comme mystérieuse et compliquée.

N° 12

Colonel J. ROUELLE

LA FONTE
(ÉLABORATION ET TRAVAIL)

29 figures

CET ouvrage donne, en un style clair et précis, les principes fondamentaux, les points essentiels et les plus importants détails du travail de la fonte. Extrêmement documenté, malgré sa concision, il sera étudié avec fruit par les jeunes gens qui désirent entrer dans l'industrie métallurgique, et il sera lu avec intérêt par tous ceux qui veulent se tenir au courant du mouvement économique de notre pays.

N° 13

ET. RABAUD

Professeur à la Faculté des Sciences de Paris

L'HÉRÉDITÉ

34 figures

CET ouvrage intéresse toutes les personnes cultivées ; il est en outre précieux pour les éleveurs qui veulent obtenir des sélections raisonnées. C'est un résumé simple et clair de nos connaissances actuelles sur l'Hérédité, une analyse de son mécanisme et des facteurs qui nous permettent d'en modifier les conséquences au moyen de l'éducation.

N° 14

V. AUGER

Maître de Conférences de Chimie analytique à la Sorbonne

PRINCIPES DE L'ANALYSE CHIMIQUE

77 figures

M. AUGER a condensé dans ce petit traité tout ce qu'une expérience de vingt années d'enseignement lui a appris à regarder comme nécessaire au chimiste qui veut connaître, comprendre et même perfectionner les méthodes analytiques. Aux étudiants comme aux initiés, ce livre présente les données nécessaires à la connaissance raisonnée de la chimie analytique.

N° 15

M. SORRE

Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Bordeaux

LES PYRÉNÉES

3 cartes dans le texte — 3 cartes hors texte — 6 photographies

DANS cette remarquable synthèse de nos connaissances sur les Pyrénées, l'auteur s'est attaché d'abord à faire ressortir le côté pittoresque de la grande chaine. Les explications claires et précises ne manqueront pas de satisfaire la curiosité des géographes et des géologues, amateurs ou professionnels.

N° 16

P. VÉROLA
Ingénieur en chef des Poudres

CHIMIE ET FABRICATION DES
EXPLOSIFS

9 figures

CE livre d'une haute portée scientifique, propre à satisfaire les plus exigeants des techniciens et à fournir des documents précis à ceux qui veulent le devenir, est d'une lecture saine et réconfortante. En étudiant cet exposé si lumineux et si précis des explosifs anciens et modernes, on ne peut qu'admirer l'énergie, l'ingéniosité qu'ont dû déployer nos ingénieurs et nos savants pour vaincre un ennemi supérieurement outillé.

N° 17

A. MATHIEZ
Professeur à l'Université de Dijon

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE
(TOME I)
La Chute de la Royauté

M. MATHIEZ a su accomplir ce miracle de renouveler un sujet qu'on pouvait croire épuisé : admirablement documenté par ses recherches personnelles sur les hommes de la Révolution, il projette des lumières nouvelles sur une époque que tant d'historiens éminents semblaient avoir éclairée jusque dans les coins les plus obscurs.

N° 18

F. MAURETTE
Professeur à l'École des Hautes Études Commerciales

LES GRANDS MARCHÉS DES
MATIÈRES PREMIÈRES

8 cartes et 3 graphiques

QUELS sont les grands marchés de ces matières dont dépend la vie des individus et des nations : la houille et le pétrole, le coton, la laine et la soie, le fer, le caoutchouc, le blé ? Comment fonctionnent ces marchés ? Se sont-ils déplacés durant la crise que nous venons de traverser ? Quels sont ceux qui ont le plus bel avenir ? Voilà autant de questions que traite M. F. Maurette en des chapitres clairs et brefs qu'illustrent heureusement des croquis et des diagrammes.

N° 19

J. LEVAINVILLE
Docteur de l'Université de Bordeaux

L'INDUSTRIE DU FER
EN FRANCE

4 cartes

TECHNICIEN doublé d'un économiste, mettant à profit une expérience longuement acquise dans les mines de France et dans celles de l'Afrique du Nord, M. J. Levainville nous documente merveilleusement sur l'Industrie sidérurgique en France. Suivant l'évolution tantôt progressive, tantôt régressive, il nous expose avec une clarté faite de logique les raisons économiques des fluctuations qu'elle a subies au cours des siècles.

N° 20

Colonel J. ROUELLE

L'ACIER
(ÉLABORATION ET TRAVAIL)

45 figures

CET ouvrage qui, avec celui relatif à la *Fonte*, et avec le livre écrit par M. J. Levainville sur l'Industrie du *Fer*, forme une trilogie documentaire de tout premier ordre, sera consulté avec intérêt par tous ceux que préoccupe l'avenir de la France. N'oublions pas, en effet, que grâce aux territoires récupérés, nous occupons la seconde place sur le marché mondial du fer et que le développement de l'Industrie sidérurgique est destiné à être l'un des principaux facteurs de notre relèvement économique.

N° 21

Georges SCELLE
Professeur à la Faculté de Droit de Dijon

LE DROIT OUVRIER

Tableau de la Législation française actuelle

L'AUTEUR étudie successivement l'évolution historique du Droit ouvrier, dominée par le facteur parlementaire et par l'action syndicaliste ; la vie interne, c'est-à-dire le mécanisme juridique des lois ouvrières, enfin la vie de l'ouvrier qui utilise, de sa naissance à sa mort, les armes légales que ce Droit lui fournit.

Le livre est alerte, vivant, prenant, comme les objets dont il traite. C'est le livre d'un juriste rompu aux doctrines les plus récentes du droit public et privé, en même temps qu'une œuvre de science sociale.

3695. — Paris. — Imp. Hemmerlé, Petit et Cie. (6-22)

A-C